



REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES



Institut National de la Statistique

Système d'Alerte Précoce

Ministère de l'Economie et des Finances

Cabinet du Premier Ministre

ENQUETE CONJOINTE SUR LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AU NIGER (Novembre 2011)



INS - SAP Novembre 2011

**Avec l'appui
de :**



TABLE DES MATIERES

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	8
II.	METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ENQUETE	10
2.1.	METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	10
2.2.	LES LIMITES DE L'ETUDE	12
III.	VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES	13
3.1.	SITUATION AU NIVEAU NATIONAL	13
3.1.1.	Identification des populations vulnérables	13
3.1.2.	Evolution de la situation alimentaire entre 2008 et 2011	13
3.2.	VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL	14
3.2.1.	Identification des personnes en insécurité alimentaire	14
3.2.2.	Evolution de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations en milieu rural	14
3.2.3.	Situation alimentaire et caractéristiques socioéconomiques	15
3.2.3.1	Sécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage	15
3.2.3.2	Sécurité alimentaire selon le statut matrimonial du chef de ménage	15
3.2.3.3	Sécurité alimentaire selon l'activité principale du chef de ménage	16
3.2.3.4	Sécurité alimentaire selon la possession d'animaux	16
3.2.3.5	Sécurité alimentaire selon l'exploitation des champs	16
3.2.4.	Analyse des stratégies de survie des ménages en milieu rural	18
3.2.4.1	Nombre de repas collectifs pris par jour dans le ménage	18
3.2.4.2	Nombre de Repas pris par les enfants âgés de 1 à 5 ans	19
3.2.4.3	Indice de stratégie de survie	19
3.2.4.4	L'analyse des stratégies selon la classification de Maxwell	20
3.2.5.	Consommation alimentaire des ménages	21
3.2.5.1	La diversité et fréquence de consommation	21
3.2.5.2	Score de consommation alimentaire selon les régions	22
3.2.5.3	Score de consommation alimentaire selon la zone agro écologique	23
3.2.6.	Profil d'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural	24
	Réserves alimentaires et de semences des ménages	26
3.2.7.		26
3.2.7.1	Disponibilité alimentaire des ménages	26
3.2.7.2	Durée moyenne des stocks	27
3.2.7.3	Disponibilité de semences	27
3.2.7.4	Type de semences disponibles au niveau des ménages	28
3.2.8.	Revenu et sources des revenus des ménages	28
3.2.8.1	Le revenu mensuel moyen	28
3.2.8.2	Les sources de revenu	29
3.2.8.2.1	La vente des produits agricoles	29
3.2.8.2.2	L'élevage	29
3.2.8.2.3	Les transferts	29
3.2.8.2.4	Le travail journalier	29
3.2.8.2.5	Le commerce/entreprenariat	30
3.2.8.2.6	Le petit commerce	30
3.2.8.2.7	Les salariés	30
3.2.8.2.8	Vente de bois et de paille	30
3.2.8.2.9	L'artisanat	30
3.2.9.	Localisation des ménages en insécurité alimentaire en milieu rural	38
3.2.9.1	Au niveau régional	38
3.2.9.2	Au niveau des départements	39
3.2.10.	Les dépenses des ménages et leurs structures par postes	41
3.2.10.1	Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages	41
3.2.10.2	Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages suivant le groupe de moyen d'existence	41
3.2.10.3	La structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe	42
3.2.11.	Situation nutritionnelle et alimentaire des enfants de 6 à 23 mois en milieu rural	43

3.2.12.	Les facteurs de risque d'insécurité alimentaire.....	43
3.2.12.1	Facteurs liés à la migration	43
3.2.12.2	Origine et destination des Migrants	44
3.2.12.3	Transferts d'argent	45
3.2.12.4	Migrations et insécurité alimentaire	46
3.2.12.5	Migrations, insécurité alimentaire et transferts d'argent	46
3.2.12.6	Appréciation de l'évolution des transferts par les ménages	47
3.2.12.7	Situation des rapatriés.....	47
3.2.12.8	Impact de la présence des rapatriés sur la situation économique des ménages	48
3.2.12.9	Facteurs liés aux flux transfrontaliers.....	49
3.2.12.10	Facteurs liés à l'évolution des stocks paysans, tendance des prix du mil.....	50
3.2.13.	Les interventions en cours.....	51
3.3.	VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU URBAIN	53
3.3.1.	Identification des personnes en insécurité alimentaire	53
3.3.2.	Evolution de la situation alimentaire en milieu urbain	53
3.3.3.	Caractéristiques des personnes en insécurité alimentaire	54
3.3.3.1	Insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage	54
3.3.3.2	Insécurité alimentaire et situation matrimoniale du chef de ménage	54
3.3.3.3	Insécurité alimentaire et activité principale du chef de ménage.....	55
3.3.3.4	Insécurité alimentaire et exploitation des champs	55
3.3.4.	Profil d'insécurité alimentaire des ménages en milieu urbain.....	57
3.3.5.	Stratégies et signes de crise alimentaire.....	58
3.3.5.1	Inquiétude face au manque de nourriture	59
3.3.5.2	Non consommation d'aliments préférés par manque de moyen	59
3.3.5.3	Manger tous les jours la même chose	60
3.3.5.4	Consommation d'aliments non préférés par manque de moyen	60
3.3.5.5	Diminution de la quantité de la ration journalière	60
3.3.5.6	Nombre de repas journalier	60
3.3.5.7	Aller se coucher le soir en ayant faim.....	60
3.3.5.8	Rien à manger dans le ménage par manque de moyen.....	61
3.3.5.9	Passer toute une journée sans manger	61
3.3.6.	Echelle d'insécurité alimentaire et qualité/composition de l'alimentation.....	61
3.3.6.1	Composition de l'alimentation.....	61
3.3.6.2	Qualité de l'alimentation	62
3.3.7.	Revenu et sources de revenu des ménages en milieu urbain.....	62
3.3.7.1	Structure des sources de revenu des ménages.....	62
3.3.7.2	Sources de revenus et statut de vulnérabilité	63
3.3.7.3	Source de revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée	64
3.3.7.4	Source de revenu des ménages à risque d'insécurité alimentaire	65
3.3.7.5	Source de revenu des ménages en sécurité alimentaire.....	66
3.3.7.6	La contribution des sources de revenu dans la constitution du revenu	67
3.3.7.7	Caractéristiques des groupes de moyens d'existence en milieu urbain.....	69
3.3.8.	Localisation des ménages en insécurité alimentaire.....	75
3.3.9.	Les dépenses des ménages et leur structure par poste en milieu urbain.....	76
3.3.9.1	Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages	76
3.3.9.2	La structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe	77
3.3.9.3	Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales et contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires.....	78
IV.	APPRECIATION QUALITATIVE DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES VILLAGES	80
4.1.	LES CHOCS	80
4.2.	APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES VILLAGES	81
4.3.	APPRECIATION QUALITATIVE DES PRIX DES CEREALES	81
4.4.	APPRECIATION QUALITATIVE DES PRIX DU BETAIL	82
4.5.	APPRECIATION QUALITATIVE SUR LA DISPONIBILITE ET LES NIVEAUX DES PRIX DES ALIMENTS POUR BETAIL.....	83
4.6.	APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE MOINS DE 5ANS.....	84

4.7.	PERCEPTION DE LA FREQUENTATION DES CENTRES DE RECUPERATION NUTRITIONNELLE PAR LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS PAR REGION.....	85
4.8.	LA TRANSHUMANCE.....	87
V.	PERSPECTIVES DE LA SITUATION ALIMENTAIRE.....	88
5.1.	HYPOTHESES DE BASE.....	88
5.2.	PROJECTION EN JANVIER 2012	89
5.3.	PROJECTION EN AVRIL 2012.....	89
	CONCLUSION	91
	ANNEXES	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon pour le volet urbain	11
Tableau 2 : Répartition de l'échantillon pour le volet rural	11
Tableau 3 : Répartition des ménages ruraux selon certaines caractéristiques du ménage et la classe d'insécurité alimentaire	17
Tableau 4 : Répartition en % des ménages selon le nombre de repas collectifs pris par jour...	18
Tableau 5: Répartition en % des ménages selon le nombre de repas pris par jour par les enfants de 1 à 5 ans.....	19
Tableau 6 : Répartition des ménages ayant développé les stratégies au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête.....	20
Tableau 7 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et selon la disponibilité de stocks.....	27
Tableau 8 : Répartition des ménages selon la disponibilité de semences et la classe d'insécurité alimentaire.....	28
Tableau 9 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semence disponible.....	28
Tableau 10 : Caractéristique des groupes de moyens d'existence en milieu rural	33
Tableau 11 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le groupe de moyens d'existence	35
Tableau 12 : Insécurité alimentaire en milieu rural par région et à la périphérie de Niamey en novembre 2011 (IAS+IAM)	38
Tableau 13 : Dépenses mensuelles totales par ménages ruraux, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire	41
Tableau 14 : Dépenses totales par personne et par jour selon les groupes des moyens d'existence	42
Tableau 15 : Répartition des ménages selon l'appréciation de l'évolution des transferts reçus	47
Tableau 16 : Répartition des ménages selon qu'ils aient accueilli ou non des migrants rapatriés et selon la classe d'insécurité alimentaire.....	48
Tableau 17 : Répartition des ménages selon l'impact de la présence des rapatriés sur leur situation économique et selon la classe d'insécurité alimentaire	49
Tableau 18 : Proportion des ménages bénéficiaires selon les classes de d'insécurité alimentaire	52
Tableau 19 : Répartition des personnes en insécurité selon certaines caractéristiques du ménage	55
Tableau 20 : Première source de revenu des ménages	63
Tableau 21 : Sources de revenu des ménages en insécurité alimentaire sévère	64
Tableau 22 : Sources de revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée	65
Tableau 23 : Sources de revenu des ménages à risque d'insécurité alimentaire	66
Tableau 24 : Sources de revenu des ménages en sécurité alimentaire	67
Tableau 25 : Caractéristiques des groupes de moyens d'existence en milieu urbain	69
Tableau 26 : Insécurité alimentaire selon le groupe des moyens d'existence en milieu urbain	71
Tableau 27 : Dépenses mensuelles totales par ménages urbains, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire	77
Tableau 28: Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales	78
Tableau 29 : Répartition des villages selon l'évolution des prix des céréales par rapport au mois précédent l'enquête et selon les régions	81
Tableau 30 : Répartition des villages suivant l'évolution de la perception des prix de céréales par rapport au même mois de l'année passée selon les régions	82
Tableau 31 : Répartition des villages selon la perception de l'évolution des prix du bétail par rapport au mois précédant l'enquête selon les régions	82
Tableau 32 : Répartition des villages selon la perception de l'évolution des prix du bétail par rapport au même mois de l'année passée et selon les régions	83
Tableau 33 : Répartition des villages selon la perception des quantités et prix des aliments pour bétail.....	83
Tableau 34 : Répartition des villages selon la perception de la malnutrition des enfants de moins de 5ans.....	85

Tableau 35 : perception de la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants de moins de 5 ans par région.....	86
Tableau 37 : l'appréciation de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans par rapport au mois passé	86
Tableau 38 : Répartition des villages selon la perception du nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale par rapport au même mois de l'année passée	87
Tableau 39: Dépenses par poste dans les dépenses globales selon la classe d'insécurité alimentaire en milieu rural.....	94
Tableau 40 : Part des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires en milieu rural	94
Tableau 41 : Dépenses mensuelles totales par ménages ruraux, par personne et par jour selon les régions en milieu rural	95
Tableau 42 : Répartition des ménages selon la source de revenu en milieu rural	95
Tableau 43 : Contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires en milieu urbain	96
Tableau 44 : Montant annuel moyen du transfert monétaire reçu selon la classe de vulnérabilité en milieu rural.....	96
Tableau 45 : Dépenses mensuelles totales par ménages urbains, par personne et par jour selon les strates des régions	97
Tableau 46 : Dépenses alimentaires mensuelles par ménages urbains, par personne et par jour selon les strates des régions	97
Tableau 47 : Dépenses alimentaires mensuelles par ménages urbains, par personne et par jour selon le niveau de vulnérabilité	97
Tableau 48: Dépenses alimentaires mensuelles et par personne selon les groupes des moyens d'existence	98
Tableau 49 : Répartition des ménages selon la durée des stocks et selon la classe d'insécurité alimentaire en milieu rural.....	99
Tableau 50 : Durée moyenne des stocks par classe d'insécurité alimentaire et par département	106
Tableau 51 : Répartition des ménages selon le groupe de moyens d'existence, la Région et la classe d'insécurité alimentaire	110
Tableau 52 : Répartition des ménages selon la première source de revenu par région.....	112

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Evolution de l'insécurité alimentaire (%) de 2008 à 2011 au Niger	13
Figure 2 : Répartition de la population rurale selon la classe d'insécurité alimentaire en novembre 2011	14
Figure 3 : Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2008 et 2011	15
Figure 4 : Répartition des ménages ruraux selon le type de stratégie de Maxwell et la classe d'insécurité alimentaire	21
Figure 5 : Répartition comparée des ménages selon les classes de score de consommation alimentaire	22
Figure 6 : Score de consommation alimentaire selon les régions	22
Figure 7 : Score de consommation alimentaire selon la zone agroécologique	23
Figure 8 : Durée moyenne des stocks en mois selon la classe de vulnérabilité	27
Figure 9 : Revenu mensuel moyen par personne par classe d'insécurité alimentaire en francs CFA	29
Figure 10 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages (%) selon la classe d'insécurité alimentaire	31
Figure 11 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon le groupe des moyens d'existence ...	32
Figure 12 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et la part de l'alimentation dans les dépenses	42
Figure 13 : Répartition des ménages caractérisés par une faible diversification de l'alimentation des enfants	43
Figure 14 : Répartition des migrants selon la destination et la région d'origine	45
Figure 15 : Répartition des ménages selon qu'ils sont concernés ou non par la migration d'au moins un membre ou le chef de ménage et la classe d'insécurité alimentaire	46
Figure 16 : Répartition des ménages ruraux selon le montant annuel moyen des transferts et selon les classes d'insécurité alimentaire	46
Figure 17 : Evolution des stocks paysans et niveau des prix du mil sur les marchés	51
Figure 18 : Répartition de la population urbaine selon la classe d'insécurité alimentaire	53
Figure 19 : Evolution de la situation alimentaire entre Janvier et novembre 2011 en milieu rural	54
Figure 20: Evolution de la valeur moyenne de l'indice de stratégie de survie selon l'échelle d'insécurité alimentaire en milieu urbain	59
Figure 21: Répartition des ménages selon les classes de score de consommation alimentaire	62
Figure 22 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages	68
Figure 23 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon le groupe des moyens d'existence en milieu urbain	72
Figure 24 : Evolution des proportions des populations en insécurité alimentaire entre 2006 et - 2011	75
Figure 25 : Evolution des populations en insécurité alimentaire dans les principaux centres urbains	76
Figure 26 : Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales et contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires	79
Figure 27 : Proportion des dépenses qui est consacrée à l'alimentation du ménage	79
Figure 28 : la répartition des villages selon la perception sur les niveaux des prix des aliments pour bétail par rapport au même mois de l'année passée	84
Figure 29 : Comparaison de la prévalence d'insécurité alimentaire entre la situation observée en Novembre 2011, les projections et l'évaluation durant la crise 2010 au Niger (en % de ménages)	90

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Pays sahélien et enclavé, le Niger est confronté à un climat particulièrement aride. Ces rudes conditions climatiques affectent les productions agropastorales. Le pays connaît des déficits de production récurrents comme ce fut le cas en 2004 et en 2009 où le pays a été confronté à des crises alimentaires.

Cette année encore, la campagne agricole s'est soldée par un déficit céréalier de 692000 tonnes qui a particulièrement affecté les régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa, Zinder et la périphérie de Niamey.

Sur le plan pastoral, le bilan fourrager global est déficitaire de 10.200.000 tonnes de matières sèches. Les régions les plus affectées par ce déficit sont : Tillabéri (- 2.769.227 TMS), Zinder (- 2.309.329 TMS), Tahoua (- 2.290.288 TMS) et Diffa (- 1.069.719 TMS).

Par ailleurs, l'analyse des débits des cours d'eau montre que les niveaux de remplissage des principales mares ne sont pas satisfaisants accentuant ainsi un risque d'étiages précoce et sévères dans les zones favorables au développement des cultures irriguées. Les inondations enregistrées par endroits ont aggravé les conditions de vie des populations concernées.

Aussi, les crises sociopolitiques intervenues en Libye, en Côte d'Ivoire et au Nigeria ont occasionné des déplacements massifs des populations en direction du Niger. Ceci constitue une pression supplémentaire sur les stocks alimentaires des ménages et une perte énorme sur le plan socio-économique.

Dans cette situation de vulnérabilité alimentaire des populations où les marchés jouent un rôle primordial, le niveau des prix élevés n'est guère favorable aux ménages pauvres.

Sur le plan Sous-régional la 27ème réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, tenue à Praia\Cap-Vert du 08 au 10 décembre 2011, a estimé au titre de la campagne 2011-2012 au Sahel et en Afrique de l'Ouest une production en hausse de 4% par rapport à la moyenne des 5 dernières années et en baisse de 8% par rapport à celle de l'année dernière. Selon la même source, la zone Sahel, enregistre une baisse de 2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 25 % par rapport à l'année dernière. Globalement, le Sahel enregistre un déficit céréalier brut de 2,5 millions Tonnes.

Toujours selon le CILSS, une mauvaise production de biomasse a été enregistrée dans toute la bande pastorale du Sahel à part le Gourma, la zone de Dakoro (Maradi) et les îles du Lac Tchad.

Le niveau élevé des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus des populations dans les zones pastorales et agropastorales, en particulier au Tchad, en Mauritanie, au Niger, au Burkina et au Mali entraînent déjà une précarité alimentaire par endroits. Dans ces zones, les ménages vulnérables ne pourront ni préserver leurs moyens de production, ni s'assurer d'une consommation alimentaire adéquate. Cette situation fragilisera davantage leur capacité à résister à des chocs futurs.

Par ailleurs, les difficultés d'accès alimentaire en perspectives ne feront qu'aggraver la situation nutritionnelle déjà précaire dans la région.

Dans un tel contexte, pour mieux anticiper la situation de vulnérabilité des populations suite à cette campagne agropastorale dont les résultats suscitent beaucoup d'inquiétudes, le Gouvernement, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, a initié et conduit, comme il est de coutume depuis 2006 une enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages pour aider à la prise de décision.

Les résultats de cette enquête permettront au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA) de procéder à la mise à jour du plan national de soutien aux populations vulnérables au titre de l'année 2012.

II. METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ENQUETE

2.1. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Comparée aux années précédentes, la méthodologie de l'enquête nationale conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger conduite en novembre 2011 n'a fondamentalement pas varié. L'enquête a comporté un volet urbain et un volet rural.

Le volet urbain comporte trois strates à savoir les villes d'Agadez, d'Arlit et de Tchirozérine (strate 1), les chefs-lieux des régions de Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder (strate 2) et la ville de Niamey (strate 3). Quant au volet rural, chaque département est considéré comme une strate, de même que les villages de la périphérie de Niamey.

L'échantillon urbain est composé de 97 grappes réparties dans les trois (3) strates citées plus haut, totalisant 1940 ménages. La taille de l'échantillon du volet rural est de 9 000 ménages répartis dans 600 grappes et 33 départements érigés en domaines d'étude.

Les grappes ont été sélectionnées proportionnellement à leur taille au premier degré. Au second degré, les ménages ont été tirés à raison de 15 ménages par grappe en milieu rural et 20 ménages par grappe en milieu urbain. Ce qui assure ainsi une meilleure répartition de l'échantillon sur l'ensemble du pays et garantit de fait une meilleure représentativité de l'échantillon.

Enfin, des focus groups ont été organisés dans 550 villages ou quartiers afin d'apprécier la situation contextuelle. Outre les informations liées à la disponibilité alimentaire, la présente enquête a également collecté des informations liées à l'accès et à l'utilisation et a permis ainsi d'apprécier la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions. Comme pour les années antérieures, ces focus Group avaient concerné les informateurs clés du village. Les personnes généralement concernées étaient les chefs des villages ou leurs représentants, les notables locaux, les enseignants, les agents de santé, les agents de l'agriculture et/ou d'élevage, les femmes leaders d'opinion et les autres personnes ressources (hommes et femmes) connaissant les réalités et les conditions de vie des villages. Il a permis d'apprécier les informations liées entre autres aux chocs et à l'évolution de la situation alimentaire, pastorale et nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon pour le volet urbain

Régions	Nombre ZD échantillons	Nombre de ménages échantillons
Agadez	29	580
Diffa	2	40
Dosso	3	60
Maradi	10	200
Tahoua	5	100
Tillabéri	2	40
Zinder	12	240
Niamey	34	680
Ensemble urbain	97	1940

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon pour le volet rural

Département	Nombre ZD échantillons	Nombre de ménages échantillons
Diffa	30	450
Mainé-Soroa	30	450
N'Guigmi	29	435
Dosso	15	225
Boboye	15	225
Doutchi	15	225
Gaya	15	225
Loga	15	225
Madarounfa	20	300
Aguié	20	300
Dakoro	20	300
Guidan-Roumji	20	300
Mayahi	20	300
Tessaoua	20	300
Tahoua	21	315
Abalak	15	225
Birni Konni	15	225
Bouza	15	225
Illéla	15	225
Keita	15	225
Madaoua	15	225
Tchintabaraden	15	225
Tillabéri	15	225
Filingué	15	225
Kollo	15	225
Ouallam	20	300
Say	15	225
Téra	20	300
Mirriah	15	225
Gouré	15	225
Magaria	15	225
Matamèye	15	225
Tanout	15	225
Périphérie de Niamey	15	225
Ensemble milieu rural	600	9000

2.2. LES LIMITES DE L'ETUDE

La première limite de cette enquête réside dans le fait que les données collectées ne se prêtent pas à une analyse selon le milieu de résidence (urbain/rural) à l'intérieur d'un même département ou d'une même région.

La deuxième limite est qu'en raison de l'insécurité résiduelle, le milieu rural de région d'Agadez n'a pas été couvert par l'enquête.

III. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES

3.1. SITUATION AU NIVEAU NATIONAL

3.1.1. Identification des populations vulnérables

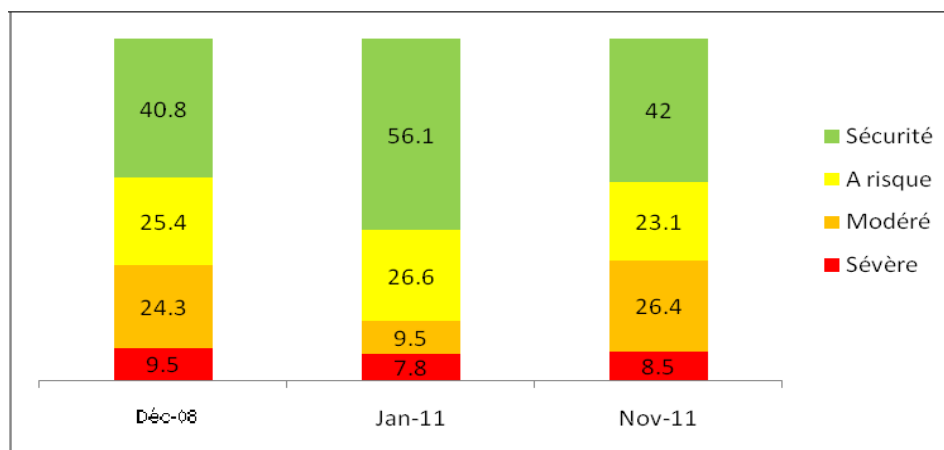
La détermination des personnes en insécurité alimentaire est basée sur une analyse statistique des indicateurs des trois dimensions de la sécurité alimentaire à **savoir la disponibilité, l'accessibilité économique aux aliments et l'utilisation alimentaire**.

L'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages a révélé que 1.324.435 personnes représentant 8,5 % de la Population sont en insécurité alimentaire sévère et 4.134.436, soit 26,4 % sont en insécurité alimentaire modérée en novembre 2011. Ainsi, au total 5.458.871 personnes sont en insécurité alimentaire au Niger. Il faut noter aussi que 3.622.956 de personnes, soit 23,1 % sont à risque. Cette situation est corollaire à la mauvaise campagne agricole.

3.1.2. Evolution de la situation alimentaire entre 2008 et 2011

Le graphique ci-dessous montre une diminution de la proportion de population en insécurité alimentaire entre Décembre 2008 et Janvier 2011, puis une augmentation sensible de celle-ci en Novembre 2011. En effet, la proportion de personnes en insécurité alimentaire sévère est passée de 9,5% en 2008 à 7,8 % en Janvier 2011 et à 8,5 % en Novembre 2011. Aussi, la proportion des personnes en insécurité alimentaire sévère et modérée a augmenté de 17,6 points de pourcentage entre Janvier et Novembre 2011.

Figure 1 : Evolution de l'insécurité alimentaire (%) de 2008 à 2011 au Niger



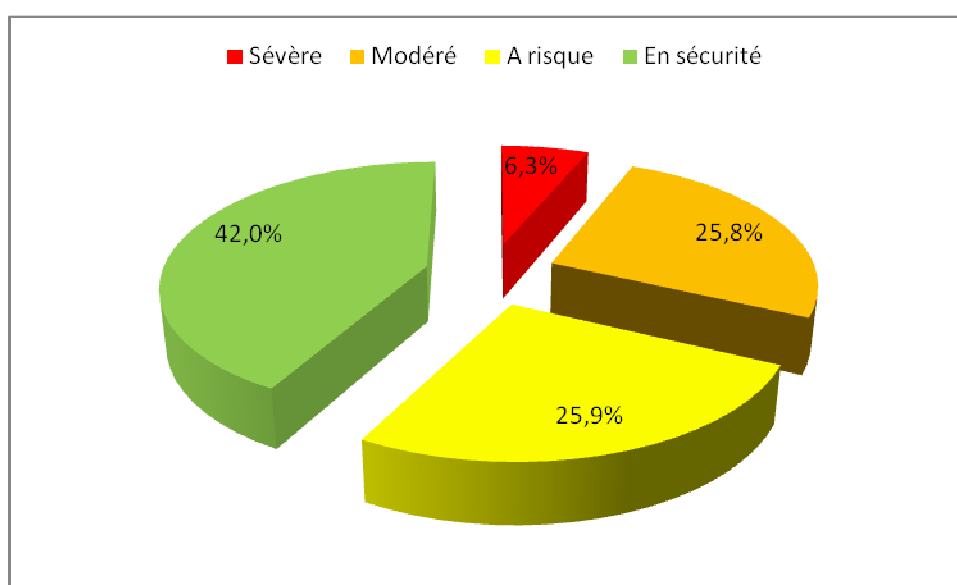
3.2. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL

3.2.1. Identification des personnes en insécurité alimentaire

Les résultats de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages de Novembre 2011 montrent qu'en milieu rural, 838.476 personnes représentant 6,3 % de la population sont en insécurité alimentaire sévère et 3.430.029 personnes sont en insécurité alimentaire modérée, soit 25,8 % de la population. Ainsi, 4.268.505 personnes sont en insécurité alimentaire et représentant 32,1 % de la population rurale. En plus 3.447.325 personnes représentant 25,9 % courent le risque de tomber dans l'insécurité alimentaire sous l'effet de chocs exogènes.

Ces résultats de l'enquête réalisée tout juste après les récoltes montrent une gravité de la situation alimentaire qui risque de s'empirer au cours de l'année 2012 si aucune action d'atténuation n'est entreprise.

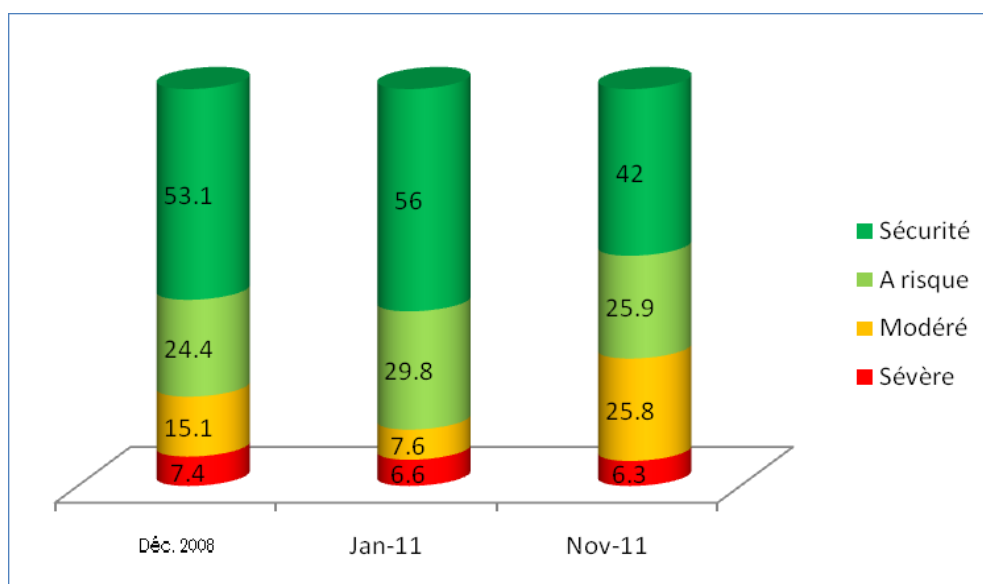
Figure 2 : Répartition de la population rurale selon la classe d'insécurité alimentaire en novembre 2011



3.2.2. Evolution de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations en milieu rural

En milieu rural, on constate une dégradation de la situation alimentaire entre Janvier et novembre 2011. En effet, la proportion des personnes en situation d'insécurité alimentaire (sévère et modérée) est passée de 14,2 % à 32,1 %. Cette évolution de la situation alimentaire est attribuable à la mauvaise campagne agricole précédente.

Figure 3 : Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2008 et 2011



3.2.3. Situation alimentaire et caractéristiques socioéconomiques

Cette section permet de répondre à la question : **quelles sont les populations vulnérables** ? C'est ce qui justifie l'analyse de la situation alimentaire selon certaines caractéristiques des personnes et des chefs des ménages.

3.2.3.1 Sécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage

Il ressort des résultats de l'enquête que l'insécurité alimentaire touche beaucoup plus les personnes vivant dans des ménages dirigés par les femmes que celles qui sont dans des ménages dirigés par les hommes. En effet, 44,9 % des personnes vivant dans les ménages dirigés par des femmes sont dans une insécurité alimentaire contre 31,3 % pour les ménages dirigés par les hommes.

3.2.3.2 Sécurité alimentaire selon le statut matrimonial du chef de ménage

L'insécurité alimentaire concernent beaucoup plus les divorcés et les veufs/veuves que les personnes en union puisqu'ils sont en insécurité alimentaires pour respectivement 30,9 % et 43,5 % contre 30,6 % pour les mariés monogames et 29,4 % chez les mariés polygames. Les personnes les moins vulnérables sont dans des ménages dirigés par des célibataires puisqu'elles ne sont en insécurité alimentaire qu'à 23,6 %. Cela pourrait s'expliquer par la taille réduite de ce type de ménages.

3.2.3.3 Sécurité alimentaire selon l'activité principale du chef de ménage

Les résultats de l'enquête révèle que les personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire sont celles vivant dans des ménages dirigés par des inactifs et des bûcherons. En effet, ces personnes sont respectivement affectées par l'insécurité alimentaire à 42,0 % et à 39,6 %.

Les ménages des agriculteurs sont également très affectés par l'insécurité alimentaire avec 6,9 % d'entre eux qui sont en insécurité alimentaire sévère et 27,4 % en insécurité alimentaire modérée. Ainsi, leur insécurité alimentaire est supérieure à la moyenne du milieu rural (32 %). Leur situation est en partie liée aux résultats de la campagne agricole passée qui s'est soldée par un déficit.

Les personnes relativement moins affectées par l'insécurité alimentaire en milieu rural sont surtout les éleveurs et les travailleurs du secteur public qui sont concernés respectivement à 13,1 % et à 16,5% seulement.

3.2.3.4 Sécurité alimentaire selon la possession d'animaux

La possession d'animaux est déterminante dans la situation d'insécurité alimentaire. Ainsi, les ménages possédant des animaux sont moins affectés par l'insécurité alimentaire que ceux qui n'en possèdent pas. En effet, un peu moins de la moitié, soit 49,4 % des ménages ne possédant pas d'animaux sont en insécurité alimentaire. C'est aussi le groupe le plus sévèrement touché par l'insécurité alimentaire avec 14,5 % qui sont concernés alors que les ménages qui possèdent des animaux ne sont affectés qu'à 4,9 % par l'insécurité alimentaire sévère.

3.2.3.5 Sécurité alimentaire selon l'exploitation des champs

L'exploitation des champs n'est pas aussi déterminante dans la situation alimentaire des ménages que la possession d'animaux. En effet, les ménages exploitant des champs sont affectés par l'insécurité alimentaire presque dans les mêmes proportions que ceux qui n'en exploitent pas. Les exploitants des champs et jardins sont à 33,1 % en insécurité alimentaire alors que l'incidence de l'insécurité alimentaire chez les non exploitants est de 33,8%.

Tableau 3 : Répartition des ménages ruraux selon certaines caractéristiques du ménage et la classe d'insécurité alimentaire

	Sévère (%)	Modéré (%)	A risque (%)	En sécurité (%)
Sexe du chef de ménage				
Masculin	5,83	25,31	25,84	43,02
Féminin	12,71	32,24	26,70	28,34
Statut matrimonial du chef de ménage				
Marié(e) monogame	6,38	26,19	25,90	41,52
Marié(e) polygame	5,53	23,92	24,93	45,63
Divorcé(e)	12,68	18,21	33,64	35,47
Veuf/veuve	9,58	33,94	31,43	25,04
Célibataire	3,36	20,20	29,81	46,62
La principale activité du chef de ménage				
Agriculture	6,90	27,40	25,79	39,92
Elevage	3,01	13,51	20,27	63,22
Commerce	3,10	23,36	27,03	46,51
Artisanat	4,18	23,71	28,12	43,99
Secteur public	3,09	9,98	15,29	71,64
Secteur privé	4,34	18,61	34,51	42,54
Travail journalier (maçon, taximen..)	4,77	19,45	28,24	47,55
Bucheron	7,70	31,89	38,38	22,03
Chasse/pêche	3,21	5,85	7,65	83,28
Inactif	8,87	33,12	19,54	38,46
Autres à préciser	10,51	23,66	29,94	35,88
Exploitation des champs/jardins campagne agricole 2011				
Oui	6,16	25,96	25,95	41,92
Non	8,95	21,80	24,62	44,63
Le ménage possède t-il des animaux				
Oui	4,90	24,46	25,52	45,12
Non	16,91	35,61	28,68	18,80

3.2.4. Analyse des stratégies de survie des ménages en milieu rural

L'analyse des différentes stratégies de survie développées par les ménages permet d'appréhender les capacités d'adaptation des ménages face aux difficultés alimentaires du moment. Deux méthodes sont retenues dans le cadre de cette analyse:

La méthode du CSI qui utilise un indicateur composite pondéré : le « Coping Strategy Index (CSI) » appelé aussi indice de stratégie de survie. Les stratégies retenues dans son calcul sont entre autres la diminution de la ration journalière, la diminution du nombre de repas quotidien, le fait de passer toute une journée sans manger, le recours à la mendicité et à la consommation inhabituelle des aliments de pénurie. Le CSI synthétise donc le degré d'exposition des ménages aux chocs. Plus il est élevé, plus le niveau de vulnérabilité du ménage augmente. Cet indicateur reflète ainsi l'insécurité alimentaire à un moment donné.

Les stratégies d'adaptation des ménages peuvent également être analysées selon la méthode de Maxwell qui classe les stratégies en quatre catégories : stratégies de type 1, de type 2, de type 3 et de type 4.

3.2.4.1 Nombre de repas collectifs pris par jour dans le ménage

Il ressort des résultats de l'enquête que, un peu plus de neuf ménages sur dix (94,1%) ont déclaré consommer actuellement 2 à 3 repas collectifs par jour, 3,9% prennent au plus 1 repas et 2,0% consomment plus de 3 repas par jour.

Comparée à Janvier 2011, la proportion des ménages qui prennent plus de 3 repas par jour au moment de l'enquête a légèrement baissé passant de 2,3% en janvier 2011 à 2,0% en novembre 2011.

L'analyse selon les régions montre que, c'est dans la périphérie de Niamey (83,9%) et les régions de Tahoua (90,8%) et Tillabéri (91,2%) que la proportion des ménages qui prennent actuellement 2 à 3 repas par jours est inférieure à la moyenne nationale (94,1%).

Tableau 4 : Répartition en % des ménages selon le nombre de repas collectifs pris par jour

Année	Nombre de repas	Actuellement	Habituellement
Novembre 2011	0 - 1 Repas	3,9	1,7
	2 à 3 Repas	94,1	92,5
	Plus de 3 Repas	2,0	5,8
Janvier 2011	0 - 1 Repas	3,6	3,4
	2 à 3 Repas	94,1	94,2
	Plus de 3 Repas	2,3	2,4

3.2.4.2 Nombre de Repas pris par les enfants âgés de 1 à 5 ans

Actuellement, pour 37,4% des ménages, les enfants de 1 à 5 ans prennent 2 à 3 repas par jour, contre 31,3% de ménages en janvier 2011.

La proportion des ménages dont les enfants prennent plus de 3 repas par jour actuellement est en baisse par rapport à janvier 2011 passant de 65,4% à 59,3% en novembre 2011. Cela peut être imputable à la situation alimentaire difficile des années précédentes qui a fait changer la fréquence de prise de nombre de repas par jour par les enfants de moins de cinq ans.

Comparer à janvier 2011, la proportion des ménages dont les enfants de 1 à 5 ans prennent au plus un repas par jour reste stable (3,3%).

L'analyse par région montre que, les régions de Tahoua (44,4%) et Diffa (42,7%) enregistrent les plus fortes proportions des ménages dont les enfants de 1 à 5 ans ont actuellement pris 2 à 3 repas par jour.

Les départements qui enregistrent les très faibles proportions des enfants qui prennent plus de trois repas par jours actuellement sont Magaria (21,2%), Keita(26,3%), Filingué (31,1%) et Bouza (33,2%).

Tableau 5: Répartition en % des ménages selon le nombre de repas pris par jour par les enfants de 1 à 5 ans

Dates	Nombre de repas	Actuellement	Habituellement
Novembre 2011	0 - 1 Repas	3,3	2,9
	2 à 3 Repas	37,4	32,2
	Plus de 3 Repas	59,30	64,9
Janvier 2011	0 - 1 Repas	3,3	3,6
	2 à 3 Repas	31,3	30,6
	Plus de 3 Repas	65,4	65,8

3.2.4.3 Indice de stratégie de survie

L'indice de stratégies de survie (CSI) moyen calculé sur la base des stratégies adoptées par les ménages au cours des sept derniers jours a connu une légère augmentation passant de 4,0 en janvier 2011 à 7,5 en novembre 2011. En effet, l'examen des stratégies entrant dans le calcul du CSI montre des variations importantes des proportions des ménages ayant observés certaines stratégies de survie.

Parmi les stratégies les plus développées par les ménages, on retient entre autres : le recours à la consommation des aliments moins préférés appliqué par 17,8% des ménages en janvier 2011 contre 32,7% en novembre 2011, L'emprunt des vivres auprès des parents, voisins et amis pratiqué par 8,6% des ménages en janvier 2011 contre 15,3% en novembre 2011.

On note cependant que, comparées à janvier 2011, les stratégies dites contraignantes ont été peu appliquées par les ménages : 3,7% de ménages ont eu recours inhabituel à la consommation d'aliments de pénurie contre 2,2% en janvier 2011 ; 2,6 ménages ont eu recours à la mendicité contre 1,5 en janvier 2011 ; 5,9% des ménages ont dû passer au moins toute une journée sans manger contre 3,2 en janvier 2011.

Tableau 6 : Répartition des ménages ayant développé les stratégies au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête

Stratégies développées par les ménages au cours des 7 derniers jours	Novembre 2011	Janvier 2011
Consommation d'aliments moins préférés	32,7	17,8
Emprunter des vivres chez des parents, des voisins ou des amis	15,3	8,6
Acheter des vivres à crédit	19,1	11,7
Recours inhabituel à la consommation d'aliments de pénurie	3,7	2,2
Recours à la mendicité	2,6	1,5
Diminution de la ration journalière	25,9	13,8
Diminution de la ration journalière pour les adultes au profit des enfants	17,2	9,8
Diminution du nombre de repas quotidiens	18,6	11,7
Passer toute une journée sans manger	5,9	3,2
Coping Strategy Index / Indice de stratégie de survie	7,5	4,0

3.2.4.4 L'analyse des stratégies selon la classification de Maxwell

La méthode de Maxwell consiste à regrouper les stratégies observées au moins deux fois au cours des sept derniers jours par les ménages en quatre types qu'il convient de croiser avec les quatre classes d'insécurité alimentaire.

Les quatre types sont :

Stratégies de type 1 : Consommation des aliments moins préférés, diminution de la ration journalière

Stratégies de type 2 : l'emprunt des vivres auprès des parents amis et voisins, demander de la nourriture pour les enfants, la diminution de la ration journalière pour les adultes au profit des enfants et la diminution du nombre de repas pris par jour

Stratégies de type 3 : consommation des semences pour raisons d'insécurité alimentaires

Stratégies de type 4 : recours inhabituel à la consommation d'aliments de pénurie, recours à la mendicité et le fait de passer toute une journée sans manger.

L'analyse des résultats selon cette méthode telle que présentée dans le graphique ci-après nous permet de faire l'analyse suivante :

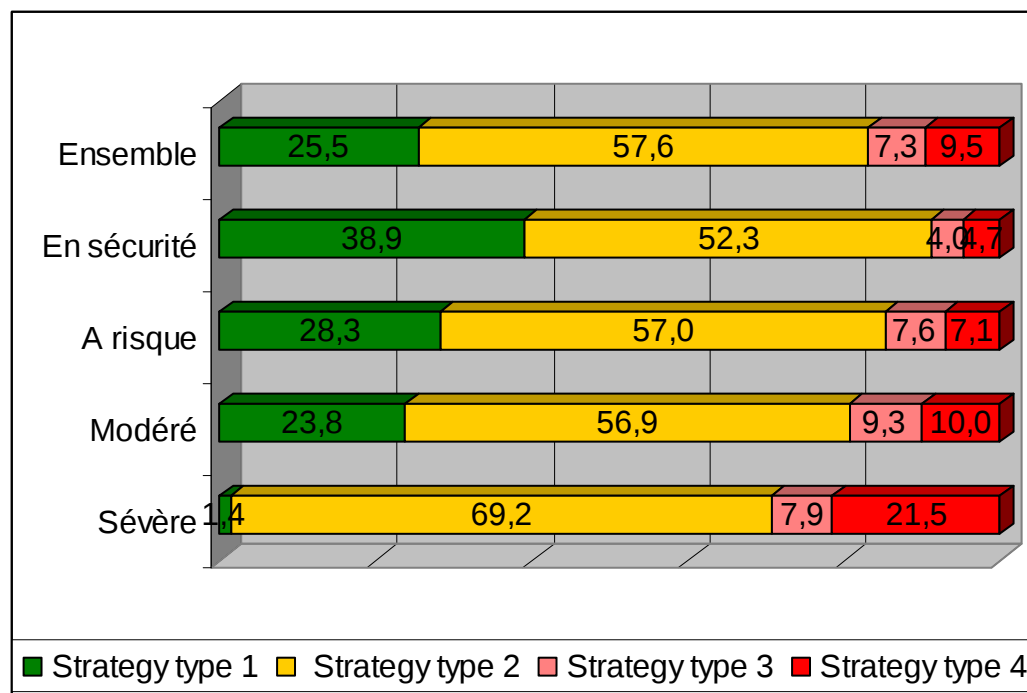
Quelle que soit la classe de vulnérabilité, les stratégies de type 2 demeurent les plus couramment utilisées par les ménages pour faire face aux chocs liés à l'insécurité alimentaire. En effet, plus de la moitié des ménages y font recours.

Les stratégies de type 3 sont surtout utilisées par les ménages en situation d'insécurité alimentaire modérés (9,3%), les sévères (7,9%) et les ménages à risques (7,6%).

Quant aux stratégies de type 4, elles sont surtout appliquées par les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère où plus de deux ménages sur dix soit 21,5% les ont observées.

Les stratégies de type 1 sont généralement appliquées par les ménages classés en situation de sécurité alimentaire (38,9%), ceux qui sont à risque (28,3%) et les modérés (23,8%).

Figure 4 : Répartition des ménages ruraux selon le type de stratégie de Maxwell et la classe d'insécurité alimentaire



3.2.5. Consommation alimentaire des ménages

3.2.5.1 La diversité et fréquence de consommation

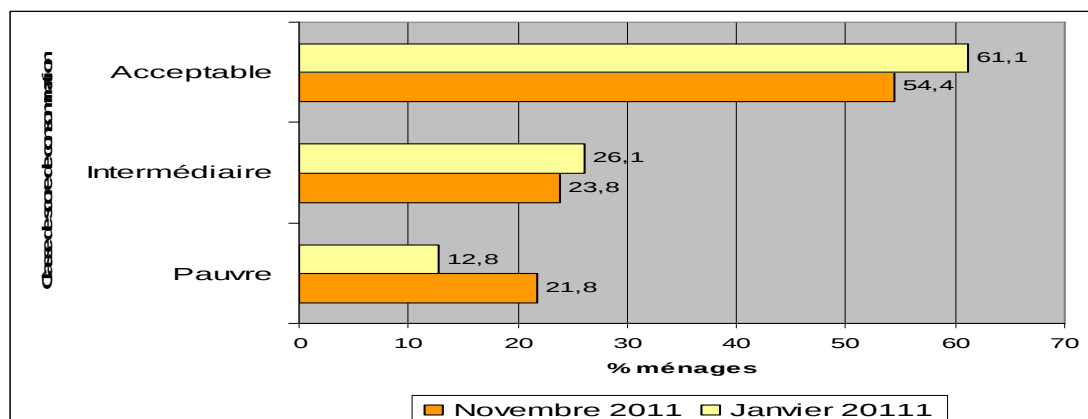
Il est généralement admis que, la sécurité alimentaire d'un ménage donné est assurée lorsque qu'il parvient à satisfaire, à tout moment, ses besoins alimentaires et nutritionnels de base.

Afin d'analyser la consommation alimentaire des ménages à partir de cette enquête, il a été retenu un certain nombre de produits entrant dans les habitudes alimentaires des ménages nigériens. Partant de cette liste, il a été demandé à chaque répondant de préciser les aliments que son ménage a consommés collectivement au cours des sept derniers jours précédant l'enquête et la fréquence de consommation de ces aliments. La combinaison de ces deux facteurs a permis de calculer le score de consommation alimentaire des ménages qui est ici utilisé comme outil d'analyse.

Il ressort des résultats obtenus tels que présentés dans le graphique ci-après, que la proportion des ménages vivant sous un régime alimentaire pauvre a

significativement augmenté, passant de 12,8% en janvier 2011 à 21,8% en novembre 2011.

Figure 5 : Répartition comparée des ménages selon les classes de score de consommation alimentaire

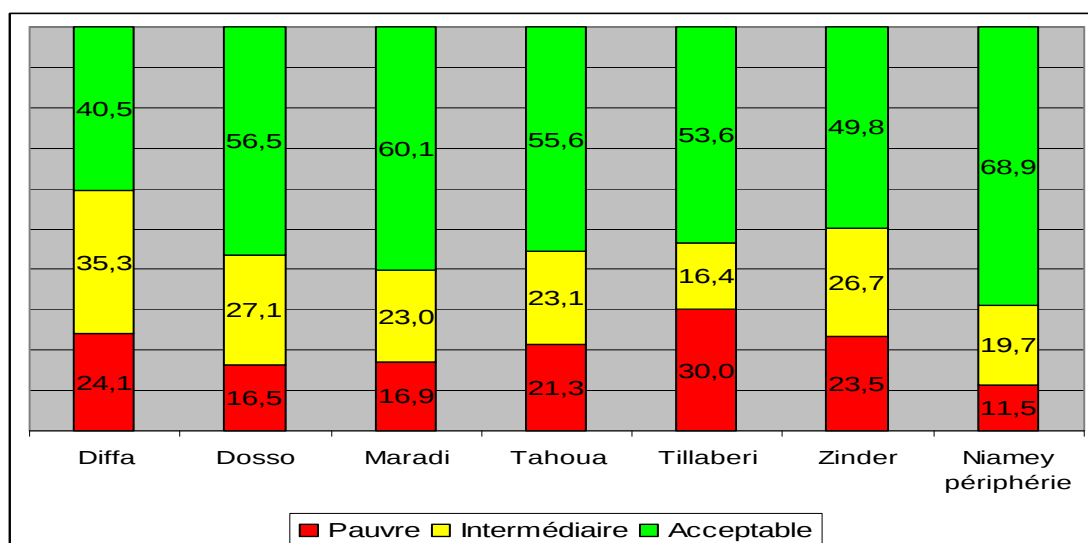


3.2.5.2 Score de consommation alimentaire selon les régions

L'analyse du score de consommation alimentaire des ménages selon les régions montre que, dans l'ensemble, la consommation alimentaire est beaucoup plus préoccupante dans les régions de Diffa, Zinder et Tillabéri. En effet, dans les deux premières régions, un peu plus de la moitié des ménages n'ont pas une consommation alimentaire acceptable. A Tillabéri, c'est surtout la proportion très importante des ménages (30%) ayant une consommation pauvre qui rend la situation de cette zone très alarmante sur le plan nutritionnel.

Dans les villages périphériques de Niamey, malgré la mauvaise campagne agricole enregistrée cette année, la consommation alimentaire est meilleure par rapport aux autres régions. Cela peut être lié à un effet de proximité avec la capitale, où les gens peuvent facilement accéder à une variété d'aliments.

Figure 6 : Score de consommation alimentaire selon les régions



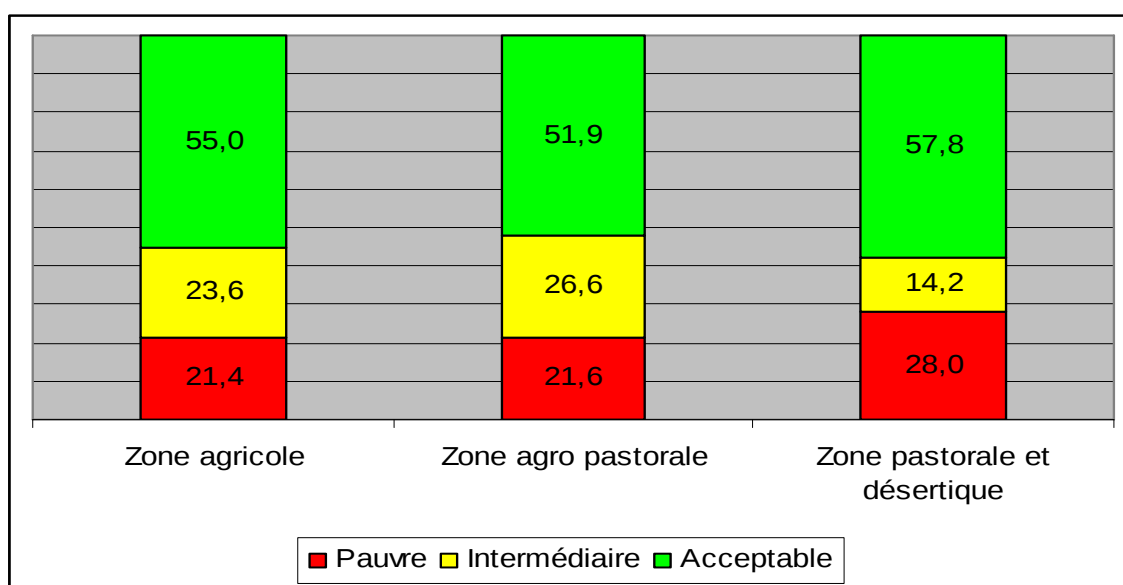
3.2.5.3 Score de consommation alimentaire selon la zone agro écologique

L'analyse du score de consommation alimentaire selon la zone agro écologique montre que La proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est surtout très importante dans la zone pastorale et désertique où près de 3 personnes sur dix (28%) vivent sous un régime alimentaire très peu diversifié. Toutefois, malgré ce résultat, on constate que dans cette zone, il est beaucoup plus fréquent de trouver un ménage vivant sous un régime acceptable que dans les autres zones.

La zone agricole semble offrir dans l'ensemble un bon cadre de vie. La proportion des ménages vivant sous un régime acceptable ou intermédiaire, c'est-à-dire un peu équilibré est respectivement 55% et 23,6% soit 78,6% des ménages qui peuvent s'estimer plus ou moins heureux. Dans cette zone, la proportion des ménages ayant une consommation faible est d'environ 21,4%.

La zone agro pastorale est un peu à l'image de la zone agricole. En effet, 51,9% et 26,6% des ménages ont respectivement une consommation alimentaire acceptable et intermédiaire. Environ deux personnes sur dix ont un régime alimentaire faible.

Figure 7 : Score de consommation alimentaire selon la zone agroécologique



Ce résultat s'explique par le fait que le niveau de consommation des ménages de cette zone dépend fortement de la production agricole. Plus celle-ci est élevée, plus les ménages peuvent s'offrir une consommation plus diversifiée. En effet, quand la production agricole est bonne, les ménages peuvent accéder, grâce notamment à la vente de produits agricoles et/ou le troc, à plusieurs autres aliments.

3.2.6. Profil d'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire sévère (6,3% de la population) soit 838.476 personnes contre 845.319 Personnes en janvier 2011	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (12,5%) contre 6,1% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages est de 6,7 personnes, légèrement inférieure à la moyenne obtenue en janvier 2011 qui est de 7,1 personnes ; • Plus de la moitié des ménages, soit 56,1% ne disposent pas au moment de l'enquête de stocks alimentaires et pour ceux qui en disposent, 94,0% affirment que leurs provisions sont insuffisantes pour couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes • Le score de consommation alimentaire moyen des ménages de ce groupe est estimé à 26,4 nettement inférieur à celui de janvier 2011 (40,67) traduisant ainsi une dégradation du régime alimentaire; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 0,6 mois contre 2,7 mois dans l'ensemble ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,5) contre 1,9 UBT en moyenne dans l'ensemble du pays ; • 41,7% des ménages de ce groupe ont comme principale source de revenu la vente des produits agricoles ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage est d'environ 32.000 F CFA contre 42.000 F Cfa pour l'ensemble des ménages ; • 68,3% de leurs dépenses globales en cash sont affectées à l'achat de l'alimentation; • 80,81% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de l'alimentation • Près de 6 ménages sur 10 (59,4%) de cette classe de vulnérabilité s'est endettée pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2010; • Le coping strategy index (CSI) moyen dans cette classe de vulnérabilité est de 28,1 légèrement supérieur à celui de janvier 2011 qui est de 27,88 On note qu'au cours des sept derniers jours précédant l'enquête, les résultats de l'étude ont révélé que dans cette classe de vulnérabilité : - 79,3% de ces ménages ont consommés des aliments moins préférés contre 70,0% en janvier 2011 - 57,3% des ménages ont emprunté des vivres chez des parents/voisins ou amis contre 56,9% en janvier 2011 ; - 57,3% des ménages ont acheté des vivres à crédit contre 19,1% en moyenne au niveau national; - 15,6% des ménages ont eu recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 14,3% en janvier 2011; - 29,7% des ménages ont dû passer au moins toute une journée sans manger contre 21,4% en janvier 2011; - 15,7% des ménages ont eu recours à la mendicité à cause de l'insécurité alimentaire - 35,8% des ménages ont déclaré avoir eu des membres qui sont allés se coucher le ventre vide parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture au moins une fois contre 7,4% pour l'ensemble des ménages ; - 77,3% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée contre 85,1% en janvier 2011 ; - 65,7% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes au profit des enfants contre 17,2%

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
	pour l'ensemble des ménages - 77,3% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas pris par jour contre 69,0% en janvier 2011; D'autre part, on note qu'au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête : - 14,9% des ménages de cette classe de vulnérabilité ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs, tout comme en janvier 2011; - 18,9% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 14,9% en janvier 2011 ; - 6,8% des ménages ont déclaré avoir fait travailler des enfants (moins de 18 ans) en réponses à la précarité alimentaire ; - 4,7% des ménages ont vendu des biens (bijoux, objets de valeur...), contre 3,2% pour l'ensemble des ménages ;
Insécurité alimentaire modérée (25,8% de la population) soit 3.430.029 personnes contre 984.465 Personnes en janvier 2011	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (34,2%) contre 26,0% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,5 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 1,5 mois inférieure au résultat de janvier 2011 (2,76 mois); • En moyenne, un ménage de ce groupe possède une UBT (1,03) contre 1,93 UBT en moyenne dans l'ensemble du pays • Les principales sources de revenu sont la vente de bois ou de paille 41,0%, le petit commerce (13,3%), le transfert (10,6%), le travail journalier (9,4%) ; • 79,8% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 33,5, contre 31,84 en janvier 2011 • Près de 5 ménages sur 10, soit 44,5% se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2010 contre 62,9% des ménages qui se sont endettés entre la récolte 2009 et novembre/décembre 2010) • L'indice de stratégie de survie moyen est de 8,96 légèrement inférieur à celui de janvier 2011 (9,1) ; • Au cours des sept derniers jours précédant l'enquête : - 4,7% des ménages ont eu recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 3,7% pour l'ensemble des ménages; - 8,1% des ménages ont passé au moins toute une journée sans manger contre 5,9% dans l'ensemble; - 9,3% des ménages ont déclaré avoir eu à aller se coucher le ventre vide parce qu'il n'y avait rien à manger au moins une fois contre 7,4% pour l'ensemble des ménages ; - 20,3% des ménages ont déclaré avoir diminué la ration journalière consommée par les adultes contre 17,2% pour l'ensemble des ménages, - 22,4% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 18,6% pour l'ensemble des ménages; • Au cours des 30 derniers jours, on note que : - 7,7% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs contre 7,1% pour l'ensemble des ménages; - 17,5% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 15,5% pour l'ensemble des ménages ; - 3,9% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens non productifs pour des raisons alimentaires contre 3,2% pour l'ensemble des ménages ; - 1,9% des ménages ont vendu des biens reproductifs contre 1,9% pour l'ensemble des ménages ;

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
A risque d'insécurité alimentaire (25,9% de la population) soit 3 447 325 personnes contre 3.849.119 personnes en janvier 2011	• La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,6 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages dépasse un peu plus de deux mois (2,2) ; • La principale source de revenu demeure la vente des produits agricoles. • Le score de consommation alimentaire moyen est de 41,2 contre 43,74 en janvier 2011 • 44,0% se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2010 contre 54,1% des ménages qui se sont endettés entre la récolte 2009 et novembre/décembre 2010) • L'indice de stratégie de survie moyen est de 8,7 nettement supérieur à celui de janvier 2011 (1,68)
En sécurité alimentaire (42,1% de la population) soit 5 599 834 personnes contre 7.220.095 personnes en janvier 2011	• La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 7,1 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 4,2 mois contre 5,74 mois en janvier 2011 ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 3,2 UBT; • A l'image des autres classes de vulnérabilité, la principale source de revenu pour ce groupe demeure la vente des produits agricoles (26,5%) suivi du petit commerce (14,8%) et de la vente du bétail et l'embouche (14,6%) • 77,1% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 59,1 contre 55,30 en janvier 2011 • 39,3% des ménages se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2010; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 2,6 contre une moyenne de 1,89 en janvier 2011.

3.2.7. Réserves alimentaires et de semences des ménages

3.2.7.1 Disponibilité alimentaire des ménages

D'après les résultats de l'enquête, 80,2% des ménages ruraux nigériens disposent de stocks au moment de l'enquête, c'est-à-dire tout juste après les récoltes.

Cependant, parmi ces ménages disposant de stocks alimentaires, 89,0% ne peuvent pas couvrir leurs besoins jusqu' à la prochaine récolte.

Selon la classe d'insécurité alimentaire, on constate que seulement 43,2 % des ménages en insécurité alimentaire sévère disposent d'un stock alimentaire. Quant

aux ménages en insécurité alimentaire modérée, ils en disposent à 74,5 % contre 77,1 % pour les ménages à risque.

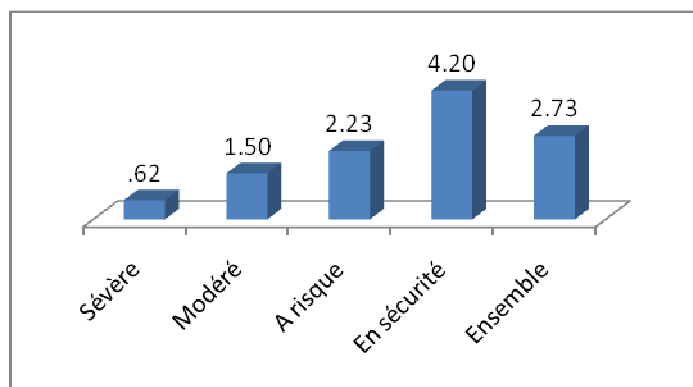
Tableau 7 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et selon la disponibilité de stocks

	Oui	Non	Total
Sévère	43,2%	56,8%	100%
Modéré	74,5%	25,5%	100%
A risque	77,1%	22,9%	100%
En sécurité	91,8%	8,2%	100%
Total	80,2%	19,8%	100%

3.2.7.2 Durée moyenne des stocks

La durée moyenne des stocks alimentaires est estimée à 2,73 mois pour l'ensemble des ménages. Cependant, on constate des très grandes disparités entre les classes. En effet, la durée moyenne des stocks alimentaires est de 0,6 mois pour les ménages en insécurité alimentaire sévère contre 1,5 mois pour les ménages en insécurité alimentaire modérée. Quant aux ménages à risque d'insécurité alimentaire, leurs stocks ne les mettent pas à l'abri de l'insécurité alimentaire puisqu'ils n'ont que 2,23 mois de couverture de leurs besoins.

Figure 8 : Durée moyenne des stocks en mois selon la classe de vulnérabilité



3.2.7.3 Disponibilité de semences

Au niveau national, 30,0 % des ménages ruraux disposent de stocks de semences au mois de Novembre 2011. Selon la classe d'insécurité alimentaire, on constate que seulement 8% des ménages ruraux en insécurité alimentaire sévère possèdent des stocks de semences contre 21,0 % des ménages en insécurité alimentaire modérée. Même les ménages à risque d'insécurité alimentaire et en sécurité n'en disposent respectivement qu'à 26 % et 42 % seulement.

Ainsi, ces résultats montrent que, si aucune disposition urgente n'est prise pour rendre les semences disponibles avant l'installation de la saison des pluies, il y a un risque de tomber dans un cycle d'insécurité alimentaire chronique.

Tableau 8 : Répartition des ménages selon la disponibilité de semences et la classe d'insécurité alimentaire

Classe d'insécurité alimentaire	disponibilité d'un stock de semences		Total
	Oui	Non	
Sévère	8%	92%	100%
Modéré	21%	79%	100%
A risque	26%	74%	100%
En sécurité	42%	58%	100%
Ensemble	30%	70%	100%

Les résultats de l'enquête révèlent aussi que dans six (6) départements, plus de 89% des ménages ne disposaient pas de stocks de semences en Novembre 2011. Il s'agit des départements de Téra (95,4%), Flingué (91,5%), Konni (91,3%), Ouallam (89,9%), Tchintabaraden (89,1%) et Nguigmi (89,1%).

La situation n'est guère reluisante dans les départements de Tillabéri, Abalack Keita, Tahoua, Mainé-Soroa et la périphérie de Niamey, où les semences ne sont pas disponibles pour plus de 80 % des ménages.

3.2.7.4 Type de semences disponibles au niveau des ménages

Parmi les ménages ayant déclaré avoir des semences en stock, on constate que la majorité, soit 95,3 %, disposent du mil, 48,5% disposent du sorgho et 40,5 % disposent du niébé. Les semences des autres cultures qui sont pratiquées au Niger, à savoir le Blé et le Riz ne sont disponibles que pour 0,7 % et 4,7 % des ménages,

Tableau 9 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semence disponible

Classe d'insécurité alimentaire	Type de semences disponibles					
	Mil	Sorgho	Maïs	Niébé	Blé	Riz
Sévère	89,7%	33,4%	6,9%	20,9%	1,2%	0,7%
Modéré	94,6%	39,9%	3,5%	26,8%	0,3%	3,2%
A risque	93,5%	47,7%	6,8%	35,1%	1,1%	3,3%
En sécurité	96,4%	52,1%	7,5%	47,8%	0,7%	5,9%
Ensemble	95,3%	48,5%	6,6%	40,5%	0,7%	4,7%

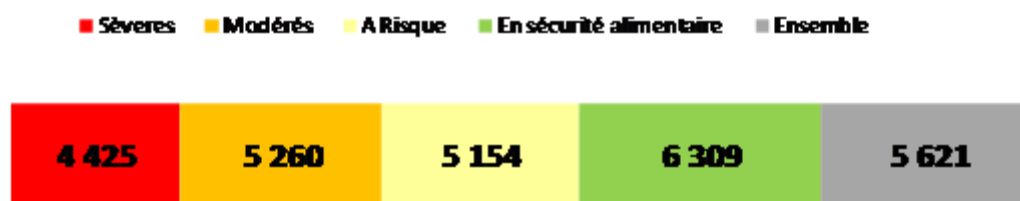
3.2.8. Revenu et sources des revenus des ménages

3.2.8.1 Le revenu mensuel moyen

Les revenus et les dépenses sont des variables difficiles à estimer lors des enquêtes auprès des ménages. Dans le cadre de cette enquête, Il a été demandé aux ménages d'estimer en moyenne par mois le montant des trois principales sources qui génèrent leurs revenus ainsi que leurs contributions relatives au revenu global.

L'analyse montre que les ménages gagnent en moyenne moins d'un dollar par jour avec en moyenne deux sources de revenu. Cependant, ils exercent plusieurs types d'activité parfois générant des revenus insignifiants. Ainsi, les ménages en insécurité alimentaire diversifient les activités précaires avec souvent des revenus marginaux.

Figure 9 : Revenu mensuel moyen par personne par classe d'insécurité alimentaire en francs CFA



3.2.8.2 Les sources de revenu

3.2.8.2.1 La vente des produits agricoles

Globalement, pour 33% de la population vivant en milieu rural, la vente des produits agricoles constitue la première source de revenu des ménages. Pour les populations en insécurité alimentaire sévère ou modéré, elle représente pour 41% la première source.

3.2.8.2.2 L'élevage

La source des revenus d'élevage regroupe la vente de bétail, l'embouche, la vente des sous produits d'élevage. Au plan national, cette source est première pour environ 11% de la population. Concernant les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modéré, l'élevage représentent la première source pour seulement 6,5% des ménages. En effet cette catégorie de ménages ne détient pas beaucoup d'animaux.

3.2.8.2.3 Les transferts

Les transferts sont très importants pour les ménages ayant des membres, parents, amis ou alliés travaillant ailleurs. Les résultats montrent que pour 9,3% de ménages les transferts constituent la première source de revenu.

3.2.8.2.4 Le travail journalier

Les travaux journaliers du type salariat agricole, main d'œuvre extra agricole, les petits travaux manuels etc. permettent également aux ménages de générer des ressources monétaires. Ainsi, les résultats indiquent que pour 9,7% des ménages ruraux, les travaux journaliers constituent la première source de revenu.

3.2.8.2.5 Le commerce/entrepreneuriat

Le commerce et l'entrepreneuriat sont surtout des activités fréquentes pour les ménages classés en sécurité alimentaire. Les résultats indiquent que, dans l'ensemble, pour 2,8% des ménages, le commerce et l'entrepreneuriat constituent la première source de revenu. Cette activité demeure la première source de revenu pour 3,2% des ménages en sécurité alimentaire, alors qu'elle en est pour 1,8% des ménages en insécurité alimentaire sévère ou modéré.

3.2.8.2.6 Le petit commerce

A défaut des montants importants comme fonds de roulement, les ménages s'adonnent au petit commerce. C'est ainsi que pour 13,6% des ménages, le petit commerce représente la première source de revenu.

3.2.8.2.7 Les salariés

Pour 1,6% des populations, le salaire représente la première source de revenu. Cette source de revenu est plus fréquente pour les ménages en sécurité alimentaire.

3.2.8.2.8 Vente de bois et de paille

En milieu rural, la collecte, la coupe de bois et de la paille pour vendre constitue une source alternative importante de revenu pour les ménages particulièrement vivant dans les conditions difficiles. Ainsi les résultats indiquent que pour 3,6% de population, cette activité constitue la première source de revenu des ménages ruraux.

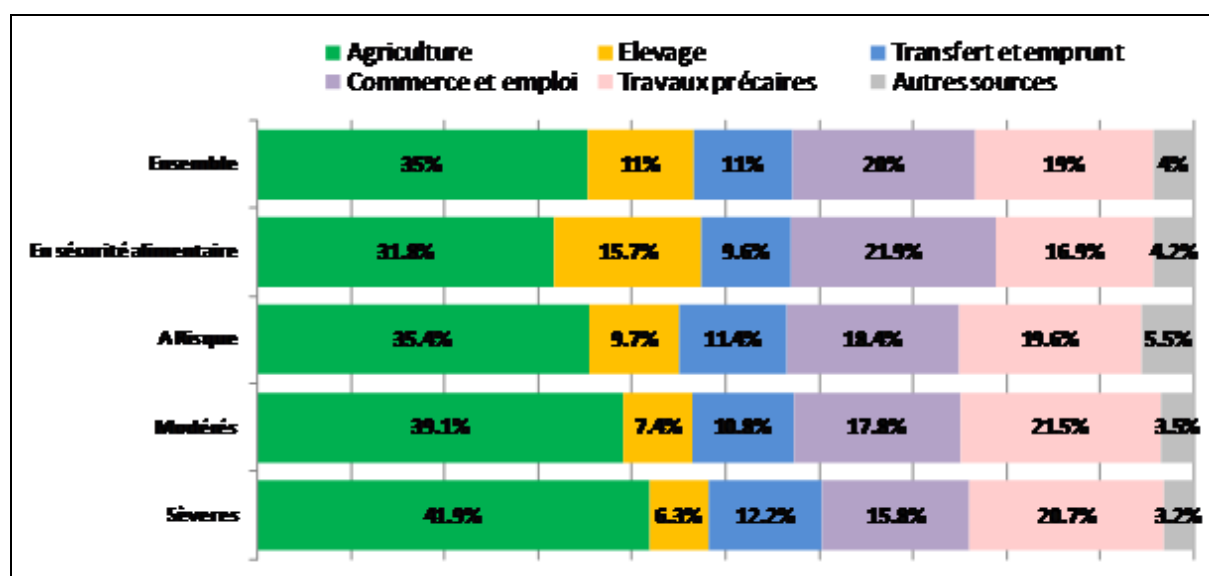
3.2.8.2.9 L'artisanat

En milieu rural, les membres hommes ou femmes s'adonnent à l'artisanat utilitaire avec entre autres la confection des nattes, des cordes, des haies/palissages etc. Celle-ci génère des revenus non négligeables pour les ménages. Les résultats indiquent que pour 3,8% des ménages, l'artisanat constitue la première source de revenu.

Les résultats de l'enquête montrent également que les sources de revenu varient selon les régions et selon les moyens d'existence des ménages.

En sommant toutes les sources de revenu des ménages et en regroupant certaines telles que le commerce avec le petit commerce, les travaux à caractère précaire (la vente de bois, de paille, la mendicité, l'artisanat, le travail sur les carrières etc.), le transfert avec l'emprunt, les résultats indiquent que les contributions des sources de revenu dans le revenu global des ménages varient selon les régions et selon le niveau de vulnérabilité comme indiquer ci-dessous.

Figure 10 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages (%) selon la classe d'insécurité alimentaire



Il apparaît que l'agriculture constitue la principale source de revenu des ménages ruraux. Après l'agriculture vient le commerce et les travaux à caractère précaire. D'une manière générale, l'agriculture et l'élevage contribuent à eux seuls à 46% au revenu global des ménages. Cette contribution est de 48,2% pour les ménages sévèrement vulnérables, 46,5% pour les modérés, 45,1% pour les ménages à risque et 47,5% pour les ménages en sécurité alimentaire. Autrement dit, les ménages dépendent en grande partie de l'agriculture et de l'élevage. Tout choc affectant ces systèmes de production se traduit par un risque de perte importante de pouvoir d'achat des ménages qu'ils chercheront à travers les sources alternatives telles que le commerce, les transferts, les emprunts, les travaux précaires (la vente de bois et de paille, la mendicité, le travail journalier, l'artisanat utilitaire, etc.).

L'insécurité alimentaire des ménages dépend également de leurs moyens d'existence. Pour analyser l'insécurité alimentaire selon les moyens d'existence, on élabore une typologie de groupes de moyen d'existence selon une analyse multidimensionnelle basée sur des variables telles que les sources de revenus et d'autres variables liées aux modes de vie au Niger.

Figure 11 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon le groupe des moyens d'existence

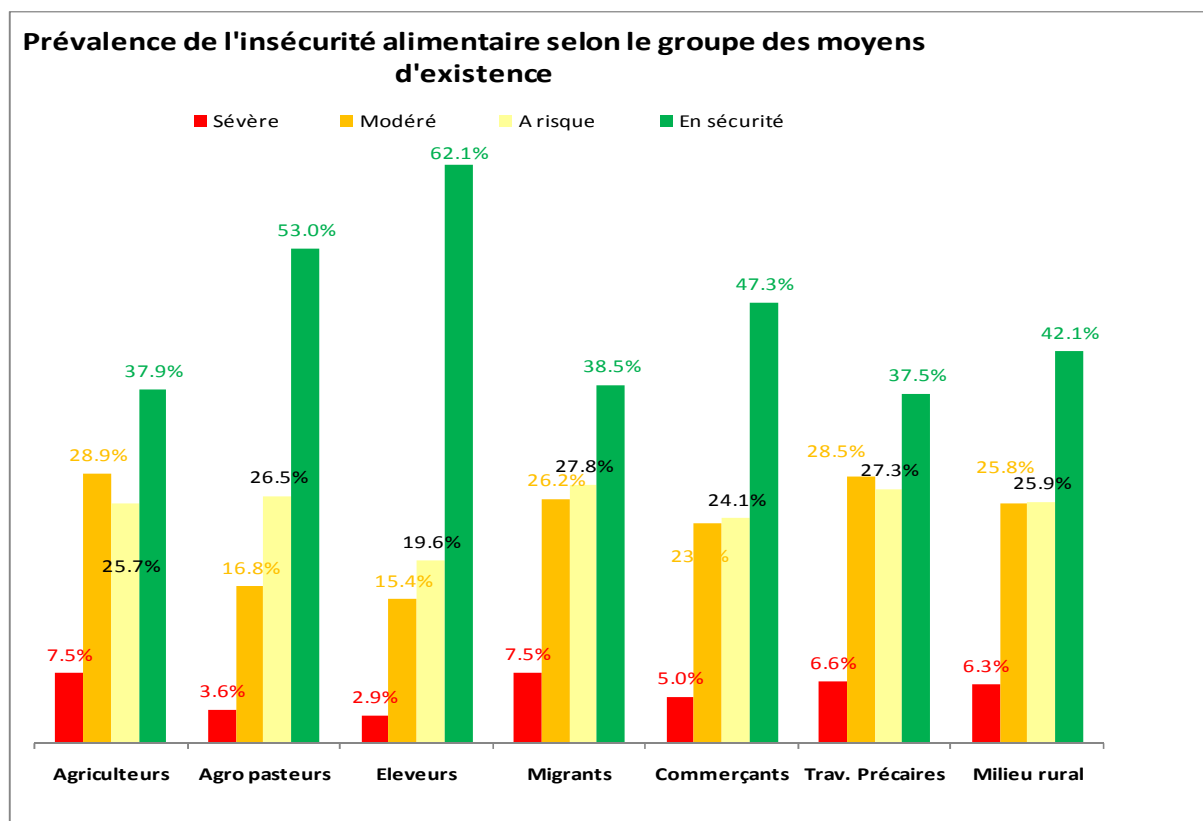


Tableau 10 : Caractéristique des groupes de moyens d'existence en milieu rural

Groupe des moyens d'existence	Composition	Caractéristiques
Agriculteurs	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent de la vente des produits agricoles vivriers ou de rente, maraichers, de l'irrigation etc.	Détiennent des champs/jardins qui leur permettent de générer l'essentiel de leurs revenus. Ils réalisent également des petites épargnes en bétail et développent d'autres stratégies alternatives pour générer leurs revenus lorsque la campagne agricole ne répond pas aux attentes.
Eleveurs	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent de la vente des animaux, des sous produits d'élevage ou l'embouche.	Détiennent plusieurs espèces d'animaux qui leur permettent de générer l'essentiel de leurs revenus. Ils consacrent essentiellement ces revenus à l'achat des produits alimentaires. Ils dépendent beaucoup des marchés soit pour vendre leurs animaux, soit pour acheter des produits alimentaires.
Agro pasteurs	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent du petit élevage, de l'embouche et de la vente des sous produits d'élevage	Détiennent des animaux, des terres de culture qui leur permettent de générer l'essentiel de leurs revenus. En raison de leur sédentarisation, ils développent plusieurs activités complémentaires.
Dépendants des transferts et crédits	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent des transferts que les membres, parents, amis, connaissances envoient de l'extérieur ou qui dépendent des petits crédits.	Ce sont des ménages qui ont plusieurs membres ou anciens membres travaillant ailleurs et qui font des transferts monétaires ou en nature. Parfois ils font recours aux crédits. Ils dépendent beaucoup des marchés avec des dépenses instables couvrant surtout les produits alimentaires.
Pratiquants du petit commerce	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent du petit commerce dans les petites boutiques,	Disposent des quelques moyens sous forme d'épargne pour soutenir leurs petites activités commerciales qui leur permettent d'avoir des

	les tabliers, la boucherie	revenus. Leurs revenus leur permettent de faire quelques investissements dans l'agriculture et l'élevage. Ils arrivent aussi à financer la migration de quelques uns des membres de leur ménage.
Dépendants des emplois précaires	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent des activités telles que la menuiserie, les travaux dans les carrières, la vente de bois/paille/haie, l'artisanat, la maçonnerie, la mendicité, le travail journalier etc.	Revenu essentiellement tirés des travaux précaires à savoir la vente de bois/paille/haie, l'artisanat utilitaire, la mendicité, le travail journalier, les travaux d'extraction et des carrières, etc. Leur revenu est très précaire alors qu'ils n'ont pas assez de terres pour subvenir à leurs besoins de manière permanente. Ils dépendent beaucoup des marchés.

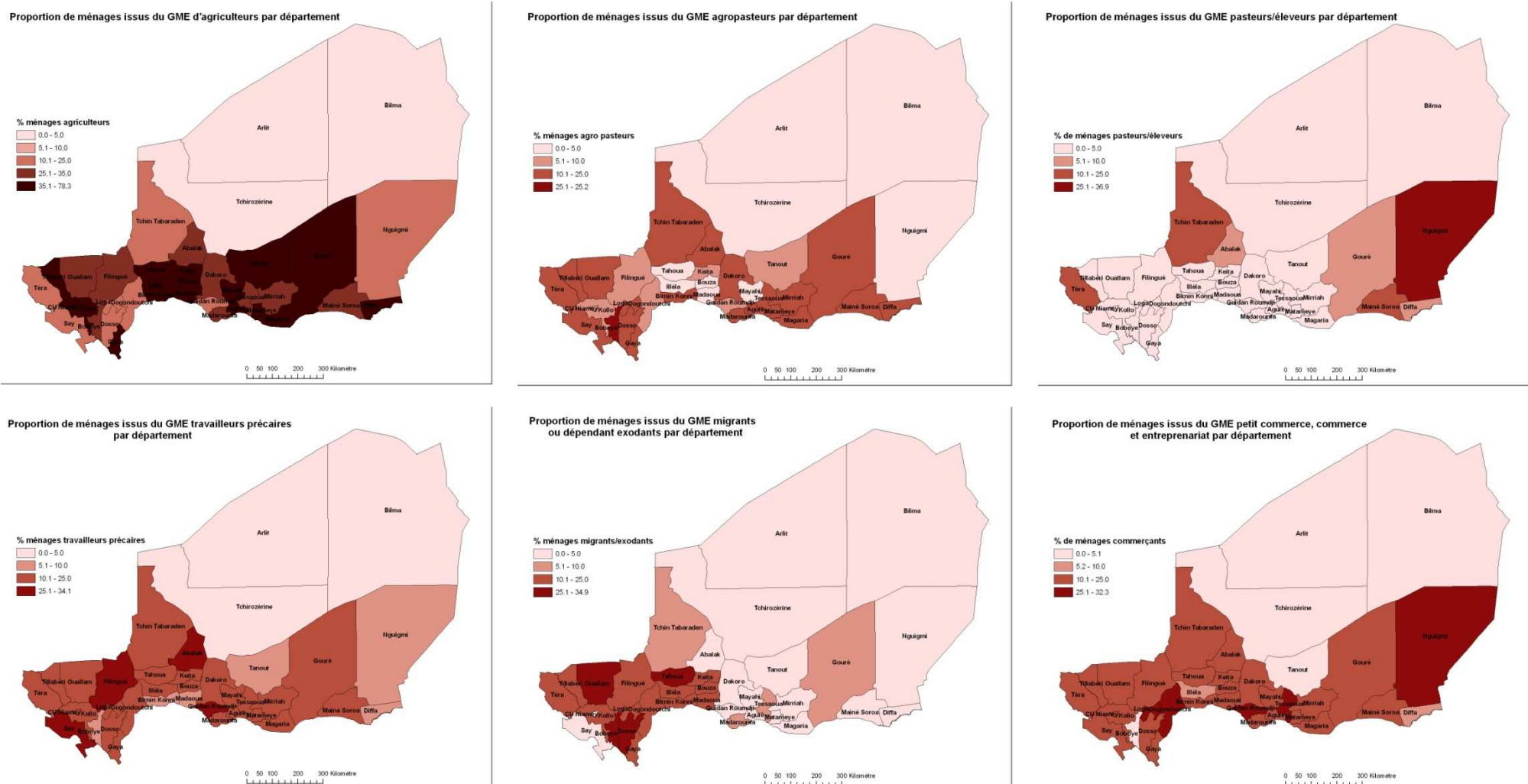
Le tableau ci-dessous montre que parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée il y a plus de ménages qui vivent de l'agriculture (42,4%) et des ménages dépendant des emplois précaires (19,9%) tels que la vente de bois et paille, la mendicité, le travail journalier, l'artisanat etc.

Selon la région, on constate que parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée, les groupes d'agriculteurs et des pratiquants du petit commerce/revendeurs sont plus affectés dans les régions de Diffa et de Maradi. Par contre, les groupes des agriculteurs et des dépendants des transferts sont plus affectés dans les régions de Dosso et de Tahoua. L'insécurité alimentaire sévère ou modérée affecte plus les groupes des agriculteurs et des dépendants des travaux précaires dans les régions de Tillabéri, de Zinder et la périphérie de Niamey.

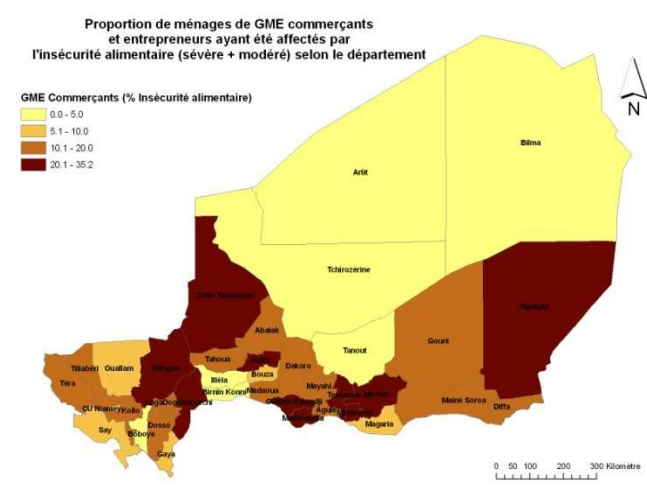
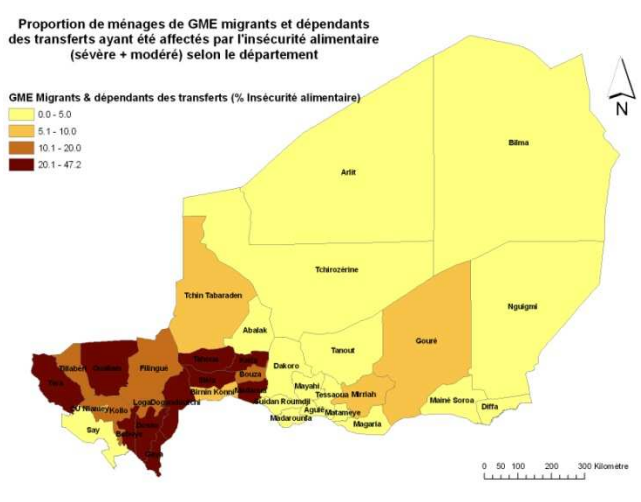
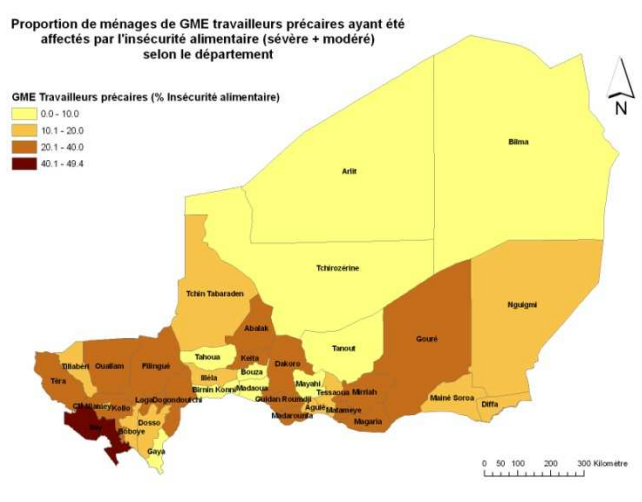
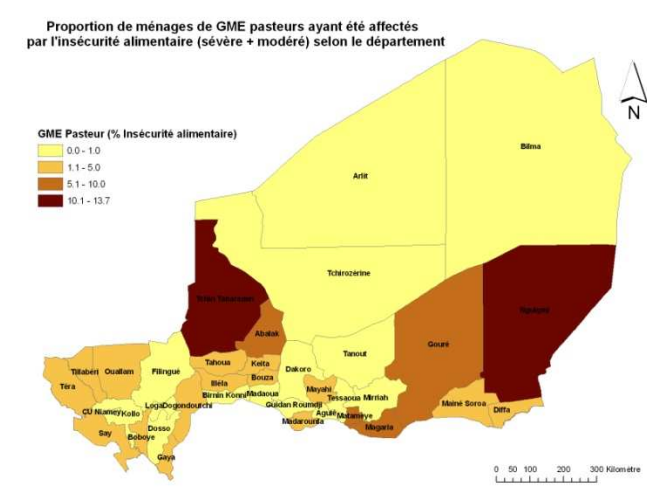
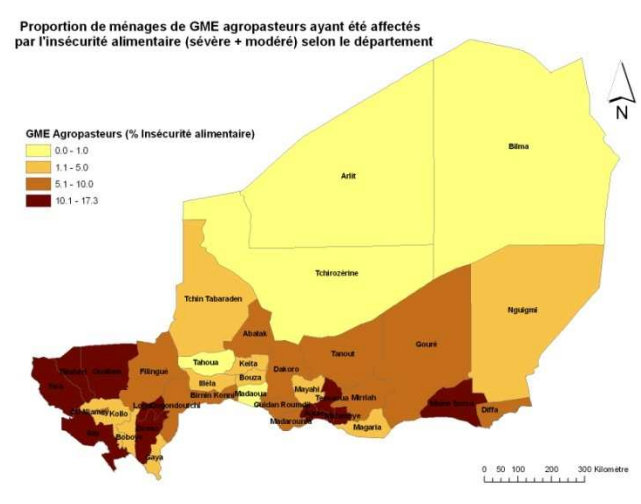
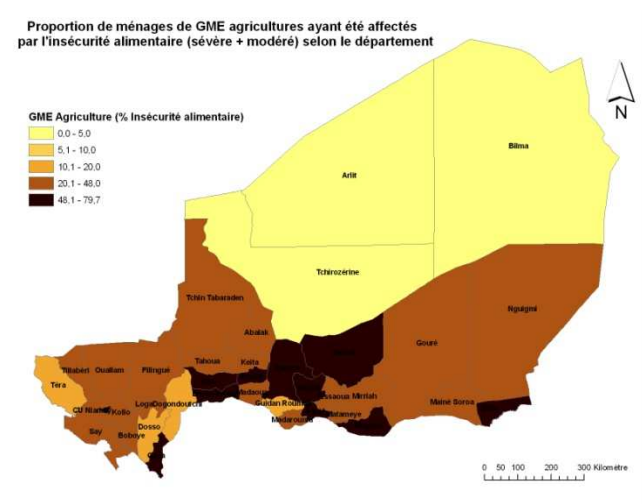
Tableau 11 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le groupe de moyens d'existence

		Groupe de moyens d'existence						Total
		Agriculteurs	Agro-pasteurs	Éleveurs	Migrants ou dépendant des transferts	Petit commerce/revendeurs	Dépendants du travail précaire	
2 classes d'insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire	42.4%	7.4%	1.8%	13.0%	15.5%	19.9%	100.0%
	Sécurité alimentaire	35.0%	13.5%	3.8%	12.0%	18.3%	17.3%	100.0%
Ensemble		37.4%	11.6%	3.2%	12.3%	17.4%	18.1%	100.0%

Carte 1: Proportion des groupes des moyens d'existence selon le département



Carte 2 : Ménages en insécurité alimentaire par département selon les groupes des moyens d'existence



3.2.9. Localisation des ménages en insécurité alimentaire en milieu rural

3.2.9.1 Au niveau régional

Les plus fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire sévère sont observées dans les régions de : Tahoua (8,6%) ; Tillabéri (8,5%) ; Niamey périphérie (7,3%) et Maradi (6,7%). Ces résultats corroborent avec ceux issus de l'évaluation de la campagne agricole, qui font ressortir ces régions (sauf Maradi) comme déficitaires sur la production céréalière de l'ordre de 60.000 à 300.000 tonnes de déficit (DSA résultats définitifs 2011). Aussi, ces régions ont enregistré le plus grand déficit fourrager qui varie de 1.000.000 à 2.700.000 tonnes de matières sèches (Ministère de l'Elevage, 2011). Les prix des principales céréales (mil, maïs et sorgho) ont connu une hausse de 11% à 17% dans les mêmes régions (SIMA, bulletin 12/11), ce qui a contribué à la détérioration significative de la situation alimentaire des ménages vulnérables dans ces régions.

Les proportions de ménages en insécurité alimentaire (sévere + modéré), les plus élevées sont principalement enregistrées dans les régions de Zinder (35,8%), de Tillabéri (35,2%), de Diffa (34,1%) et de Tahoua (33,8%). Les régions de Niamey périphérie (29,3%), de Maradi (27,9%) et de Dosso (26,5%) suivent celles précitées. Ces résultats sont aussi en cohérence avec ceux de l'évaluation de la vulnérabilité réalisée lors des rencontres techniques annuelles tenue à Maradi en octobre 2011.

Tableau 12 : Insécurité alimentaire en milieu rural par région et à la périphérie de Niamey en novembre 2011 (IAS+IAM)

Région	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Pop totale
	%	Pop		Pop		Pop		Pop	
Diffa	5,6%	30971	28,5%	156515	23,2%	127627	42,7%	234976	550089
Dosso	3,6%	73240	22,9%	461216	26,5%	534055	47,0%	946145	2014656
Maradi	6,7%	196139	21,2%	619951	25,4%	745487	46,7%	1368134	2929711
Tahoua	8,6%	226377	25,2%	665121	25,9%	682161	40,3%	1062659	2636318
Tillabéri	8,5%	213698	26,7%	675316	27,0%	682266	37,8%	956571	2527851
Zinder	3,7%	96740	32,1%	847953	25,5%	672167	38,7%	1022153	2639013
Niamey périphérie	7,3%	1311	22,0%	3957	19,8%	3562	51,0%	9196	18026
Niger rural	6,3%	838476	25,8%	3430029	25,9%	3447325	42,1%	5599834	13315664

L'analyse des résultats sur les sept séries d'enquêtes réalisées de 2006 à 2011 fait ressortir les régions de Tahoua et Tillabéri comme les plus affectées par l'insécurité alimentaire (sévère + modérée) avec en moyenne respectivement 41,5% et 36,1% des populations touchées. La région de Dosso semble la moins affectée par l'insécurité alimentaire. De manière générale l'insécurité alimentaire touche en moyenne 35,5% de la population totale du pays et il se dégage de ce fait une tendance structurelle.

3.2.9.2 Au niveau des départements

L'analyse à l'échelle des départements, fait ressortir les plus fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire sévère à : Illéla (15,5%) ; Bouza (13,6%), Ouallam (13,1%), Mayahi (11,5%), Keita (10,6%), Tahoua (9,9%), Filingué (9,6%), Loga (9,5%), Tessaoua (9,0%), Mainé-soroa (8,8%), Téra (8,7%), Kollo (8,3%), Tillabéri (8,3%), Niamey périphérie (7,3%), Gouré (7,2%) et Aguié (6,6%).

Les départements dans lesquels on a relevé les proportions de ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée les plus élevées sont : Tanout (57,0%), Bouza (47,3%), Loga (43,9%), Magaria (42,7%), Téra (41,1%), Filingué (40,8%), Ouallam (40,6%), Keita (40,6%), Kollo (40,5%), Mayahi (39,9%), Illéla (38,9%), Mainé-soroa (38,1%), Tahoua (36,8%), Tessaoua (36,6%), Abalak (35,0%), Diffa (34,6%) et Dosso (32,6%).



3.2.10. Les dépenses des ménages et leurs structures par postes

3.2.10.1 Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages

Les résultats de l'enquête montrent que les dépenses globales mensuelles des ménages sont faibles. En effet, sur le plan national, les dépenses mensuelles par personne sont estimées à 9 499 FCFA soit en moyenne 317 FCFA par personne et par jour avec une variation selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et la région d'appartenance. En effet, les dépenses moyennes par personne et par jour sont estimées à 264 FCFA pour les ménages en insécurité alimentaire alors qu'elles sont de 341 FCFA pour les ménages en sécurité alimentaire.

Tableau 13 : Dépenses mensuelles totales par ménages ruraux, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire

	Dépenses mensuelles totales (Fcfa)	Dépenses mensuelles par tête (Fcfa)	Dépenses par personne et par jour (Fcfa)
Insécurité alimentaire (sévères+modéré)	60.429	7.929	264
Sécurité alimentaire (A risque+en sécurité)	83.748	10.240	341
Total	76.273	9.499	317

3.2.10.2 Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages suivant le groupe de moyen d'existence

Suivant les groupes de moyens d'existence, les dépenses totales par tête et par jour sont beaucoup plus importantes chez les commerçants (388 FCFA), les éleveurs (369 FCFA) et les agro pasteurs (326 FCFA).

S'agissant des dépenses alimentaires mensuelles par personne, elles sont plus élevées pour les éleveurs pasteurs (8.858 FCFA) qui s'adonnent en cette période à la reconstitution de leurs stocks alimentaires.

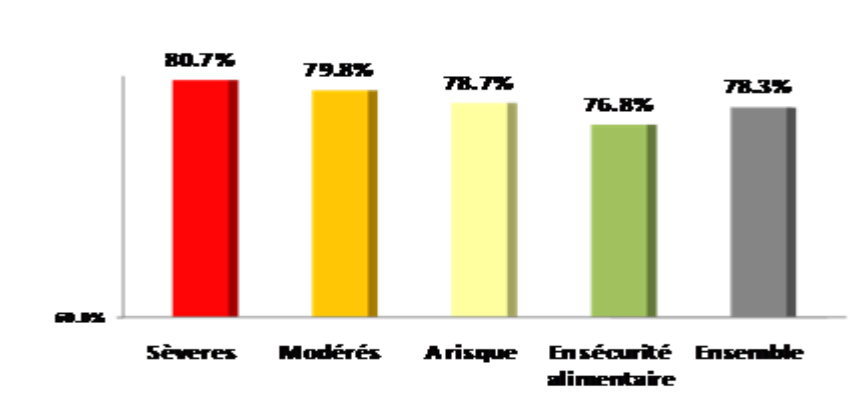
Tableau 14 : Dépenses totales par personne et par jour selon les groupes des moyens d'existence

Groupe de moyens d'existence	Dépenses mensuelles totales	Dépenses mensuelle par tête (Fcfa)	Dépenses par personne et par jour
Agriculteurs	70.899	8.944	298
Agro-pasteurs	87.189	9.775	326
Eleveurs	74.229	11.061	369
Migrants ou dépendant des transferts	80.644	8.798	293
Commerçants	90.802	11.632	388
Dépendants du travail non salarié	63.838	8.623	287
Total	76.273	9.499	317

3.2.10.3 La structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe

Globalement, les parts les plus importantes dans le budget des ménages sont affectées à l'alimentation (78,3%), aux dépenses courantes telles que le pétrole, le savon, les soins corporels etc. (5,7%). S'agissant des dépenses alimentaires elles sont plus consacrées aux céréales sèches (68,5%) qu'aux autres postes de dépenses d'alimentation. Les légumineuses absorbent 6,4% du budget consacré à l'alimentation, les protéines animales (5,6%) et les fruits & légumes (5%).

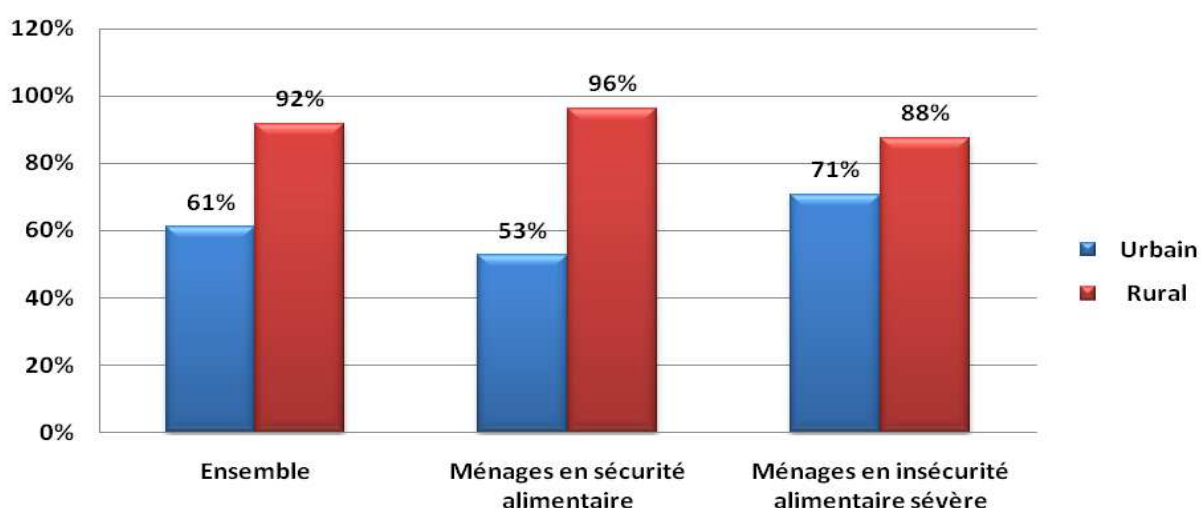
La figure ci-dessous montre aussi que quelque soit le niveau d'insécurité alimentaire des ménages, la part du budget consacrée aux dépenses alimentaires est largement au dessus de 70% des dépenses globales. De manière universelle, c'est ce qui caractérise les ménages pauvres.

Figure 12 : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et la part de l'alimentation dans les dépenses

3.2.11. *Situation nutritionnelle et alimentaire des enfants de 6 à 23 mois en milieu rural*

Les résultats de l'enquête montrent que, quelque soit le degré de vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, qu'il y a une insuffisante diversification de l'alimentation des enfants surtout en milieu rural. L'analyse du score de diversification alimentaire montre que, dans l'ensemble, il y a une faible diversification de l'alimentation des enfants dans 92% des ménages ruraux et 61% des ménages urbains.

Figure 13 : Répartition des ménages caractérisés par une faible diversification de l'alimentation des enfants



C'est dans les ménages en insécurité alimentaire que le problème de diversification de l'alimentation des enfants se pose avec plus d'acuité. Le pourcentage de ménages dans lesquels l'alimentation des enfants est insuffisamment diversifiée varie en milieu urbain de 71% dans les ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère à 53% dans ceux en situation de sécurité alimentaire. En milieu rural il varie respectivement de 96% à 88% selon le degré de vulnérabilité du ménage à l'insécurité alimentaire. Ainsi, l'insécurité alimentaire réduit la capacité des ménages à assurer le droit des enfants à avoir une alimentation équilibrée et accroît la vulnérabilité des enfants âgés de 6 à 23 mois à la malnutrition.

3.2.12. *Les facteurs de risque d'insécurité alimentaire*

3.2.12.1 *Facteurs liés à la migration*

Face à la situation de vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire, la migration fait parti des stratégies de recours utilisées par les ménages vulnérables et même un

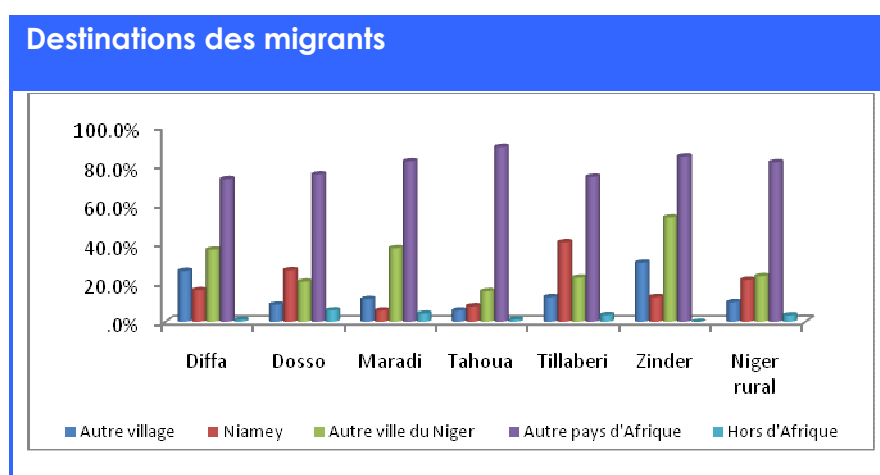
moyen d'existence important dans certaines parties du pays. A travers cette stratégie, les ménages arrivent à diversifier leurs sources de revenus grâce aux transferts de ressources des migrants et à réduire la pression sur les maigres ressources du ménage. Cependant, dès le début de l'année 2011, des crises sociopolitiques ont affecté successivement la Côte d'Ivoire, la Libye et le Nigéria, principales destinations des migrants nigériens. En conséquence, le Niger a connu un retour massif de migrants économiques. Ces retours de migrants ont commencé depuis le mois de février 2011 et se sont amplifiés courant les mois de mars, avril et mai, puis se sont tassés. En novembre 2011, au moment de l'enquête, si le calme était largement revenu en Côte d'Ivoire, engendrant un mouvement de retour de migrants dans ce pays, la situation restait précaire en Libye. Quant au Nigéria les crises sociopolitiques ont fait leur résurgence dans la partie nord du pays, contraignant même à une nouvelle vague de retour des migrants nigériens.

3.2.12.2 Origine et destination des Migrants

Le mouvement/déplacement de la population tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays est analysé en considérant les informations relatives aux membres habituels du ménage partis. En moyenne 22,6% des ménages avaient au moins un de leurs membres vivant et travaillant en dehors du village au moment de l'enquête. Cette proportion est la plus importante dans les régions de Dosso (40,8%), Tahoua (35,4%) et Tillabéri (28,3%). Les départements les plus concernés sont Dosso (60%), Boboye (53%), Loga (38%), Illéla (47%), Konni et Ouallam 43%, Bouza et Madaoua (34%). Le nombre moyen de migrants par ménage, parmi les ménages concernés par les départs en migration, se situe entre 1 et 2. En moyenne, 38% de ces migrations concernent les chefs de ménages. Les départs en migration sont le fait de chefs de ménages à plus de 50% à Keita et Madarounfa et entre 40% et 50% à Illéla, Kollo, Tillabéri, Konni et Tahoua. Plus de la moitié (59%) des migrations saisonnières dure entre 3 et 9 mois. Cependant 24% des migrants saisonniers sont absents de leurs ménages pendant plus de 9 mois.

Aussi, quelque soit la région, l'essentiel des mouvements sont dirigés vers d'autres pays d'Afrique (82%). Les déplacements vers d'autres villes du Niger représentent 23% et ceux vers la ville de Niamey, capitale du pays, 22%.

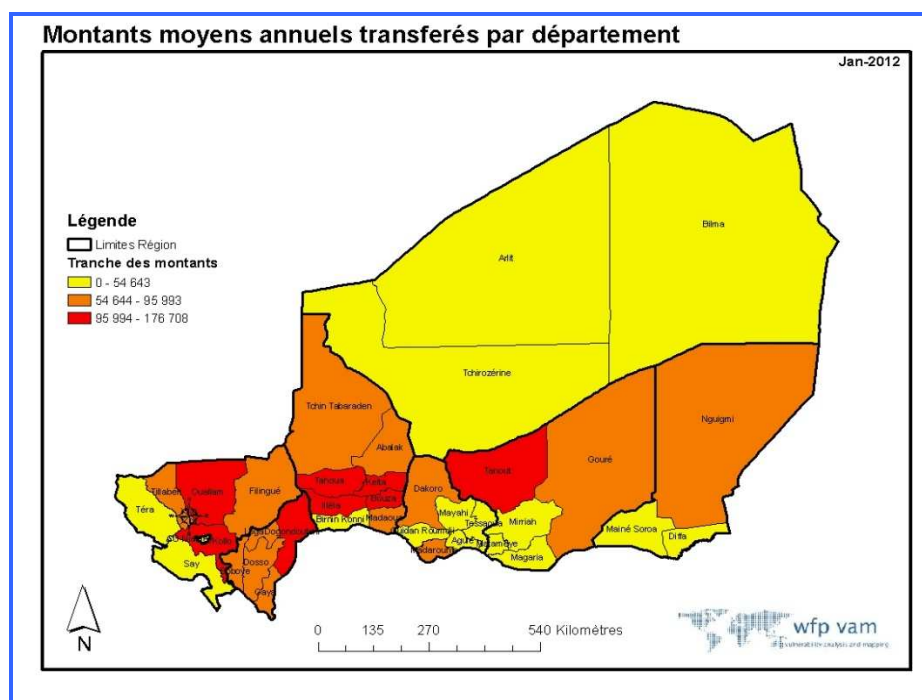
Il convient de noter que la proportion de déplacements vers d'autres villages est plus importante à Zinder et Diffa tandis que les déplacements hors d'Afrique sont très faibles (3%).

Figure 14 : Répartition des migrants selon la destination et la région d'origine

3.2.12.3 Transferts d'argent

Les migrations/déplacements des membres de ménages étant justifié par des préoccupations économiques, les migrants s'attachent généralement à transférer de l'argent à leurs ménages d'origine. Au Niger, 17% des ménages ont reçu de l'argent sous forme de transfert de leurs membres migrants. En moyenne, au niveau national, les ménages reçoivent annuellement 91 150 FCFA de transfert.

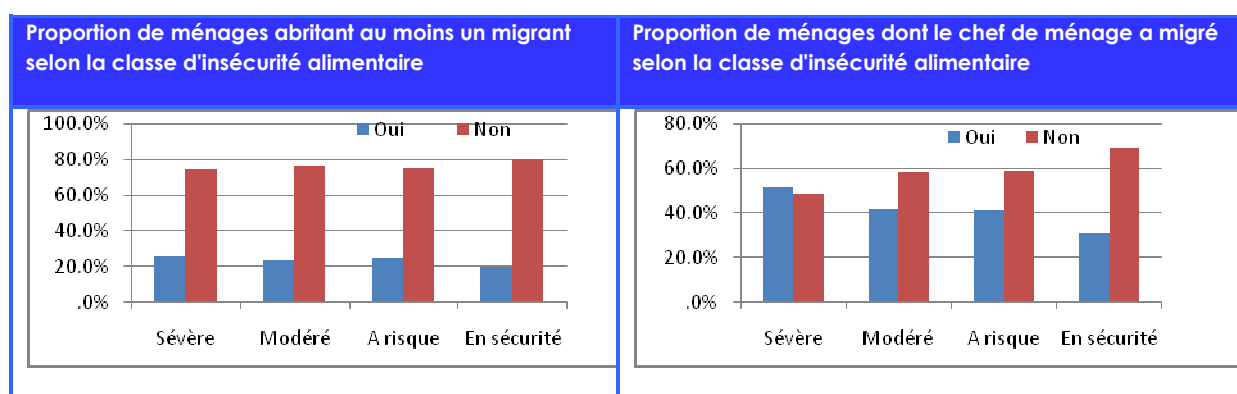
Les transferts moyens annuels par ménages sont plus importants dans les départements de Douchi, Tahoua, Ouallam, Keita, Tanout, Kollo, Bouza Illela, où ils dépassent 100 000 FCFA par an.

Carte 5 : Montants moyens annuels par département

3.2.12.4 Migrations et insécurité alimentaire

Le graphique ci-dessous indique que la migration concerne quasiment dans les mêmes proportions les ménages en insécurité alimentaire sévère, en insécurité alimentaire modérée et à risque et très légèrement moins les ménages en sécurité alimentaire. Par contre les ménages dont le chef est parti en migration sont plus frappés par l'insécurité alimentaire sévère. Le départ du chef de ménage a un impact négatif sur la situation alimentaire du ménage et constitue un facteur de risque supplémentaire.

Figure 15 : Répartition des ménages selon qu'ils sont concernés ou non par la migration d'au moins un membre ou le chef de ménage et la classe d'insécurité alimentaire



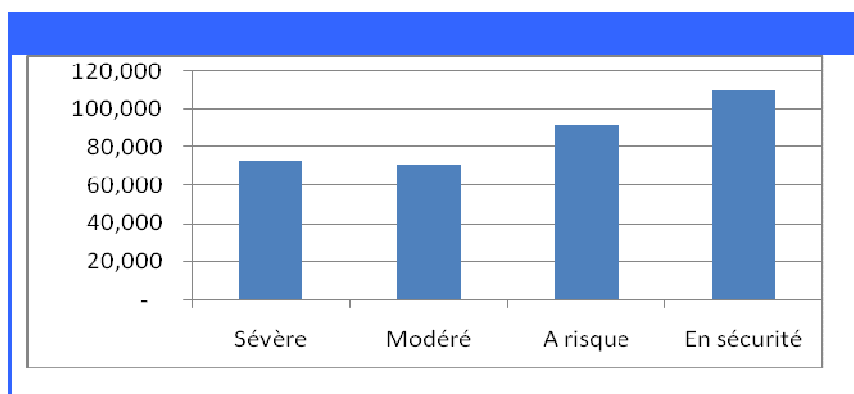
Source : données de l'enquête

3.2.12.5 Migrations, insécurité alimentaire et transferts d'argent

Si les ménages en insécurité alimentaire sévère et modéré se déplacent presque dans les mêmes proportions que les ménages en sécurité alimentaire, les transferts de ressources eux, profitent davantage aux ménages en sécurité alimentaire.

Selon la classe d'insécurité alimentaire, les ménages en insécurité sévère, modérée, à risque, et en sécurité ont déclaré avoir reçu en moyenne, ces 12 derniers mois respectivement, 73.120 FCFA, 69.996 F CFA, 90.747 F CFA et 111.383 F CFA.

Figure 16 : Répartition des ménages ruraux selon le montant annuel moyen des transferts et selon les classes d'insécurité alimentaire



3.2.12.6 Appréciation de l'évolution des transferts par les ménages

En moyenne, au niveau national, 42,5% des ménages ont estimé les ressources envoyées pendant les 12 mois précédant l'enquête, mois importantes que d'habitude. Ces ressources ont été estimées équivalentes par 40% des ménages concernés et plus importantes par 17,5%.

Quand aux ressources attendues pendant les 12 mois à venir, elles ont été estimées plus importantes comparativement à leur niveau habituel, par 42% des ménages ayant des migrants, équivalentes par 22,5% et moins importantes par 15%. Cependant, ces ressources sont estimées moins importantes par une majorité de ménages dans les départements de Diffa (64%), Madarounfa (56%), Madaoua (46%) et Tahoua (40%). Ceci est à mettre en relation avec la situation socio politique et les perspectives d'emploi, notamment au Nigéria et en Libye, pays vers lesquels les flux migratoires de ces zones sont tournés. Au cours du mois de janvier 2012, des retours de migrants ont été enregistrés en provenance du Nigéria en raison de la situation sécuritaire tendue dans ce pays et des mesures de rétorsion prises par le Gouvernement nigérian. L'ampleur et l'impact de ces nouveaux mouvements reste à suivre.

En somme la réduction des envois de fonds vient exacerber la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire et réduit considérablement leur capacité de résilience à faire face aux chocs.

Tableau 15 : Répartition des ménages selon l'appréciation de l'évolution des transferts reçus

Classe d'insécurité alimentaire	Plus importantes que d'habitude	Equivalentes	Moins importantes que d'habitude	Total
Sévère	13,7%	37,8%	48,5%	100%
Modéré	17,3%	36,4%	46,3%	100%
A risque	17,0%	43,0%	40,0%	100%
En sécurité	18,7%	40,8%	40,4%	100%
Ensemble	17,5%	40,0%	42,5%	100%

3.2.12.7 Situation des rapatriés

En milieu rural, 4,5% des ménages soit 86 925 ménages ont déclaré avoir accueilli au moins un migrant rapatrié au cours des 12 derniers mois, suite aux crises politiques en Côte d'Ivoire et en Libye.

Aussi, selon les résultats de l'enquête, toutes les régions du Niger sont touchées à des degrés différents par l'arrivée des retournés. Il faut noter ici, que l'enquête n'a pas concerné le milieu rural de la région d'Agadez. L'analyse désagrégée au niveau des départements fait ressortir que les départements les plus touchés sont respectivement Tchintabaraden où 23,7% des ménages ont déclaré un ou des migrants rapatriés, Tahoua (19,8%), Illéla (16,9%), Abalak (15,8%), Tanout (12,8%), Gouré (9,5%), Keita (7,9%), Filingué (6,5%), Madarounfa (6,1%), N'Guigmi (6,1%), Dosso (5,9%), Boboye (5,9%) et Birni N'Konni (4,8%).

Selon la classe d'insécurité alimentaire, on note que 6% des ménages en insécurité sévère ont déclaré un ou des migrants rapatriés contre 4,3% des ménages en insécurité modéré, 4% des ménages à risque et 4,6% des ménages en sécurité. On note que la plus forte proportion des ménages ayant déclaré des migrants rapatriés sont dans la classe en insécurité sévère suivie de celle en sécurité. Cela démontre que l'arrivée des migrants dans les ménages d'accueil a un impact réel sur leur situation alimentaire (tension supplémentaire sur les stocks donc risque d'épuisement anticipé des stocks). Il faut noter que si rien n'est fait, la situation des ménages en sécurité risque de se dégrader. Il faut craindre qu'ils basculent dans l'insécurité.

Tableau 16 : Répartition des ménages selon qu'ils aient accueilli ou non des migrants rapatriés et selon la classe d'insécurité alimentaire

Classe d'insécurité alimentaire	Y a-t-il eu dans votre ménage un ou des migrants rapatriés		Total
	Oui	Non	
Sévère	6,0%	94,0%	100%
Modéré	4,3%	95,7%	100%
A risque	4,0%	96,0%	100%
En sécurité	4,6%	95,4%	100%
Ensemble	4,5%	95,5%	100%

3.2.12.8 Impact de la présence des rapatriés sur la situation économique des ménages

En milieu rural, 63% des ménages concernés ont estimé que le retour des rapatriés de Libye et de Côte d'Ivoire a entraîné une détérioration de leur situation alimentaire.

Selon le département, on constate que l'impact de la présence des rapatriés sur la situation économique des ménages est plus perceptible à Magaria, Matamèye, Tanout, Guidan Roumdji où 100 % des ménages ont déclaré que leur situation économique s'est détériorée. Dans les départements de Mayahi, Abalak, Doutchi, Dakoro, Tahoua, Illéla et Gouré, plus de 70 % des ménages ont déclaré que leur situation économique s'est détériorée. Les régions de Zinder, Maradi et Tahoua paraissent être les plus affectées. Cependant, 11% des ménages concernés par les

retours de migrants estiment que la situation de leurs ménages s'est améliorée et 25% estiment qu'ils n'ont constaté aucun changement.

Selon la classe d'insécurité alimentaire, 84% des ménages en insécurité sévère, 76 % en insécurité modéré, 71% à risque et 57% en sécurité ont déclaré que leur situation économique s'est détériorée du fait de la présence de ces rapatriés. L'arrivée des migrants a eu ainsi un impact sur la situation économique des ménages d'accueil. Ce qui constitue un facteur de risque majeur, les capacités d'ajustement de ces ménages étant réduites.

Sur tout un autre plan, le retour des migrants s'accompagne de graves difficultés en termes d'emplois car en année de mauvaises récoltes, l'émigration vers d'autres pays de la région constitue un important mécanisme de survie. Les réseaux familiaux, déjà vulnérables, ne suffisent pas pour prendre en charge ces migrants de retour. La mise en place de programmes de réinsertion de ces migrants s'avère donc nécessaire pour éviter qu'ils ne deviennent une autre source de paupérisation accrue des ménages d'accueil ou une source "d'activités criminelles"

Tableau 17 : Répartition des ménages selon l'impact de la présence des rapatriés sur leur situation économique et selon la classe d'insécurité alimentaire

Classe d'insécurité alimentaire	L'impact de la présence des rapatriés			Total
	Aucun changement	Détérioration	Amélioration	
Sévère	14%	84%	2%	100%
Modéré	17%	76%	7%	100%
A risque	15%	71%	13%	100%
En sécurité	26%	57%	17%	100%
Ensemble	21%	67%	12%	100%

3.2.12.9 Facteurs liés aux flux transfrontaliers

Au Bénin, l'essentiel des flux des céréales partent en cette période au Niger et dans une moindre mesure au Nigéria. A Manlanville, les prix des céréales étaient instables au mois d'octobre 2011. Les commerçants en provenance du Burkina Faso, avaient opéré des achats massifs en maïs sur les marchés béninois notamment à Bariwana, à la faveur de la demande croissante (institutionnelle, commerçant et ménagère) de leur pays. Ce qui justifierait en partie l'instabilité de prix observée sur le marché de Malanville et au niveau de certaines zones de production au démarrage de la campagne de commercialisation. Les flux des produits alimentaires du Bénin vers le Niger concernent principalement le maïs (80%) et le Gari (20%). Les régions de l'ouest du Niger sont pratiquement pourvues en maïs béninois.

Les flux qui rentrent par Konni approvisionnent une grande partie des marchés des régions d'Agadez, de Dosso, de Tahoua, Niamey, et de Tillabéri.

Le problème du transport est cité comme une des raisons principale ayant induit la hausse des prix des céréales. La seconde est inéluctablement due à la tension sociale au Nigéria suite à la suppression de la subvention de prix du carburant,

Le flux de produits vivriers en provenance du Nigéria est au ralenti du fait de la récente crise sociale au Nigéria. Ces produits sont destinés à 60 % à Maradi qui est en même temps un centre de regroupement qui dessert les marchés des régions de Niamey, de Tillabéri, de Dosso, et d'Agadez. 20% des flux sont destinés à la zone de Dakoro et les 20% restants sont dirigés vers les marchés de la région de Tahoua. Un tassement des flux en provenance du Nigéria est constaté suite à la tension sociale qui sévit dans certaines villes de ce pays. Cette situation a occasionné un triplement du coût de formalités à la frontière (de 500 à 1.500 Naira par camion) et une réduction sensible du nombre de camions qui ravitaillent les marchés nigériens. Toutefois, l'offre des céréales au Nigéria est importante et pourrait couvrir la demande effective du Niger jusqu'à la période de soudure sous l'hypothèse des politiques commerciales favorables.

3.2.12.10 Facteurs liés à l'évolution des stocks paysans, tendance des prix du mil

Plusieurs facteurs externes d'origine diverses montrent le risque de détérioration de la sécurité alimentaire. Les tendances observées sur les prix des céréales de base tels que le mil, les risques de perturbation des circuits d'approvisionnement dans le bassin commercial Est du fait de l'insécurité civile, la hausse des prix du carburant à la pompe au Nigeria, etc. sont autant de facteurs qui pourraient conduire à la détérioration des conditions d'accès alimentaire des ménages.

Le graphique ci-dessous montre qu'en raison de la campagne agricole déficitaire, les stocks des ménages sont faibles cette année, très en deçà de leur niveau de 2011 et des 5 dernières années. Les stocks sont, comme le graphique le montre, plus faible pour les ménages en insécurité alimentaire que pour les ménages en sécurité alimentaire. Ainsi, à partir du mois d'avril, tous les ménages en insécurité alimentaire sévère et modéré n'auront plus de stock et seront contraints de recourir aux marchés. Les perspectives alimentaires dans les prochains mois notamment à partir d'avril dépendront de l'évolution d'autres facteurs.

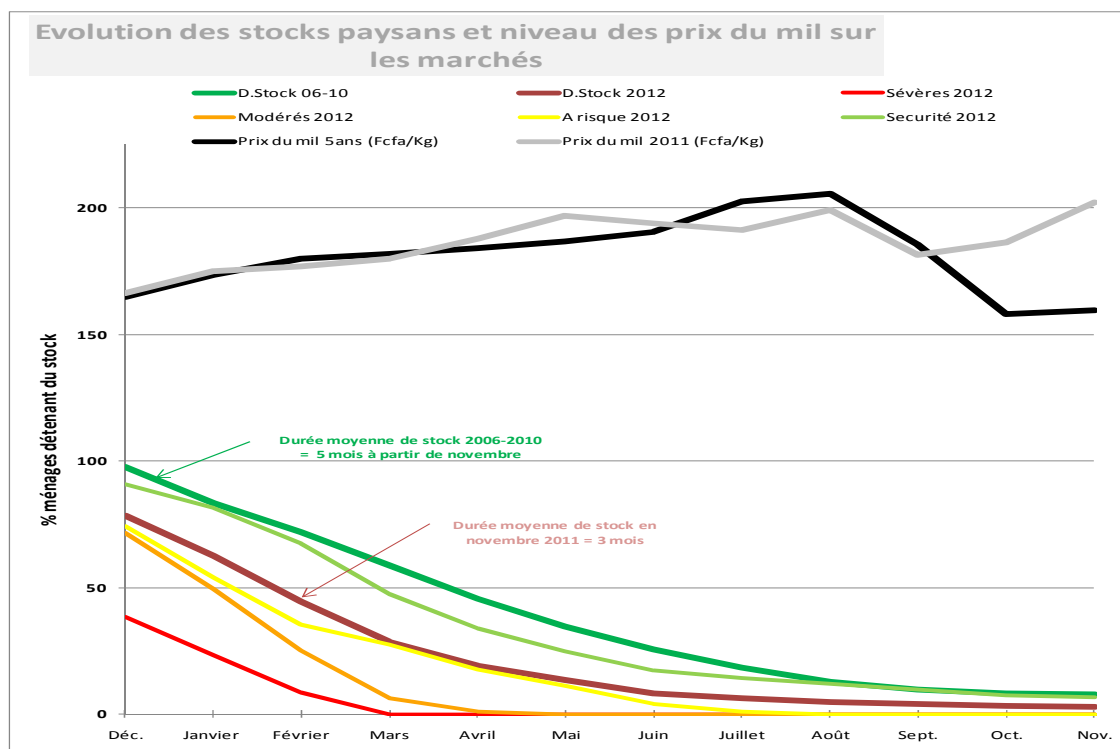
Actuellement sur les marchés, on note une certaine pression de la demande des commerçants, des éleveurs et des institutions dans un contexte où l'approvisionnement pourrait être affecté par la situation de l'insécurité et des conflits au Nigéria.

Le risque de dysfonctionnement des marchés se présentera surtout au moment où les stocks paysans résultant d'une campagne agricole 2011/2012 déficitaire, s'épuiseront. A cela s'ajoute le retour de plus de 250 000 migrants, même si certains sont retournés, qui engendre une pression sur les réserves alimentaires et la diminution des revenus issus de la migration pour les ménages.

Concernant les éleveurs, la campagne pastorale s'est traduite par un déficit fourrager qui a entraîné des mouvements précoces des animaux et leur concentration dans certaines zones avec des risques des conflits. Cette situation conduira à la baisse des prix des bétails sur les marchés en raison de l'augmentation des présentations des animaux de faible embonpoint. Ceci impliquera une détérioration des conditions d'accès aux céréales pour les éleveurs.

Si les prix gardent leur tendance, Il faudrait alors s'attendre à une période de soudure tendue.

Figure 17 : Evolution des stocks paysans et niveau des prix du mil sur les marchés



3.2.13. Les interventions en cours

Parmi les actions menées au cours des douze (12) derniers mois, celles qui ont touché plus de ménages sont respectivement la distribution gratuite ciblée (DGC) de vivres (26,7% de ménages soit 525 412 personnes), la vente à prix modéré de céréales (20% soit 392 764 personnes), les banques céréalières (16,6% soit 326 111 personnes).

Les banques aliments-bétail ont touché 0,9% de ménage soit 19 050 personnes, le déstockage stratégique des animaux 0,2% soit 4 268 personnes et la reconstitution du cheptel 0,5 % soit 9 608 personnes.

Par rapport aux classes de vulnérables touchées, c'est la DGC, la vente à prix modéré, les BC, le cash for work et le food for work qui ont touché en grande partie les modérés et les sévères.

Tableau 18 : Proportion des ménages bénéficiaires selon les classes de d'insécurité alimentaire

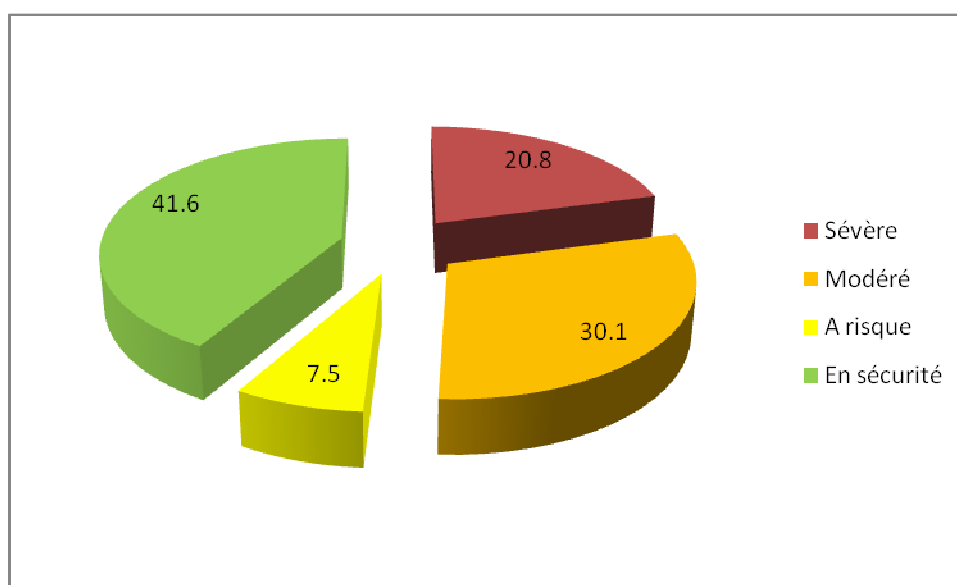
Les transferts sociaux	Classes d'insécurité alimentaire				Ensemble
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	
Banque céréalière	18,6%	15,8%	15,6%	17,5%	16,6%
Distribution gratuite	28,1%	25,2%	25,8%	28,2%	26,7%
Vente de céréales à prix modéré	16,5%	17,7%	19,4%	22,5%	20,0%
Vivre contre travail	17,1%	10,4%	10,5%	6,8%	9,4%
Argent contre travail	17,1%	11,2%	11,3%	8,4%	10,5%
Ration de décharge/ protection	7,0%	9,7%	9,3%	8,1%	8,8%
Don/Zakat	17,8%	14,0%	16,0%	14,6%	15,0%
Blanket feeding	8,0%	11,1%	11,7%	10,9%	11,0%
Ration complémentaire pour les femmes enceintes et all	9,5%	11,3%	12,8%	11,9%	11,8%
Intrants agricoles (engrais, semences...)	5,2%	5,0%	5,3%	4,8%	5,0%
Cash transfert	3,0%	3,2%	4,1%	4,7%	4,0%
Banques aliments bétail	0,6%	0,8%	0,8%	1,0%	0,9%
Reconstitution sociale du cheptel	0,4%	0,3%	0,5%	0,6%	0,5%
Déstockage stratégique des animaux	0,1%	0,1%	0,3%	0,2%	0,2%
Autres à préciser	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%

3.3. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU URBAIN

3.3.1. Identification des personnes en insécurité alimentaire

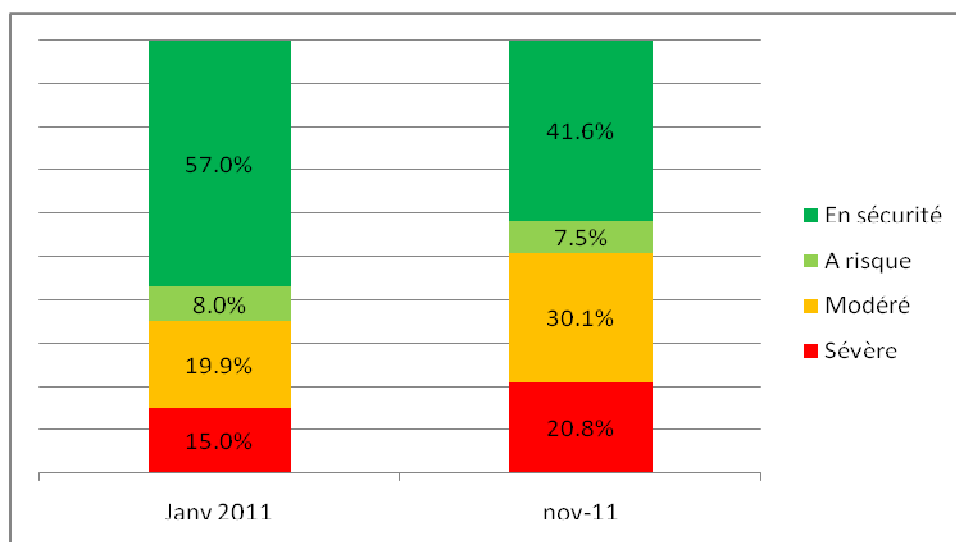
Les résultats de l'enquête sur la vulnérabilité révèlent une gravité de la situation alimentaire en milieu urbain nigérien. La proportion de la population en insécurité alimentaire sévère est de 20,8 % représentant 485 959 personnes et les personnes en insécurité alimentaire modérée représentent 30,1 %, soit 704 407 individus. Ainsi, un peu plus de la moitié de la population urbaine, 50,9 %, est en insécurité alimentaire. Ces chiffres montrent que l'insécurité alimentaire sévit beaucoup plus en milieu urbain qu'en milieu rural.

Figure 18 : Répartition de la population urbaine selon la classe d'insécurité alimentaire



3.3.2. Evolution de la situation alimentaire en milieu urbain

Entre Janvier et Novembre 2011, l'incidence de l'insécurité alimentaire a connu une augmentation en milieu urbain. Cette dégradation de la situation alimentaire s'est traduite par une augmentation de la proportion des personnes en insécurité alimentaire sévère de 15,0 % à 20,5 %. Celle des personnes en insécurité alimentaire modérée est passée de 19,9 % en Janvier à 30,1% en Novembre 2011, soit une hausse de plus de 10 points de pourcentage. Cette dégradation de la situation alimentaire en milieu urbain pourrait être due aux résultats catastrophiques de la campagne agricole passée ayant causé l'afflux des populations rurales dans les centres urbains, venant aggraver ainsi la situation des urbains.

Figure 19 : Evolution de la situation alimentaire entre Janvier et novembre 2011 en milieu rural

3.3.3. Caractéristiques des personnes en insécurité alimentaire

3.3.3.1 Insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage

En milieu urbain, les personnes vivant dans des ménages dirigés par des hommes sont plus vulnérables que celles vivant dans des ménages dirigés par des femmes. En effet, l'insécurité alimentaire touche 49,3 % des personnes vivant dans des ménages ayant à leur tête des hommes contre 48,8 % de celles vivant dans des ménages dirigés par des femmes.

Aussi, 80,8 % des personnes en insécurité alimentaire sont dans des ménages dirigés par des hommes et 19,2 % sont dans des ménages dont le chef est une femme. Quant aux personnes en insécurité alimentaire modérée, 83,3 % vivent dans des ménages dont le chef est un homme et 16,7 % dans des ménages dirigés par des femmes.

3.3.3.2 Insécurité alimentaire et situation matrimoniale du chef de ménage

Il ressort des résultats de l'enquête que les ménages dirigés par les divorcés et les veufs/veuves sont plus vulnérables à l'insécurité alimentaire que les autres. En effet, les ménages dont les chefs sont veufs/veuves ou divorcés sont respectivement à 35,7% et 33,3 % en sécurité alimentaire contre 40,8 % pour les ménages dirigés par des mariés monogames, 46,0 % pour les ménages des polygames et 45,1 % pour les ménages dirigés par des célibataires.

L'enquête fait ressortir aussi que 63,0 % des ménages en insécurité alimentaire sévère sont dirigés par des mariés monogames, 15,3 % par des polygames et 12,6 % les veufs/veuves.

3.3.3.3 *Insécurité alimentaire et activité principale du chef de ménage*

En milieu urbain, les personnes les moins exposées à l'insécurité alimentaire sont celles vivant dans des ménages dont le chef est salarié du secteur public ou des organismes qui sont en insécurité alimentaire à 26,5 % et 23,9 %.

Par contre, c'est chez les salariés agricoles que la situation alimentaire est plus critique puisqu'ils sont en insécurité alimentaire à 100%. Aussi, les membres des ménages dirigés par des éleveurs/pêcheurs/chasseurs sont gravement touchés par l'insécurité alimentaire. Le groupe de personnes dont la situation alimentaire est aussi critique sont les membres des ménages dirigés par les mendiants, les producteurs ou vendeurs de produits vivriers qui sont en insécurité alimentaire, à 72,2 % et 71,0 % respectivement.

Il ressort de ces résultats que la forme d'insécurité sévère concerne toutes les catégories socioprofessionnelles en milieu urbain.

3.3.3.4 *Insécurité alimentaire et exploitation des champs*

En milieu urbain, il ressort que l'exploitation des champs ou jardins ne met pas les ménages à l'abri de l'insécurité alimentaire. En effet, les ménages exploitants des champs ou jardins sont en insécurité alimentaire à 61,4 % contre 47,3 % pour les ménages qui n'en exploitent pas. On constate également que l'insécurité alimentaire est restée élevée même pour les ménages exploitant plusieurs champs.

Tableau 19 : Répartition des personnes en insécurité selon certaines caractéristiques du ménage

Caractéristiques du chef de ménage	Classe d'insécurité alimentaire			
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité
	%	%	%	%
Sexe du chef de ménage				
Homme	20,4	28,8	8,7	42,1
Femme	26,1	31,1	7,4	35,5
Situation matrimoniale du chef de ménage				
Marié(e) monogame	20,4	29,9	8,9	40,8
Marié(e) polygame	19,1	27,8	7,1	46,0
Divorcé(e)	28,3	35,0	3,3	33,3
Veuf(veuve)	25,6	28,6	10,1	35,7
Célibataire	26,8	19,7	8,5	45,1

Caractéristiques du chef de ménage		Classe d'insécurité alimentaire			
		Sévère	Modéré	A risque	En sécurité
		%	%	%	%
Quelle est la principale activité du chef de ménage					
Salarié du public ou parapublic		9,8	18,7	5,6	66,0
Salarié d'un organisme international		23,9			76,1
Salarié du privé		12,7	19,4	3,2	64,7
Indépendant du formel		12,6	24,8	11,3	51,4
Indépendant informel non agricole		25,3	37,2	9,4	28,1
Production et/ou vente de produits vivriers		41,4	29,6	5,7	23,3
Production et/ou vente de produits de rente		18,0	49,3	3,8	28,8
Elevage/Forêt/Pêche		44,6	43,9	5,4	6,1
Salarié agricole		17,7	82,3		
Tâcheron/Menuisier/Maçon		21,9	29,3	6,7	42,1
Mendiant		61,8	10,4	27,8	
Retraité		14,9	28,3	6,3	50,4
Autre		30,1	16,7	8,1	45,0
Le ménage possède t-il des animaux					
Oui		18,2	31,3	7,6	42,9
Non		23,2	25,4	7,7	43,6
Avez-vous exploité des champs/jardins cette année passé					
Oui		24,7	36,7	8,0	30,6
Non		21,0	26,3	7,6	45,1
Combien de champs/jardins avez-vous exploités l'année passée					
1		25,7	35,0	7,4	32,0
2		15,1	46,4	5,1	33,4
3		42,8	34,7	2,6	19,9
4		28,9	21,9	40,6	8,6
6			100,0		
7					100,0
10		100,0			

3.3.4. Profil d'insécurité alimentaire des ménages en milieu urbain

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire sévère (20,8% de la population urbaine) soit environ 485 959 personnes	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (28,0%) contre 20,2% pour les ménages dirigés par les hommes; • Touche plus les ménages dirigés par des chefs n'ayant aucun niveau d'instruction (26,9%), ayant un niveau d'instruction primaire (25,7%) et coranique (25,2%); • La taille moyenne des ménages est de 6,11 individus contre 6,29 pour l'ensemble de la population urbaine; • Le score moyen de consommation alimentaire (40,3) est inférieur à la moyenne urbaine (50,7), traduisant ainsi un régime alimentaire très pauvre et peu diversifié; • Plus d'un tiers (36,5%) des ménages qui ne disposent pas du tout de stock alimentaire sont dans cette classe, alors que seulement 7,8% des ménages disposant d'un stock alimentaire pour au moins un mois sont concernés ; • En moyenne, un ménage possède moins d'une UBT (0,5) contre 1,3 UBT en moyenne en milieu urbain ; • 73,5% des ménages qui tirent leur principale source de revenu de la mendicité sont dans cette catégorie ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage est d'environ 59.500 FCFA contre une moyenne urbaine de 136 600 F ; • 42,3% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinés à la consommation ; • Ils représentent 21,5% des ménages qui possèdent des champs ou des jardins.
Insécurité alimentaire Modéré (30,1% de la population urbaine) soit environ 704 407 personnes	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (29,6%) contre 27,2% pour les ménages dirigés par les hommes; • Touche plus les ménages dirigés par des chefs ayant un niveau d'instruction coranique (34,2%), primaire (28,3%) et ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction (26,4%) ; • La taille moyenne des ménages est de 6,9 individus, supérieure à la moyenne du niveau urbain ; • Score moyen de consommation alimentaire (44,8), inférieur à la moyenne au niveau urbain (50,7), traduisant ainsi un régime alimentaire pauvre et peu diversifié; • 31,3% des ménages qui disposent d'un peu de stock; • En moyenne, un ménage possède près de deux UBT (1,5), largement supérieur à la moyenne urbaine ; • 30,2% des ménages ont comme principale source de revenu "le petit commerce" ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage est d'environ 99.000 FCFA contre 136 600 en moyenne 43,1% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinés à la consommation ; • Ils représentent 31,2% des ménages qui possèdent des champs ou des jardins.

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire A risque (7,5% de la population urbaine) soit environ 175 631 personnes	• 85,8% des ménages affectés sont dirigés par des hommes ; • L'insécurité alimentaire à risque en milieu urbain concerne plus les ménages dirigés par des chefs ayant un niveau d'instruction alphabétisé (15,0%) et ceux qui ont un niveau d'instruction coranique (9,0%) ; • La taille moyenne des ménages est de 6,15 individus ; • Le score moyen de consommation alimentaire est estimé à 50,7 très proche du score moyen au niveau urbain ; • 62,3% des ménages de ce groupe disposent de stock alimentaire dont 31,1% pour au moins 7 jours ; • En moyenne, un ménage possède moins d'une UBT (0,5) contre 1,3 UBT en moyenne en milieu urbain ; • 17,4% des ménages à risque ont leurs salaires comme principale source de revenu ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage est d'environ 115 300 FCFA contre 136 600 en moyenne en milieu urbain ; • 42,2% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinés à la consommation.
En sécurité alimentaire (41,6% de la population urbaine) soit environ 972 540 personnes	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les hommes (44,8%) contre 35,5% pour les ménages dirigés par les femmes; • Les ménages en sécurité alimentaire sont principalement ceux qui sont dirigés par un chef ayant un niveau d'instruction supérieur (71,1%) et un niveau d'instruction secondaire (50,9%); • La taille moyenne des ménages est de 6,04 individus, inférieure à celles des autres classes ; • Avec un score moyen de consommation alimentaire de 59,5 cette catégorie a, ainsi, un régime alimentaire qualifié d'acceptable; • Plus de la moitié (50,6%) des ménages affirment disposer de stock alimentaire pour au moins 7 jours; • En moyenne, un ménage possède près de deux UBT (1,7) largement supérieur à la moyenne urbaine ; • 38,0% des ménages ont leurs salaires comme principale source de revenu ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage d'environ 205.900 FCFA, nettement supérieur à la moyenne des revenus en milieu urbain ; • 50,2% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinés à la consommation.

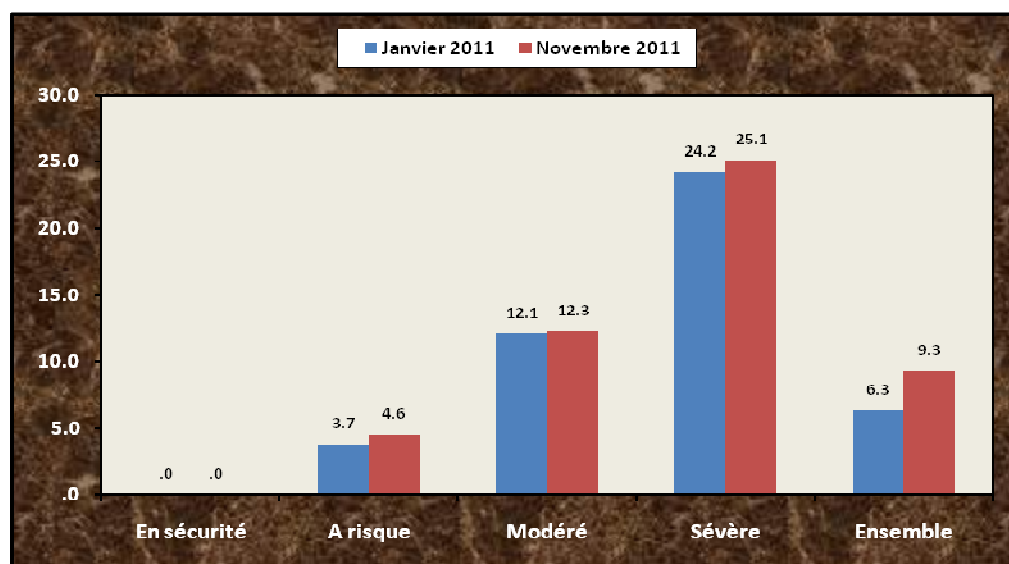
3.3.5. Stratégies et signes de crise alimentaire

Il a été demandé aux ménages les stratégies qu'ils ont développées, de même que les fréquences d'utilisation de ces stratégies, pour faire face aux difficultés

alimentaires au cours des 7 derniers jours. En fonctions des réponses obtenues, un indicateur composite « Coping Strategy Index (CSI) » ou indice de stratégie de survie a été calculé. Parmi les stratégies prises en compte dans le calcul du CSI, on peut citer : *la diminution de la ration journalière, la diminution du nombre de repas quotidien, passer toute une journée sans manger et la consommation inhabituelle des aliments moins préférés*. Ainsi, plus le CSI est élevé, plus le ménage a mis en œuvre différentes stratégies afin de faire face aux difficultés alimentaires du moment. Son examen est particulièrement intéressant dans un contexte de choc/crise comme la hausse des prix des denrées alimentaires qui pourrait limiter l'accessibilité alimentaire aux ménages.

Les résultats indiquent une hausse de l'indice de stratégies de survie (CSI) moyen en milieu urbain entre Janvier et Novembre 2011 passant de **6,3** à **9,3**. Cette hausse a été observée au niveau de chacune des échelles d'insécurité alimentaire.

Figure 20: Evolution de la valeur moyenne de l'indice de stratégie de survie selon l'échelle d'insécurité alimentaire en milieu urbain



3.3.5.1 Inquiétude face au manque de nourriture

Au moment de la collecte, 41,0% des ménages interrogés en milieu urbain ont déclaré avoir été inquiétés, au moins un jour au cours des 7 derniers jours, par le fait que leur ménage puisse manquer de nourriture. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, les proportions sont les suivantes: sévère (85,6%) ; Modéré (61,2%) ; A risque (62,3%) et Sécurité (2,4%).

3.3.5.2 Non consommation d'aliments préférés par manque de moyen

La proportion des ménages qui ont déclaré n'avoir pas consommé des aliments préférés, au moins un jour au cours des 7 derniers jours, par manque de moyen est

de 47,0%. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, nous avons les proportions suivantes : sévère (85,5%) ; Modéré (83,2%) ; A risque (74,7%) ; Sécurité (aucun ménage).

3.3.5.3 Manger tous les jours la même chose

Il ressort des résultats de l'enquête que 12,0% des ménages n'ont pas pu varier leur alimentation pendant au moins 7 jours, mangeant ainsi la même nourriture tous les jours pour cause d'insécurité alimentaire. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, on constate que cette situation concerne 32,2 % des ménages en insécurité alimentaire sévère et 18,4 % des ménages en insécurité alimentaire modérée. En toute évidence, les ménages en sécurité alimentaire ne sont pas concernés.

3.3.5.4 Consommation d'aliments non préférés par manque de moyen

Au moment de l'enquête, 37,2% des ménages ont eu recours à cette stratégie, au moins un jour pendant les 7 derniers jours, pour cause d'insécurité alimentaire. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, nous avons les proportions suivantes : sévère (76,2%), Modéré (69,2%), A risque (23,6%), Sécurité (aucun ménage).

3.3.5.5 Diminution de la quantité de la ration journalière

Au moment de l'enquête, 29,1% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière au moins un jour sur les 7 derniers jours. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, nous avons les proportions suivantes : sévère (83,4%), Modéré (40,9%), A risque (aucun ménage), Sécurité (aucun ménage).

3.3.5.6 Nombre de repas journalier

Les résultats de l'enquête révèlent que 21,6% des ménages ont réduit, au moins un jour sur les 7 derniers jours, le nombre de repas habituellement consommés par jours. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, nous avons les proportions suivantes : sévère (70,1%), Modéré (24,0%), A risque (aucun ménage), Sécurité (aucun ménage).

3.3.5.7 Aller se coucher le soir en ayant faim

Les ménages ayant déclaré qu'ils ont eu à se coucher au moins un soir, au cours des 7 derniers jours, en ayant faim représentent 9,3%. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, cette catégorie de ménages représente (43,3%) pour ceux qui sont en insécurité alimentaire sévère. Pour les autres classes aucun ménage n'a eu à se coucher un soir en ayant faim.

3.3.5.8 Rien à manger dans le ménage par manque de moyen

La proportion des ménages qui ont déclaré n'avoir rien à manger, pendant au moins un jour sur les 7 derniers, par manque de moyen est de 9,5%. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, nous avons les proportions suivantes : sévère (44,3%), Modéré (aucun ménage), A risque (aucun ménage), Sécurité (aucun ménage).

3.3.5.9 Passer toute une journée sans manger

Seuls 4,9% des ménages ont déclaré qu'un de leurs membres a passé au moins une journée sans manger au cours des 7 derniers jours. Selon l'échelle d'insécurité alimentaire, on constate que seuls les ménages en insécurité alimentaire sévère (22,8%) sont concernés par cette situation.

3.3.6. Echelle d'insécurité alimentaire et qualité/composition de l'alimentation.

3.3.6.1 Composition de l'alimentation

La grande majorité des ménages (98,5%) ont consommé des céréales ou tubercules au moins un jour pendant les 7 jours qui ont précédé la collecte des données. Il s'agit en effet, des produits alimentaires de base (Mil, Sorgho, Maïs, Manioc, Igname, ...) consommés par les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère (97,2%). Plus de la moitié (56,8%) de ces aliments provient principalement des achats effectués au cours des 7 derniers jours. Seulement 4,4% de ces aliments proviennent de leur propre production pluviale. Ces produits sont aussi consommés par les ménages en sécurité alimentaire (99,3%).

Près de la moitié des ménages (46,8%) en situation d'insécurité alimentaire sévère ont consommé des feuilles ou légumes au moins un jour pendant les 7 jours qui ont précédé l'enquête. Ces aliments en majorité (62,7%) proviennent principalement des achats effectués au cours des 7 derniers jours, de leur propre production pluviale (4,6%) et des dons/Zakat (6,5%).

Plus de la moitié des ménages (54,0%) n'ont jamais consommé des protéines animales au cours des 7 derniers jours. Selon les classes d'insécurité alimentaire cette proportion est de 74,6% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et 71,2% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée. Par contre, 18,2% des ménages en sécurité alimentaire ont consommé régulièrement des protéines animales pendant ces 7 derniers jours. Les protéines animales consommées proviennent principalement des achats effectués par les ménages.

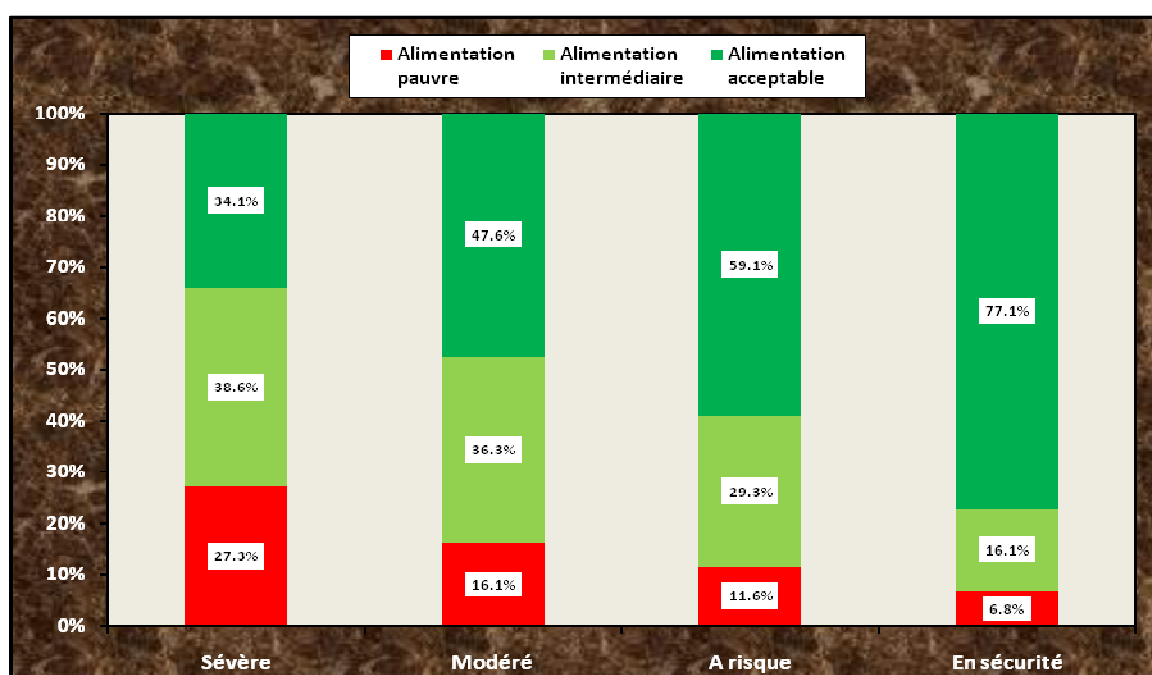
Le Lait ou d'autres produits laitiers n'ont été consommés que par 38,4% des ménages. Toutefois, cette proportion varie selon l'échelle d'insécurité alimentaire. Ainsi, plus de 6 ménages sur 10 (61,8%) en insécurité alimentaire sévère, 47,6% des

ménages en insécurité alimentaire modérée , 35,7% des ménages à risque et 21,4% des ménages en sécurité alimentaire n'ont jamais consommé ces produits au cours des 7 derniers jours ayant précédé l'enquête. Les produits laitiers consommés proviennent principalement des achats effectués par les ménages.

3.3.6.2 Qualité de l'alimentation

Au cours de cette enquête, il a été demandé aux ménages de préciser les aliments consommés au cours des sept jours précédant l'enquête et la fréquence de consommation de ces aliments. La combinaison de ces deux facteurs a permis de calculer le score de consommation alimentaire des ménages à partir duquel des classes d'alimentations ont été définies : *alimentation pauvre*, *alimentation intermédiaire* et *alimentation acceptable*. Ainsi, l'analyse du graphique ci-dessous montre que la proportion des ménages qui ont une alimentation jugée pauvre est très élevée parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère (27,3%, soit un ménage sur cinq). Par contre, chez les ménages en sécurité alimentaire cette proportion n'est que de 6,8%.

Figure 21: Répartition des ménages selon les classes de score de consommation alimentaire



3.3.7. Revenu et sources de revenu des ménages en milieu urbain

3.3.7.1 Structure des sources de revenu des ménages

Les résultats de l'enquête révèlent que la principale source de revenu des ménages urbains est le salaire (25,1%). Ensuite suivent, par ordre d'importance, le petit commerce (23,9%) et le travail journalier. Ces deux dernières sources ayant un un

caractère saisonnier, pourraient être des facteurs d'insécurité alimentaire. La faiblesse de la vente de produits agricoles et la vente de produits d'élevage dans les sources de revenu pourrait s'expliquer par le fait que les ménages urbains sont plus acheteurs sur le marché que producteurs. De ce fait, le pouvoir d'achat de ces ménages pourrait être affecté par l'évolution du prix des denrées de base¹ et la situation socio-politique des pays comme le Nigéria et la Libye.

Tableau 20 : Première source de revenu des ménages

Première source de revenu	Pourcentage
Vente de produits agricoles	4,2
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	1,1
Petit commerce	23,9
Travail journalier	12,2
Boutiquier	0,8
Vente de bois/paille	0,9
Artisanat	5,4
Salarié	25,1
Commerçant/entrepreneur	8,1
Transfert	4,3
Emprunt	0,1
Mendicité	0,4
Extraction/carrière	0,4
Salarié retraité	3,9
Maçon	2,8
Menuisier	1,1
Boucher	0,7
Autres	4,7
Total	100

3.3.7.2 Sources de revenus et statut de vulnérabilité

L'analyse des sources de revenus des ménages urbains en situation d'insécurité alimentaire, montre que le petit commerce est la première source de revenu pour 29,6% et la deuxième source pour 37,40% d'entre eux.

Le salaire et le travail journalier constituent quant à eux respectivement, la première source de revenu pour 8,40% et 30,50% des ménages en insécurité alimentaire sévère.

¹ Le prix du mil augmente de 3% chaque semaine par rapport à la semaine précédente.

Tableau 21 : Sources de revenu des ménages en insécurité alimentaire sévère

Sources de revenus	Première source (sévère)	Deuxième source (sévère)	Troisième source (sévère)
vente de produits agricoles	6,7	0,7	0
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	1,5	1,4	
petit commerce	29,6	37,4	12,5
Travail journalier	17,5	19,7	12,5
Boutiquier	0,7	0	0
Vente de bois/paille	1,5	1,4	-
Artisanat	7,4	16,3	37,5
Salarié	12,6	2,7	0
Commerçant/entrepreneur	3,2	0	-
Transfert	5,7	12,2	18,8
Emprunt	0	1,4	-
Mendicité	1,2	0,7	0
Extraction/carrière	0	0	-
Salarié retraité	1,7	0,7	0
Maçon	4,4	2,7	12,5
Menuisier	0,7	0	-
Boucher	1	0	-
Autres	4,4	2,7	6,3
Total	100,0	100,0	100,0

3.3.7.3 Source de revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée

Comme en Janvier 2011, le petit commerce constitue la première source de revenu des ménages en insécurité alimentaire modéré en Novembre 2011. En effet, il constitue la principale source de revenu pour 32,6% de ces ménages, la deuxième pour 37,7% des ménages et la troisième pour 32% des ménages.

Tableau 22 : Sources de revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée

Sources de revenus	Première source (modéré)	deuxième source (modéré)	troisième source (modéré)
Vente de produits agricoles	4,9	1,9	4
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	1,3	1,9	
Petit commerce	32,6	37,7	32
Travail journalier	16,2	20,8	16
Boutiquier	0,5	0,5	0
Vente de bois/paille	0,7	1	
Artisanat	5,8	11,6	20
Salarié	16,6	5,8	8
Commerçant/entrepreneur	5,6	1,4	
Transfert	3,2	9,7	4
Emprunt	0	0,5	4
Mendicité	0,4	1	
Extraction/carrière	0,2	0,5	4
Salarié retraité	4,3	1	4
Maçon	2,7	1,9	
Menuisier	1,3	1	
Boucher	0,5	0	
Autres	3,2	1,9	4
Total	100,0	100,0	100,0

3.3.7.4 Source de revenu des ménages à risque d'insécurité alimentaire

Le petit commerce constitue la principale source de revenu pour 25,30% de ménages à risque d'insécurité alimentaire et la deuxième source pour 32,60%.

Le salaire est la première source de revenu de 19% des ménages à risque d'insécurité alimentaire.

Le travail journalier est également une source de revenu importante pour cette catégorie de ménages. En effet, il constitue la première source de revenu pour 11,70% des ménages et la deuxième source de revenus pour 11,60%.

Tableau 23 : Sources de revenu des ménages à risque d'insécurité alimentaire

Source de revenu	Première source (à risque)	Deuxième source (à risque)	Troisième source (à risque)
Vente de produits agricoles	6,8	2,3	0
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	2,5	2,3	
Petit commerce	25,3	32,6	20
Travail journalier	11,7	11,6	20
Boutiquier	0,6	0	0
Vente de bois/paille	0,6	0	40
Artisanat	9,3	11,6	20
Salarié	19,1	0	
Commerçant/entrepreneur	6,8	0	0
Transfert	6,8	27,9	
Emprunt	0	0	0
Mendicité	0	2,3	
Extraction/carrière	0	0	0
Salarié retraité	2,5	2,3	0
Maçon	1,9	0	
Menuisier	0,6	0	
Boucher	0,6	0	0
Autres	4,9	7	0

3.3.7.5 Source de revenu des ménages en sécurité alimentaire

Le tableau suivant montre que 38,8% des ménages en sécurité alimentaire ont déclaré que le salaire est leur première source de revenu. Il correspond à la deuxième source de revenu pour 15,10% des ménages de cette classe.

Quant au petit commerce, il est déclaré comme deuxième source de revenu par 37,50% des ménages en sécurité alimentaire.

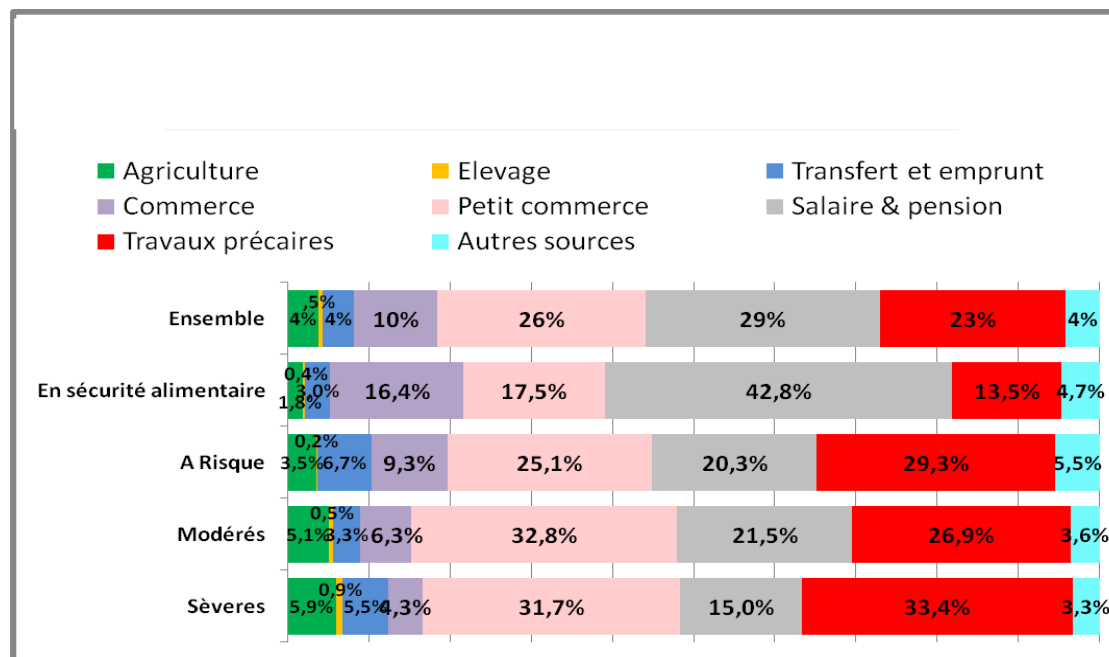
Tableau 24 : Sources de revenu des ménages en sécurité alimentaire

Source de revenu	Première source (en sécurité)	Deuxième source (en sécurité)	Troisième source (en sécurité)
Vente de produits agricoles	1,9	2,2	0
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	0,5	0,4	
Petit commerce	14,3	37,5	37,5
Travail journalier	6,8	9,5	15,6
Boutiquier	1	0	3,1
Vente de bois/paille	0,9	0	18,8
Artisanat	3,2	10,3	9,4
Salarié	38,8	15,1	
Commerçant/entrepreneur	12,8	3,4	
Transfert	3,7	6,5	12,5
Emprunt	0,1	0,4	
Mendicité	0,1	0	0
Extraction/carrière	0,8	0	
Salarié retraité	5,1	6	3,1
Maçon	2,2	1,3	0
Menuisier	1,2	0,4	
Boucher	0,8	0,4	
Autres	5,8	6,5	0
Total			

3.3.7.6 La contribution des sources de revenu dans la constitution du revenu

Le graphique suivant, montre que les travaux précaires, le petit commerce et les salaires/pension sont les sources de revenus les plus contributives au revenu total des ménages.

Les travaux précaires sont la principale source de revenu pour les ménages en insécurité alimentaire (33,4%) et à risque d'insécurité alimentaire (29,3%).

Figure 22 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages

3.3.7.7 Caractéristiques des groupes de moyens d'existence en milieu urbain

Tableau 25 : Caractéristiques des groupes de moyens d'existence en milieu urbain

Groupe des moyens d'existence	Composition	Caractéristiques
Salariés et retraités	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent du salaire de la fonction publique, du secteur privé, de la pension de retraite.	Revenus essentiellement tirés des salaires. Leurs dépenses alimentaires sont limitées ; les dépenses de communication, de cérémonies, d'habits et de soins sont élevées. Parfois aussi ils dépensent pour acquérir des biens de prestige (ordinateurs, climatiseur/Split, congélateur, micro-onde, etc.)
Petits producteurs et/ou vendeurs des produits agricoles	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent de la vente des produits agricoles vivriers ou de rente, maraichers, de l'irrigation etc.	Détiennent des champs/jardins qui leur permettent de générer l'essentiel de leurs revenus. Ils consacrent essentiellement ces revenus à l'achat d'autres produits alimentaires.
Petits éleveurs et/ou revendeurs d'animaux	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent du petit élevage, de l'embouche et de la vente des sous produits d'élevage	Détiennent quelques animaux domestiques qui leur permettent de générer l'essentiel de leurs revenus. Ils consacrent essentiellement ces revenus aux cérémonies et à l'achat des produits alimentaires.
Pratiquants du petit commerce	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent du petit commerce dans les petites boutiques, les tabliers, la boucherie	Disposent de quelques moyens sous forme d'épargne pour soutenir leurs petites activités commerciales qui leur permettent de tirer leurs revenus. Ils sont en général en ménages de grande taille et dépensent beaucoup sur l'alimentation. Leurs dépenses sur la communication sont aussi importantes et nécessaires pour soutenir leur business.

Commerçants	Ménages des commerçants et des entrepreneurs	Disposent des gros moyens et ressources pour soutenir leurs activités commerciales qui leur permettent de tirer leurs revenus très élevés. Ils dépensent énormément d'argent en communication ou pour acquérir des biens de prestige (voiture, climatiseur / split, congélateur, micro-onde, motopompe, machine à laver etc.)
Dépendants des transferts et crédits	Ménages dont les principales sources de revenu proviennent des transferts que les membres, parents, amis, connaissances envoient de l'extérieur ou qui dépendent des petits crédits.	Revenus essentiellement tirés des transferts et parfois des crédits. Leurs dépenses sont instables et couvrent surtout les produits alimentaires. Ils essaient des petits investissements sur le petit commerce et s'adonnent parfois aux travaux précaires
Dépendants des emplois précaires	Ménages dont les principales sources des revenus proviennent des activités telles que la menuiserie, les travaux dans les carrières, la vente de bois/paille/haie, l'artisanat, la maçonnerie, la mendicité, le travail journalier etc.	Revenus essentiellement tirés des travaux précaires à savoir la menuiserie, les travaux d'extraction et des carrières, la vente de bois/paille/haie, l'artisanat utilitaire, la maçonnerie, le travail journalier etc. Leurs revenus sont très précaires et la proportion de leurs dépenses alimentaires dans les dépenses globales est élevée.

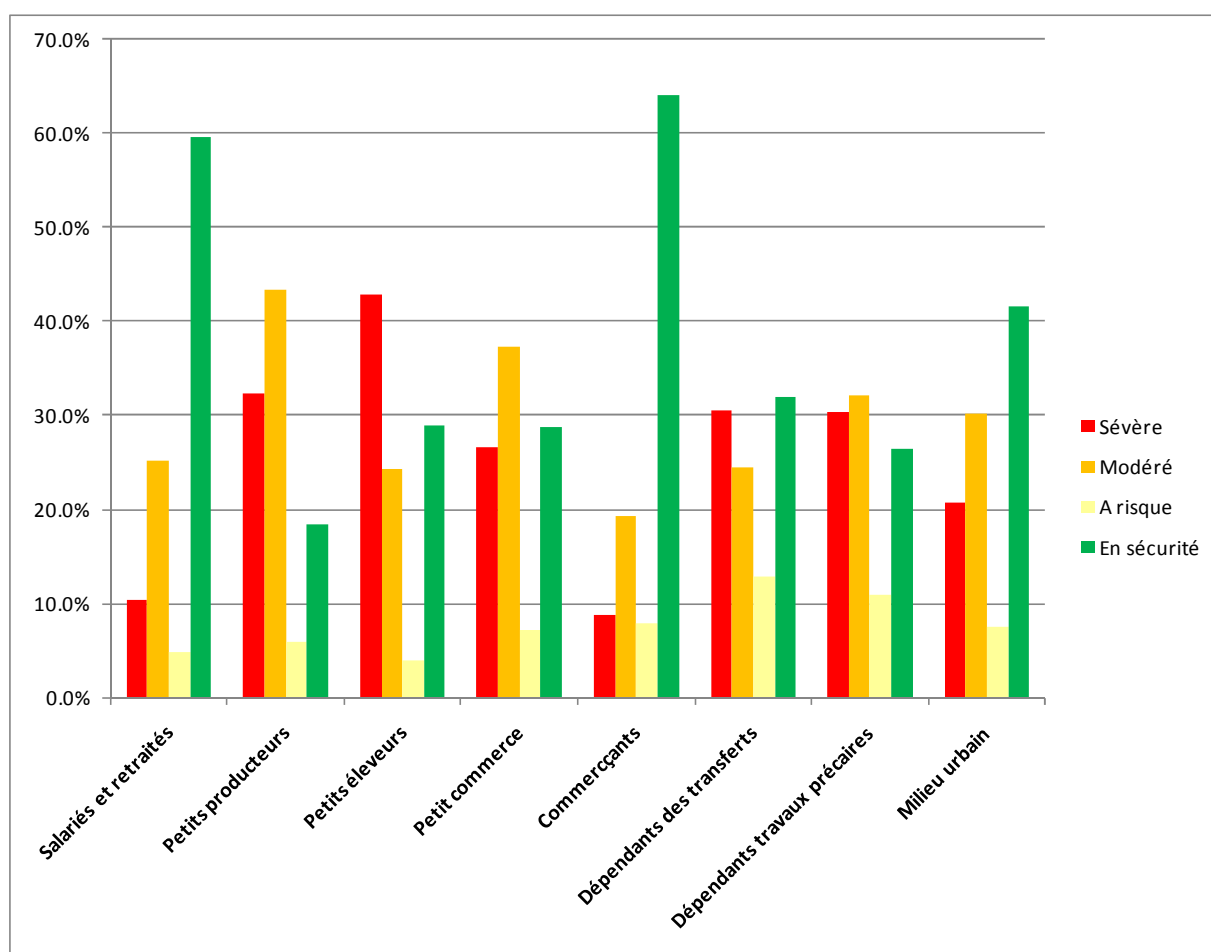
Tableau 26 : Insécurité alimentaire selon le groupe des moyens d'existence en milieu urbain

Classe d'Insécurité alimentaire	Groupe des moyens d'existence en milieu urbain							Total
	Salariés et retraités	Petits producteurs et/ou vendeur produits agricoles	Petits éleveurs et/ou revendeurs animaux	Pratiquants du petit commerce	Commerçants	Dépendants des transferts et crédits	Dépendants des emplois précaires	
Insécurité alimentaire	23.0%	5.6%	0.7%	33.1%	5.5%	3.5%	28.7%	100%
Sécurité alimentaire	43.3%	1.9%	0.3%	19.3%	14.5%	2.9%	17.8%	100%
Ensemble	33.0%	3.8%	0.5%	26.3%	9.9%	3.2%	23.3%	100%

Les résultats de l'enquête montrent que parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée, il y a plus de ménages pratiquant le petit commerce (33,1%) et les ménages dépendant des emplois précaires (28,7%) tels que menuiser, extraction carrières, vente de bois/paille/haie, artisans, maçons, travailleur journalier etc.

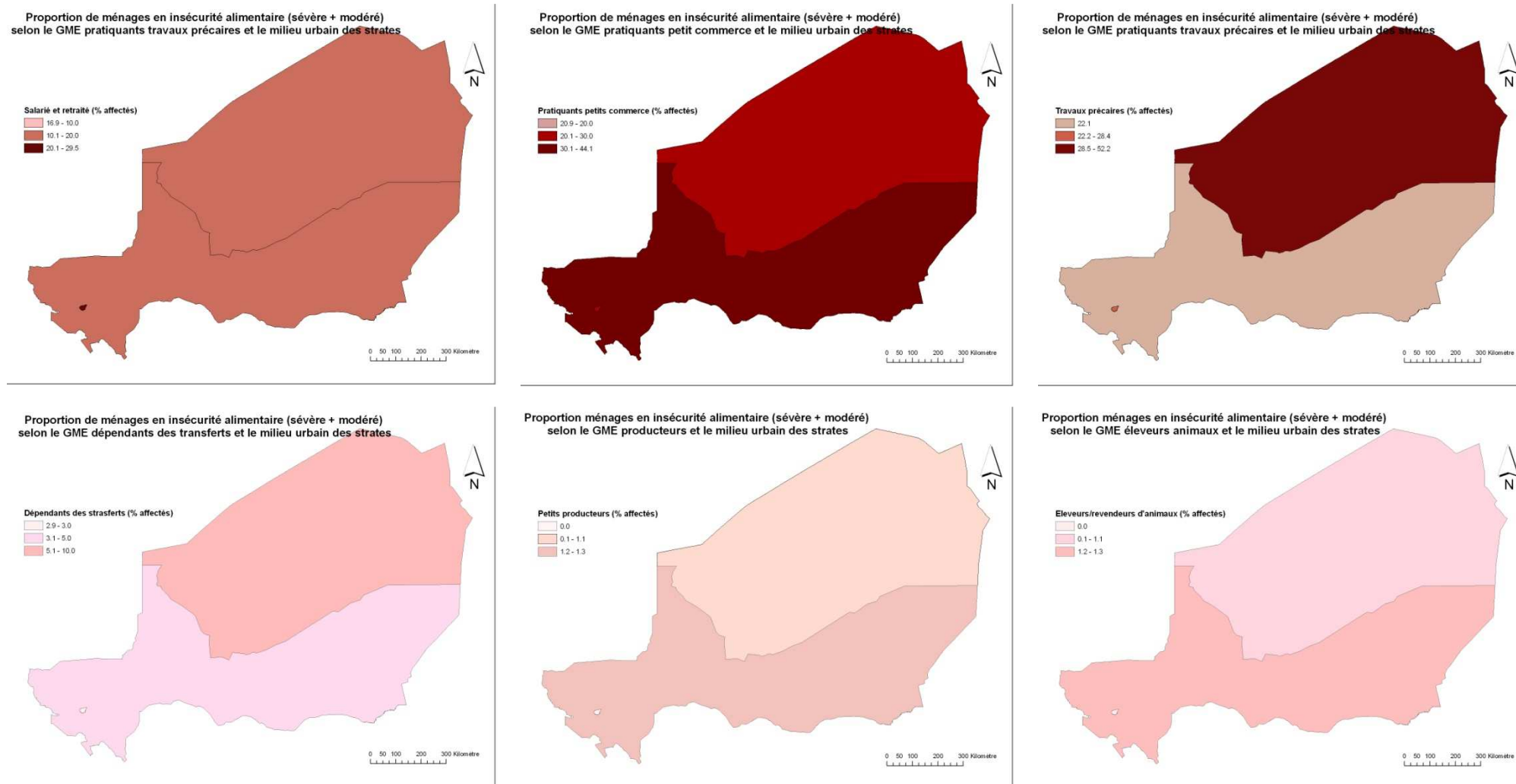
Cependant, pour toutes les classes, il apparaît, comme le montre le graphique ci-dessous, que la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère en milieu urbain est plus élevée au niveau des ménages de petits éleveurs et revendeurs des animaux ; des petits producteurs, des dépendants du transfert et des dépendants des travaux précaires. A l'opposé, les groupes des salariés et retraités ainsi que les commerçants disposent des plus fortes proportions des ménages en sécurité alimentaire.

Figure 23 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon le groupe des moyens d'existence en milieu urbain

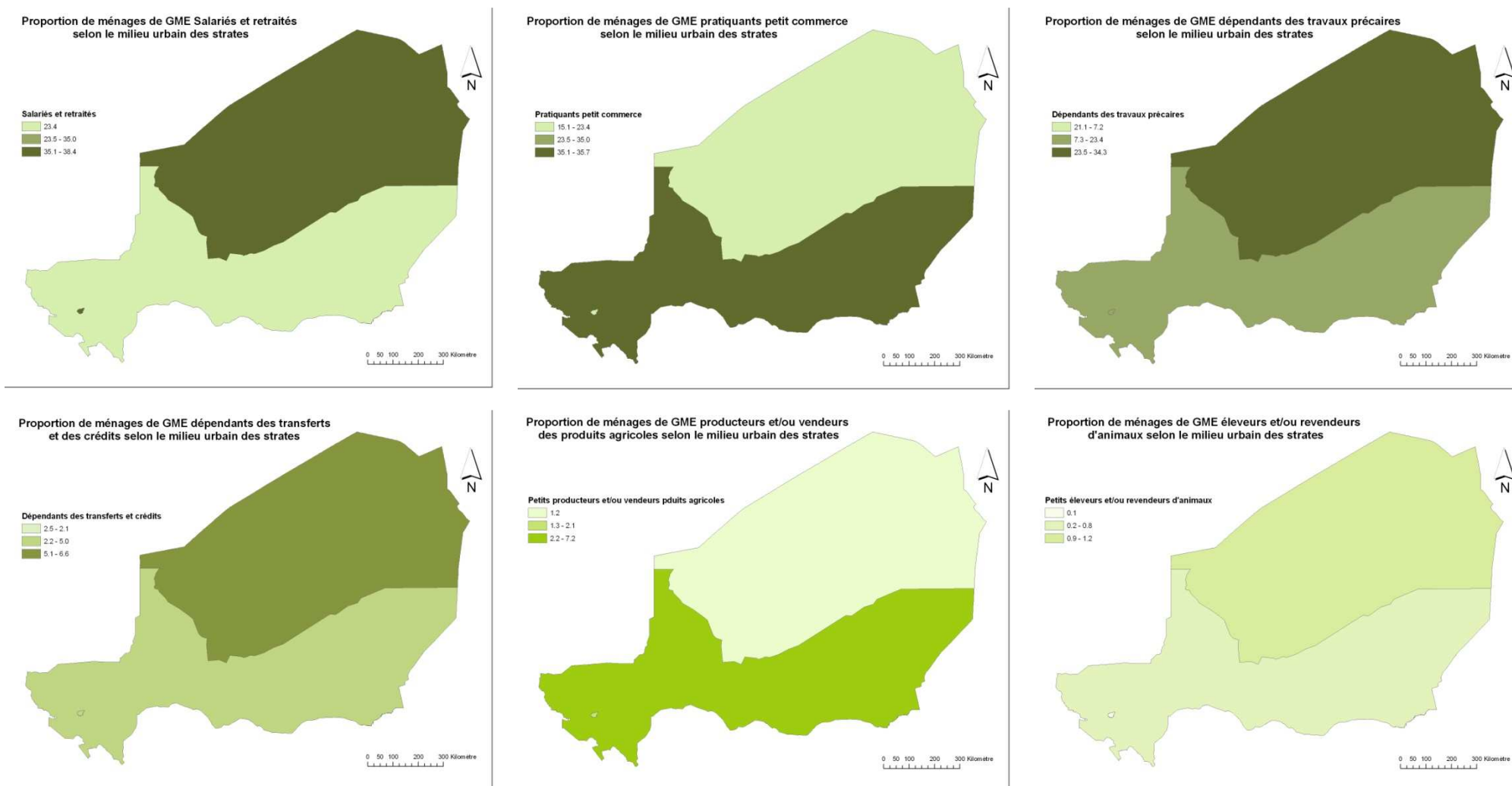


Comme le montre les cartes ci-dessous, la problématique de l'insécurité alimentaire (sévère + modéré) varie d'un centre urbain à un autre. En effet, à Agadez, l'insécurité alimentaire affecte plus les ménages dépendant des emplois précaires et des pratiquants du petit commerce alors qu'à Niamey, elle concerne plus les salariés et retraités. Dans les autres centres urbains, elle affecte plus les ménages exerçant le petit commerce.

Carte 6 : Proportion des groupes des moyens d'existence (GME) selon le centre urbain des strates



Carte 7 : Ménages en insécurité alimentaire par centre urbain selon les groupes des moyens d'existence

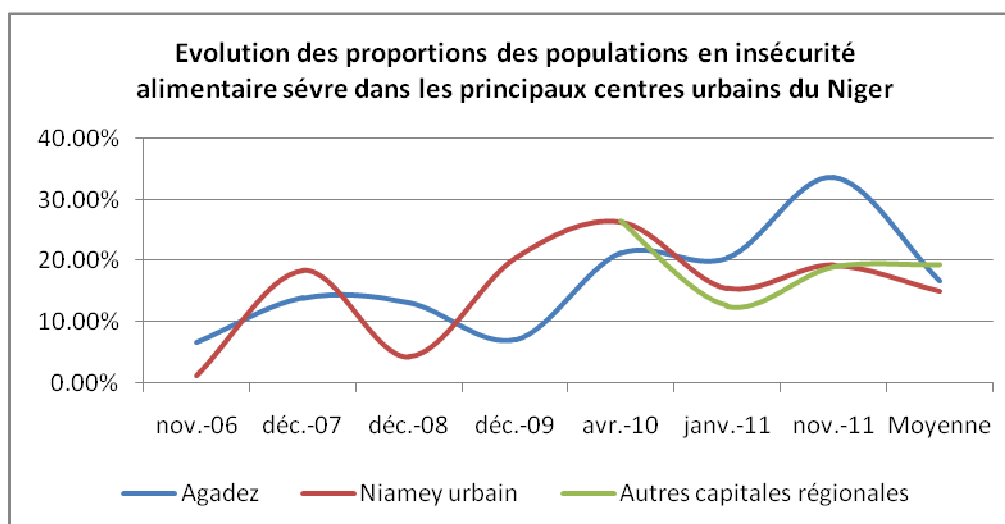


3.3.8. Localisation des ménages en insécurité alimentaire

La plus forte proportion des populations urbaines en insécurité alimentaire sévère est enregistrée dans les centres urbains de la Région d'Agadez avec 33,7%. Elle est la plus élevée enregistrée depuis 2006, comparée à tous les milieux (rural et urbain) et pour l'ensemble du pays. Les autres centres urbains de Niamey et des chefs lieux de région (Dosso, Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder) ont des proportions autour de 19%, soit l'équivalent de 3 fois la proportion nationale des populations touchées par l'insécurité alimentaire sévère qui est de 6,3%.

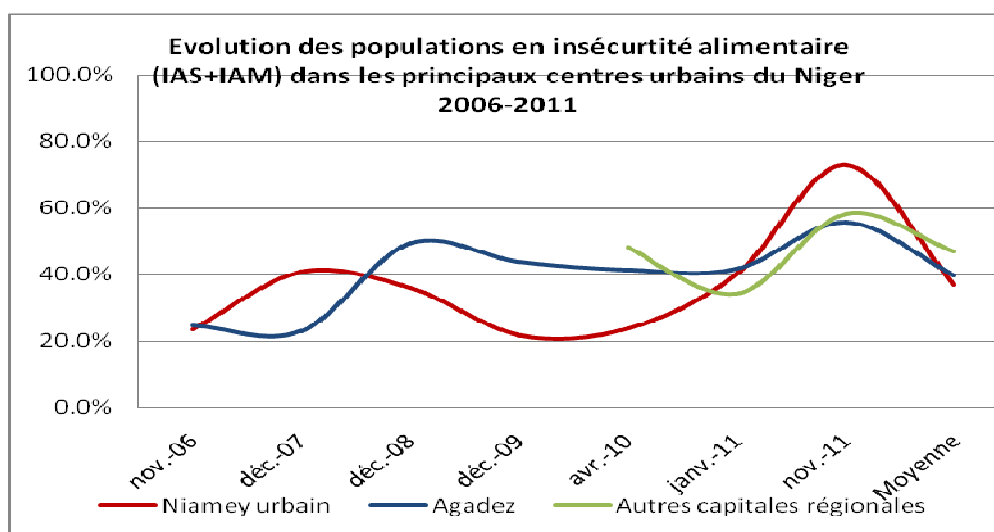
L'insécurité alimentaire sévère et modérée affecte plus les principaux centres urbains du Niger (Niamey, Agadez et les chefs lieux des régions : Dosso, Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder). L'enquête a révélé des proportions de populations en insécurité alimentaire de 73.0% à Niamey, 55,6% à Adagez et 58.2% dans les autres chefs lieux de région.

Figure 24 : Evolution des proportions des populations en insécurité alimentaire entre 2006 et - 2011



Par rapport à janvier 2011, la proportion de la population en insécurité alimentaire sévère et modéré a globalement augmenté dans tous les centres urbains de 33,1% à Niamey, 24,1% dans les autres centres urbains et 14,1% à Agadez. Ces proportions restent également nettement supérieures aux moyennes 2006-2011 dans tous les centres urbains. La situation s'est de ce fait considérablement dégradée dans les centres urbains et en particulier dans le milieu urbain de Niamey, d'Agadez et des autres centres urbains régionaux où les écarts par rapport à la moyenne 2006-2011 sont respectivement de + 33,1%, + 15,7% et + 11,7% .

Figure 25 : Evolution des populations en insécurité alimentaire dans les principaux centres urbains²



3.3.9. Les dépenses des ménages et leur structure par poste en milieu urbain

3.3.9.1 Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages

En milieu urbain, les dépenses globales mensuelles des ménages sont estimées à 165.082 Fcfa soit 809 Fcfa par personne et par jour. Ces dépenses sont plus importantes pour les ménages en sécurité alimentaire que pour les ménages en insécurité alimentaire.

Les dépenses mensuelles par personne sont estimées à 24.267 FCFA avec une variation selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et la région d'appartenance. En effet, les dépenses mensuelles par personne sont plus élevées pour les ménages en sécurité alimentaire (33.212 FCFA soit 1.107 FCFA par personne et par jour) que pour les ménages en insécurité alimentaire (15.639 FCFA soit 521 FCFA par personne et par jour).

² Les données concernant les autres centres urbains disponibles seulement sur trois enquêtes (avril 2010, janvier 2011 et novembre 2011).

Tableau 27 : Dépenses mensuelles totales par ménages urbains, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire

	Dépenses mensuelles totales (Fcfa)	Dépenses mensuelle par tête (Fcfa)	Dépenses par personne et par jour (Fcfa)
Insécurité alimentaire (sévères+modéré)	110.111	15.639	521
Sécurité alimentaire (A risque+en sécurité)	222.073	33.212	1.107
Total	165.082	24.267	809

3.3.9.2 *La structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe*

En milieu urbain comme en milieu rural, les dépenses alimentaires absorbent la part la plus importante du budget des ménages. Après les dépenses alimentaires viennent les dépenses des cérémonies et festivités et les dépenses liées à l'eau et l'électricité. La structure des dépenses totales par poste et la structure des dépenses alimentaires varient selon le niveau de l'insécurité alimentaire.

Les dépenses varient également selon le niveau de vulnérabilité des ménages. En effet, les ménages en sécurité alimentaire dépensent en moyenne sur les produits alimentaires beaucoup plus que les ménages en insécurité alimentaire.

Tableau 28: Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales

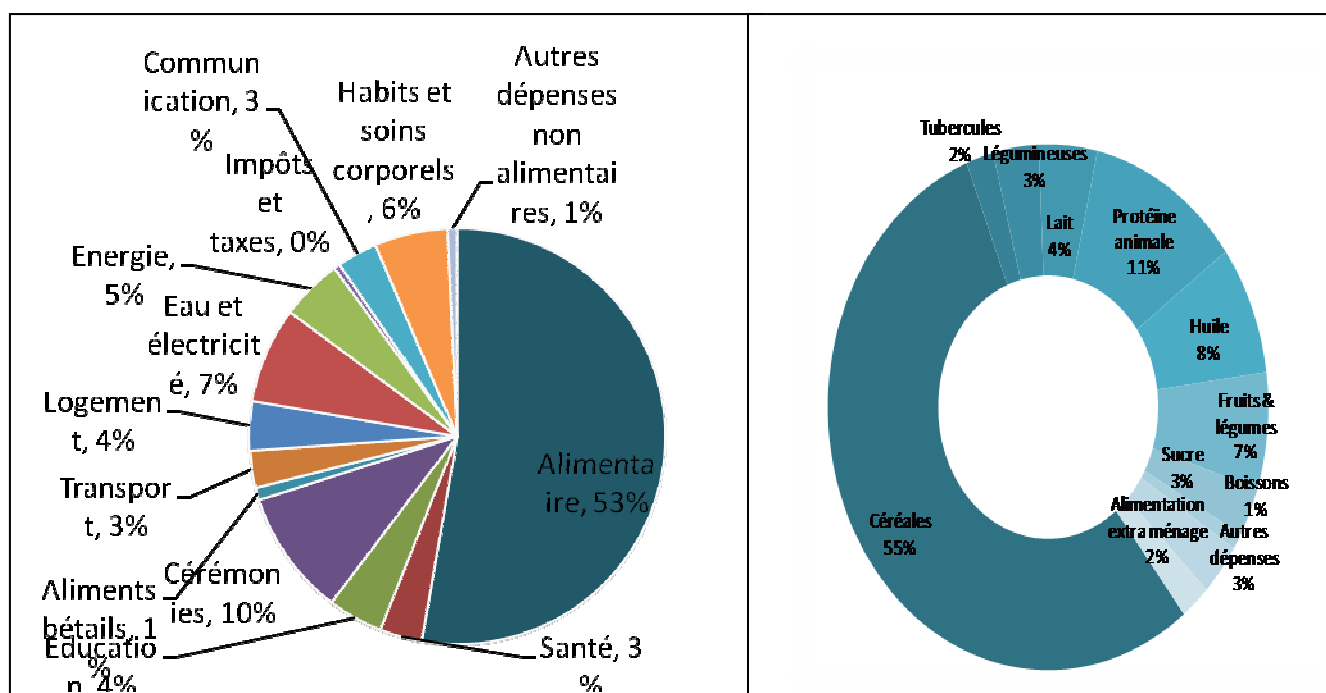
POSTES	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Alimentaire	57,1	56,0	55,8	47,6	52,7
Cérémonies	6,9	9,3	9,5	11,5	9,7
Eau et électricité	7,8	7,0	7,3	7,7	7,5
Habits et soins corporels	5,2	5,8	4,3	6,0	5,7
Energie	6,3	5,1	4,6	3,9	4,8
Education	3,1	3,6	4,4	5,3	4,3
Logement	3,5	3,2	3,1	4,6	3,8
Santé	4,7	3,1	2,8	2,8	3,3
Communication	2,2	2,8	2,9	3,9	3,1
Transport	1,6	2,4	2,8	3,9	2,9
Aliments bétails	0,9	0,8	1,3	1,1	1,0
Autres dépenses non alimentaires	0,6	0,7	0,5	0,9	0,7
Impôts et taxes	0,3	0,2	0,7	0,7	0,5

3.3.9.3 Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales et contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires

En milieu urbain, les ménages consacrent les plus fortes proportions de leurs dépenses alimentaires sur les achats des céréales, des protéines animales (viande, œufs, volailles), de l'huile et des fruits et légumes, produits soumis à des variations importantes des prix.

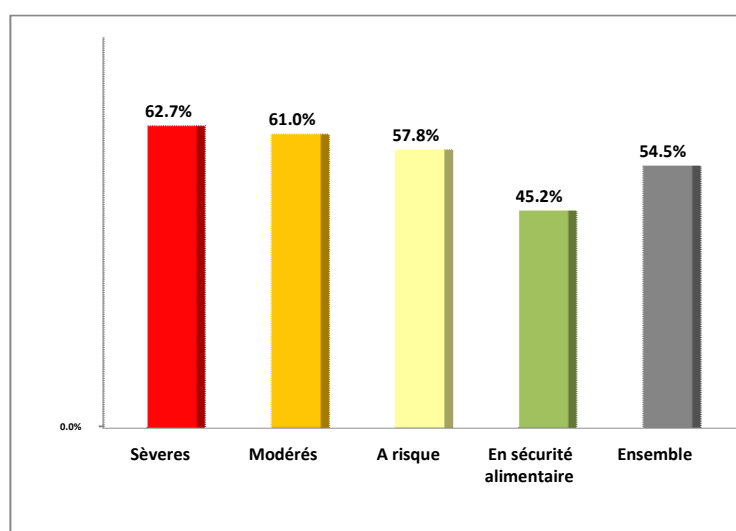
On note également une proportion non négligeable (2,2%) des dépenses alimentaires qui sont effectuées hors ménage dans les restaurants, chez le vendeur de viande etc.

Figure 26 : Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales et contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires



L'analyse montre aussi que l'insécurité alimentaire en milieu urbain est proche de la problématique de pauvreté. En effet, le graphique ci-dessous montre que les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée consacrent plus de 60% de leur budget à l'alimentation, c'est-à-dire la caractéristique des ménages pauvres dans la nomenclature universelle. Pour les ménages en sécurité alimentaire ou ceux classés « à risque » cette proportion est en deçà de 60%.

Figure 27 : Proportion des dépenses qui est consacrée à l'alimentation du ménage



IV. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES VILLAGES

L'enquête a permis une appréciation qualitative des chocs qui ont affecté les villages. Elle a également permis d'appréhender la perception de la situation alimentaire, des prix, de la situation pastorale et nutritionnelle par les populations.

4.1. LES CHOCS

L'enquête a permis de répertorier les différents chocs ayant touché les villages au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête et pendant les 3 dernières années et qui pourraient affecter leur sécurité alimentaire.

Ainsi, les résultats de l'enquête font ressortir que dans l'ensemble, plusieurs chocs ont affecté les villages aggravant ainsi leurs conditions de vie en général et la sécurité alimentaire en particulier.

Les chocs les plus récurrents, aussi bien par rapport aux 12 derniers mois précédant l'enquête que par rapport aux 3 dernières années, sont la crise alimentaire (respectivement selon 78% et 80% des villages), la hausse des prix des produits manufacturés/alimentaires (respectivement selon 60% et 62% des villages), la sécheresse (respectivement selon 54% et 53% des villages) et la baisse de revenu (selon 52% des villages).

La perte de bétail (vol, mortalité et autres) bien qu'ayant affecté seulement 3 villages sur 10 au niveau national, a beaucoup affecté, aussi bien par rapport aux 12 derniers mois précédant l'enquête que par rapport aux 3 dernières années, les villages de la région de Diffa (au moins 6 villages sur 10), des départements de Bouza (plus de 8 villages sur 10), Keita (plus de 7 villages sur 10), Loga (plus de 6 villages sur 10), et Say (plus de 6 sur 10).

Ces différents chocs, à la limite structurels, pourraient beaucoup amoindrir les capacités d'ajustement des populations. En effet, les crises alimentaires, la hausse des prix et la baisse de revenu consécutive à la perte de bétail et la fragilité des autres sources de revenu vont beaucoup aggraver l'insécurité alimentaire des villages.

Selon les zones agro-écologiques, la perte de bétail (vol, mortalité et autres) a affecté toutes les zones. Les villages de la zone pastorale désertique ont le plus souffert de cette perte avec 45% et 50% respectivement par rapport aux 12 derniers mois précédant l'enquête et par rapport aux 3 dernières années. Cette perte, conjuguée au déficit fourrager important et à l'insuffisance d'animation des

marchés à bétail, pourrait contribuer à détériorer les moyens d'existence des populations qui dépendent principalement de cette source.

4.2. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES VILLAGES

Au sortir de la mauvaise campagne agropastorale 2011, l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages en milieu rural a révélé que la situation alimentaire du mois de novembre 2011 s'est dégradée dans la majorité des villages du pays par rapport au même mois de l'année passée, soit 79% des villages enquêtés. Cette situation est plus préoccupante dans les régions de Tahoua, Tillabéri et de Zinder où les proportions des villages concernés sont supérieures à la moyenne nationale. Par contre, la situation est moins dégradée dans les régions de Diffa, Dosso, Maradi et Niamey.

A l'échelle des départements, les villages enquêtés où la situation alimentaire est dégradée, sont relativement plus importants à Diffa, Dosso, Madarounfa, Guidan Roumdji, Mayahi, Tessaoua, Abalak, Konni, Illéla, Kéita, Madaoua, Tillabéri, Fillingué, Kollo, Say, Téra, Gouré, Magaria et Tanout.

4.3. APPRECIATION QUALITATIVE DES PRIX DES CEREALES

Comparés au mois précédant l'enquête, 77% des villages estiment que les prix des céréales sur les marchés sont en hausse. Selon les régions, cette proportion est de 92% des villages enquêtés de Dosso, 90% des villages de Maradi et 82% de ceux de Niamey.

Tableau 29 : Répartition des villages selon l'évolution des prix des céréales par rapport au mois précédent l'enquête et selon les régions

Région	Q28 : Par rapport au mois passé les prix des céréales sont				Total
	En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Diffa	1,3%	4%	65%	29%	100%
Dosso	1%	-	92%	7%	100%
Maradi	3%	2%	90%	5%	100%
Tahoua	3%	1%	76%	20%	100%
Tillabéri	-	4%	68%	28%	100%
Zinder	1%	1%	66%	31%	100%
Niamey	18%	-	82%	-	100%
Ensemble	2%	2%	77%	19%	100%

Par rapport au mois de Novembre 2010, les résultats de l'enquête montrent qu'en moyenne 58% des villages enquêtés pensent que les prix des céréales sur les marchés sont en hausse. Suivant les régions, cette hausse est perçue dans 91% des

villages de la périphérie de Niamey, 63% et 62% respectivement dans ceux de Maradi et de Tahoua.

Tableau 30 : Répartition des villages suivant l'évolution de la perception des prix de céréales par rapport au même mois de l'année passée selon les régions

Région	: Par rapport au même mois de l'année passée les prix des céréales sont				Total
	En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Diffa	8%	5%	60%	27%	100%
Dosso	21%	3%	60%	17%	100%
Maradi	8%	2%	63%	27%	100%
Tahoua	13%	1%	62%	24%	100%
Tillabéri	6%	21%	56%	17%	100%
Zinder	13%	13%	34%	40%	100%
Niamey	-	9%	91%	-	100%
Ensemble	11%	7%	58%	25%	100%

4.4. APPRECIATION QUALITATIVE DES PRIX DU BETAIL

Par rapport au mois précédant l'enquête, les résultats montrent que 75% des villages enquêtés trouvent les prix du bétail en baisse. Cette baisse est beaucoup plus déclarée dans les villages enquêtés des régions de Tillabéri (91%), Niamey périphérie (82%), Tahoua (80%).

Tableau 31 : Répartition des villages selon la perception de l'évolution des prix du bétail par rapport au mois précédant l'enquête selon les régions

Région	Q31a : Par rapport au mois passé les prix du bétail sont				Total
	En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Diffa	54%	14%	28%	5%	100%
Dosso	79%	4%	15%	1%	100%
Maradi	67%	4%	27%	2%	100%
Tahoua	80%	6%	14%	-	100%
Tillabéri	91%	1%	8%	-	100%
Zinder	79%	1%	20%	-	100%
Niamey	82%	18%	-	-	100%
Ensemble	75%	5%	18%	1%	100%

Par rapport au mois de Novembre 2010, le tableau suivant fait ressort que 59% des villages enquêtés affirment que les prix du bétail sur les marchés sont en baisse. Selon les régions, cette baisse est beaucoup plus perçue dans les villages périphériques de Niamey (82%) et à Tahoua (68%).

Tableau 32 : Répartition des villages selon la perception de l'évolution des prix du bétail par rapport au même mois de l'année passée et selon les régions

Région	Q32a : Par rapport au même mois de l'année passée les prix du bétail sont				Total
	En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Diffa	43%	8%	45%	5%	100%
Dosso	56%	8%	32%	4%	100%
Maradi	58%	7%	33%	2%	100%
Tahoua	68%	3%	27%	2%	100%
Tillabéri	64%	12%	23%	1%	100%
Zinder	56%	17%	25%	3%	100%
Niamey	82%	18%	-	-	100%
Ensemble	59%	9%	30%	3%	100%

4.5. APPRECIATION QUALITATIVE SUR LA DISPONIBILITE ET LES NIVEAUX DES PRIX DES ALIMENTS POUR BETAIL

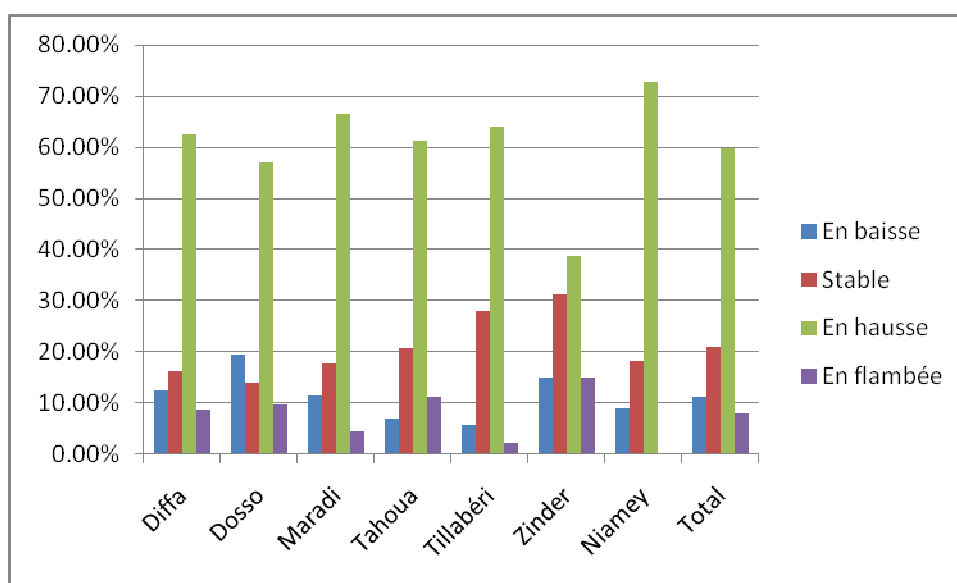
Il ressort du tableau ci-dessous que 66,9% des villages enquêtés déclarent une baisse des quantités des aliments pour bétail par rapport au mois précédant l'enquête. Les plus fortes proportions des villages ayant fait ce constat sont dans les régions de : Niamey périphérie (72,7%), Tillabéri (72,2%) et Zinder (70,1%).

Tableau 33 : Répartition des villages selon la perception des quantités et prix des aliments pour bétail

REGION	La quantité des aliments pour bétail sur marché par rapport au mois précédant l'enquête			Les prix des aliments pour bétail par rapport au mois précédant l'enquête			
	En baisse	Stable	En hausse	En baisse	Stable	En hausse	En flambée
Diffa	64,60%	10,10%	25,30%	13,80%	21,30%	60,00%	5,00%
Dosso	63,60%	13,70%	22,70%	5,60%	9,70%	79,20%	5,60%
Maradi	65,50%	8,80%	25,70%	9,70%	22,10%	65,50%	2,70%
Tahoua	65,50%	10,30%	24,10%	10,30%	18,10%	69,00%	2,60%
Tillabéri	72,20%	4,50%	23,40%	4,70%	20,90%	66,30%	8,10%
Zinder	70,10%	6,00%	23,90%	13,40%	11,90%	65,70%	9,00%
Niamey	72,70%	27,30%	0,00%	9,10%	18,20%	72,70%	0,00%
Total	66,90%	9,40%	23,80%	9,50%	18,00%	67,50%	5,00%

La proportion des villages ayant affirmé une hausse des prix des aliments pour bétail est beaucoup plus marquée à Niamey (les villages périphériques) et à Maradi par rapport au même mois de l'année passée.

Figure 28 : la répartition des villages selon la perception sur les niveaux des prix des aliments pour bétail par rapport au même mois de l'année passée



4.6. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE MOINS DE 5ANS

Les résultats de l'enquête au niveau village font ressortir que 92% des villages enquêtés ont reconnu avoir des enfants malnutris contre 89% en janvier 2011. Ils montrent également que seul un village sur dix est épargnée par cette situation. Les régions les plus touchées dont les proportions dépassent la moyenne nationale sont : Maradi, Zinder, Tahoua et Tillabéri avec respectivement 98%, 97%, 96%, 94% de villages.

L'analyse montre dans l'ensemble que le nombre d'enfants malnutris a globalement augmenté dans 61% des villages par rapport au mois précédant l'enquête. Dans 21% des villages, le nombre d'enfants malnutris a été jugé stable et a diminué dans 19% des villages. Le nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans des villages de la périphérie de Niamey, s'est nettement amélioré en passant de 100% de villages l'ayant déclaré en Janvier 2011 à 64% en novembre 2011.

Ainsi, les résultats de l'enquête village montrent que la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans reste toujours une préoccupation dans toutes les régions, surtout dans celles de Tillabéri et de Tahoua. En effet, le nombre d'enfants malnutris dans ces deux régions est en augmentation respectivement dans 89% et 64% des villages. En outre, il a été constaté une diminution du nombre d'enfants malnutris dans 32% des villages de Dosso.

Dans les villages périphériques de Niamey, 43% de ces villages ont déclaré que le nombre d'enfants malnutris est stable par rapport au mois précédant l'enquête.

Tableau 34 : Répartition des villages selon la perception de la malnutrition des enfants de moins de 5ans

Région	Présence d'enfants malnutris de moins de 5 ans	Etat de malnutrition par rapport au mois précédant l'enquête			Etat de malnutrition par rapport à la même période de l'année précédente		
		En augmentation	Stable	En diminution	En augmentation	Stable	En Diminution
Diffa	79%	48%	32%	19%	63%	17%	20%
Dosso	88%	37%	32%	32%	35%	22%	43%
Maradi	98%	60%	14%	27%	66%	6%	28%
Tahoua	96%	64%	20%	16%	64%	12%	24%
Tillabéri	94%	89%	9%	3%	71%	21%	8%
Zinder	97%	61%	23%	16%	69%	12%	19%
Niamey	64%	43%	43%	14%	67%	33%	0%
Total	92%	61%	21%	19%	63%	14%	23%

4.7. PERCEPTION DE LA FREQUENTATION DES CENTRES DE RECUPERATION NUTRITIONNELLE PAR LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS PAR REGION

Dans l'ensemble des villages la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle est bien perçue. En effet, 89,2% des villages ont déclaré que les enfants malnutris fréquentent les centres de récupération nutritionnelle. Cette fréquentation est beaucoup plus marquée dans les régions de Maradi et de Zinder avec respectivement 97,3% et 94,4% de villages.

Tableau 35 : perception de la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants de moins de 5 ans par région.

REGION	Les enfants malnutris fréquentent-ils des centres de récupération		Le pourcentage de fréquentation de centre de récupération par les enfants malnutris			
	OUI	NON	Tous les enfants malnutris	La majorité des enfants malnutris	Quelques enfants malnutris seulement	Très peu d'enfants malnutris
Diffa	79,5%	20,5%	35,1%	43,9%	10,5%	10,5%
Dosso	87,3%	12,7%	54,8%	32,3%	6,5%	6,5%
Maradi	97,3%	2,7%	50,0%	32,7%	16,4%	,9%
Tahoua	91,2%	8,8%	36,5%	39,4%	16,3%	7,7%
Tilabéri	84,5%	15,5%	62,1%	27,3%	1,5%	9,1%
Zinder	94,4%	5,6%	69,1%	13,2%	14,7%	2,9%
Niamey	63,6%	36,4%	57,1%	28,6%	,0%	14,3%
Total	89,2%	10,8%	50,4%	31,9%	11,8%	5,9%

Les villages dont la situation nutritionnelle des enfants de mois de 5 ans s'est dégradée, représentent globalement 42,9%.

Tableau 36 : l'appréciation de la situation nutritionnelle des enfants de mois de 5 ans par rapport au mois passe

REGION	Situation par rapport au mois précédant l'enquête			
	Améliorée	Stable	Dégradée	Beaucoup dégradée
Diffa	33,3%	41,3%	21,3%	4,0%
Dosso	31,4%	45,7%	22,9%	,0%
Maradi	41,4%	16,4%	42,3%	,0%
Tahoua	22,8%	25,4%	47,4%	4,4%
Tillabéri	13,3%	9,6%	73,5%	3,6%
Zinder	18,3%	32,4%	47,9%	1,4%
Niamey	27,3%	54,5%	18,2%	,0%
Total	27,2%	27,6%	42,9%	2,2%

4.8. LA TRANSHUMANCE

Les résultats de l'enquête révèlent que 34% des villages enquêtés affirment que les mouvements extraterritoriaux du bétail sont en baisse par rapport au même mois de l'année passée. Cette situation est beaucoup plus perçue dans les villages enquêtés des régions de : Maradi (45,1%), Zinder (44,6%), Tillabéri (35,5%) et Tahoua (31,5%)

Tableau 37 : Répartition des villages selon la perception du nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale par rapport au même mois de l'année passée

	Appréciation des départs en transhumance extraterritoriale		
REGION	En baisse	Identique	En hausse
Diffa	23,4%	16,9%	59,7%
Dosso	22,1%	52,9%	24,9%
Maradi	45,1%	30,1%	24,8%
Tahoua	31,5%	19,8%	48,6%
Tillabéri	35,5%	32,9%	31,6%
Zinder	44,6%	21,5%	33,8%
Niamey	0,0%	50,0%	50,0%
Total	34,0%	28,8%	37,3%

V. PERSPECTIVES DE LA SITUATION ALIMENTAIRE

Selon les résultats de l'enquête, les populations rurales en insécurité alimentaire sévère disposent de moins d'un mois de stock alimentaire en moyenne. Celles en insécurité alimentaire modéré disposent en moyenne de 1 mois et demi. De même, en moyenne 78.3% des revenus des ménages sont consacrés aux dépenses alimentaires. C'est dire que l'évolution de la situation alimentaire dépendra des conditions d'accessibilité aux produits alimentaires sur les marchés. Les marchés vont jouer un rôle important pour les populations vulnérables dans la recherche de leur sécurité alimentaire.

Selon les prévisions des systèmes d'information sur les marchés agricoles et à bétail du Niger, on pourrait s'attendre à une hausse des prix des céréales sèches due à une diminution de l'offre locale. En effet, depuis le début du mois d'octobre, le SIMA a relevé une augmentation hebdomadaire moyenne du prix du mil de +3%.

Plusieurs autres facteurs d'origines diverses montrent que le risque de détérioration de l'insécurité alimentaire est élevé. Aux tendances observées sur les prix des céréales de base, on peut citer les risques de perturbation des circuits d'approvisionnement dans le bassin commercial Est du fait de l'insécurité civile, la hausse des prix du carburant à la pompe au Nigeria, etc.

Ce sont tous ces facteurs qui ont guidé l'élaboration du présent modèle de projection à court terme, modèle qui se substitue à la réalisation d'une autre enquête ménages au début de la période de soudure.

5.1. HYPOTHESES DE BASE

Les hypothèses sont basées sur les facteurs aggravants de l'insécurité alimentaire. Le principal facteur reste le fonctionnement des marchés. Il est évident que les perspectives alimentaires dans les prochains mois dépendront essentiellement de l'évolution des prix des denrées alimentaires sur les marchés. Une poursuite de la hausse des prix limiterait l'accès des ménages ruraux surtout en insécurité alimentaire sévère et modérée à la nourriture au moment où les stocks domestiques seraient épuisés. La période de soudure risquerait dans ce cas d'être particulièrement difficile avec des conséquences néfastes sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans. Les ménages vivant en milieu urbain disposent d'une résilience leur permettant de s'ajuster.

Rappelons que la méthodologie adoptée pour l'estimation des populations en insécurité alimentaire en milieu rural est basée sur une analyse multidimensionnelle avec 5 indicateurs reflétant les 3 piliers de la sécurité alimentaire. Ces indicateurs sont :

- Le score de consommation alimentaire (qui mesure l'accès et l'utilisation) ;

- La proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales (qui mesure l'accès) ;
- La durée des stocks (qui mesure la disponibilité à l'échelle du ménage et l'accès) ;
- Le nombre de bétails possédés exprimé en UBT (qui mesure l'accès) ;
- L'indice de stratégie d'adaptation (qui mesure l'accès)

L'analyse des résultats montre que le score de consommation des ménages est globalement bon et est en grande partie composée des céréales pour toutes les catégories de ménage (55,4% ont une consommation acceptable). De même tous les ménages ont une proportion des dépenses alimentaires dans les dépenses globales au dessus de 70%. Ainsi ces 2 indicateurs ne peuvent fournir davantage des indications sur l'évolution de la situation à l'échelle ménage.

C'est la combinaison des 3 autres indicateurs qui a servi de base pour les projections dont la première jusqu'en Janvier 2012 et la second jusqu'en fin Avril 2012.

5.2. PROJECTION EN JANVIER 2012

D'après les résultats en Novembre 2011, 82% des ménages sévèrement en insécurité alimentaire, 24,2% des ménages modérément en insécurité alimentaire, 22,2% des ménages classés « à risque » se comportent déjà comme en Avril 2010 ; c'est-à-dire comme s'ils étaient en période de soudure de l'année de crise alimentaire 2010. Le modèle combine donc cet indice élevé des stratégies d'adaptation (CSI supérieur à 14) avec la durée de couverture des besoins alimentaires d'au plus 2 mois pour évaluer la situation jusqu'en fin Janvier.

5.3. PROJECTION EN AVRIL 2012

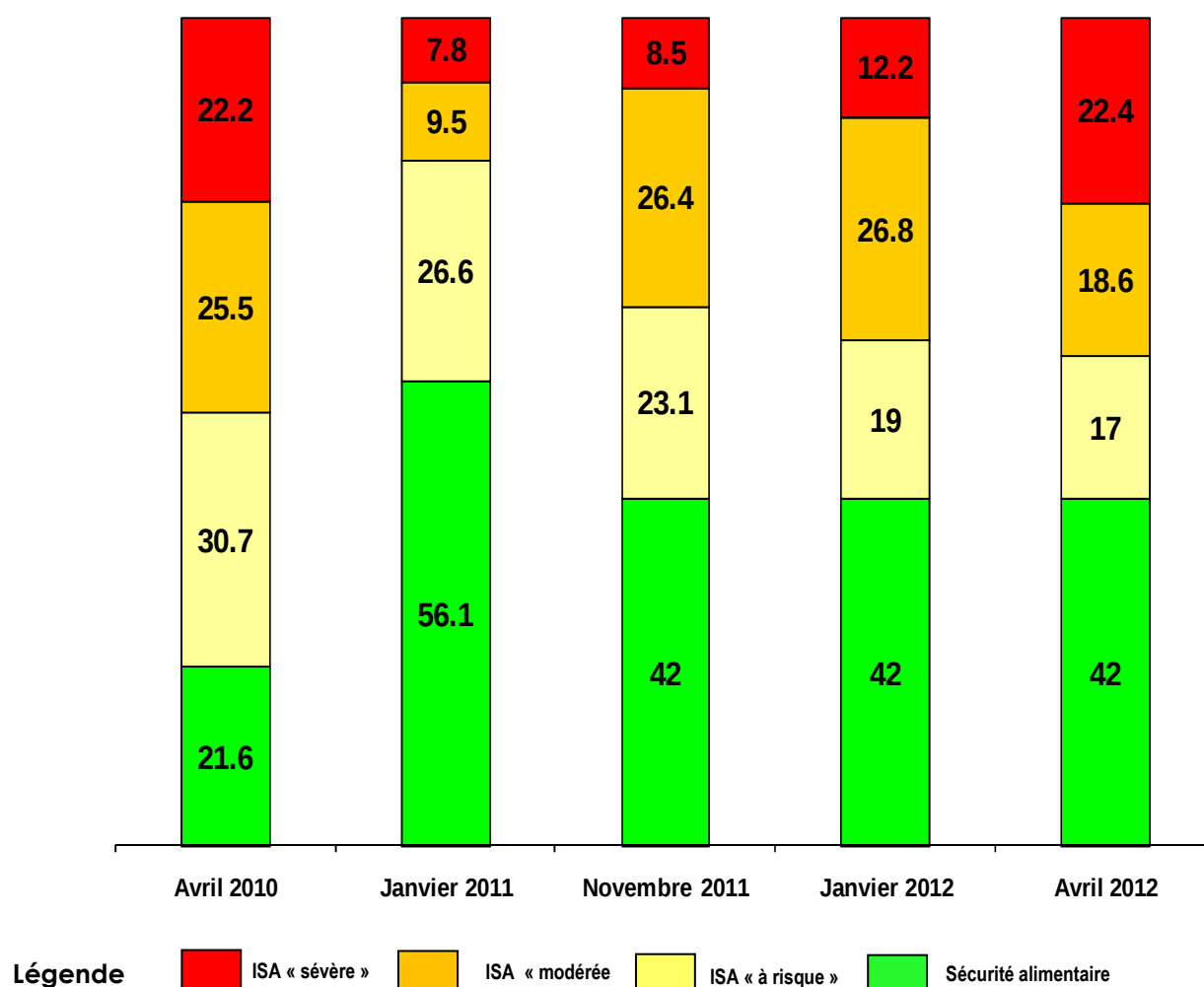
A partir de la situation de Janvier ainsi obtenue, on émet un certain nombre d'hypothèses complémentaires à savoir :

- Il est peu probable que la situation des ménages s'améliore de la période post récolte à la période de soudure ;
- L'assistance alimentaire apportée à travers le plan de soutien préliminaire couvre au moins un mois de besoins effectif malgré le phénomène de partage observé ;
- Les ménages utilisent une partie de leurs UBT comme marge de manœuvre pour éviter qu'ils n'atteignent leur seuil de survie ;
- les capacités d'ajustement (de résilience) des ménages sont estimées à travers les contributions des sources extra agricoles de revenu à savoir le petit commerce, le commerçant/entrepreneur, le salaire, les travaux journaliers, les travaux d'extraction/carrière, la mendicité, la vente de bois/paille, l'artisanat utilitaire, les transferts monétaires, le recours à l'emprunt et les autres sources.

- Les ménages vivant en milieu urbain disposent d'une résilience leur permettant de s'ajuster. On se focalise sur la projection des données du milieu rural seulement.

Le modèle combine donc la durée du stock des ménages, la possession de bétail (UBT) et les autres possibilités d'ajustement pour évaluer la situation jusqu'en fin Avril 2012. La synthèse des résultats est présentée à travers le graphique ci-dessous.

Figure 29 : Comparaison de la prévalence d'insécurité alimentaire entre la situation observée en Novembre 2011, les projections et l'évaluation durant la crise 2010 au Niger (en % de ménages)



On constate que la situation de l'insécurité alimentaire (sévère + modéré) projetée en Janvier 2012 est synonyme d'une détérioration par rapport à l'année 2011. Mais c'est surtout la situation attendue en Avril 2012 qui s'apparente au pic de la crise 2010. En effet il est attendu en Avril 2012, 22,4% de ménages sévères (soit 3.505.794 de personnes) et 18,6% de ménages modérés (soit 2.916.140) c'est-à-dire 6.421.934 de la population en insécurité alimentaire contre 5.458.871 en Novembre 2011.

CONCLUSION

Les résultats de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural et urbain montrent que 1.324.435 personnes représentant 8,5 % de la population sont en insécurité alimentaire sévère et 4.134.436, soit 26,4 % sont en insécurité alimentaire modérée. Ainsi, au total 5.458.871 personnes sont en insécurité alimentaire (sévere + modérée) au Niger en novembre 2011.

Il ressort une dégradation de la situation alimentaire par rapport à janvier 2011. On note ainsi :

- une légère augmentation de la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère qui passe de 7,8% en janvier 2011 à 8,5% en novembre 2011 ;
- Une forte augmentation de la proportion de ménages en insécurité alimentaire modéré qui passe de 9,5% en janvier 2011 à 26,4% en novembre 2011.

Selon le milieu, l'enquête montre que :

- en milieu rural, 4.268.505 personnes (32 % de la population rurale) sont en insécurité alimentaire dont 838.476 (6,3 %) personnes en insécurité alimentaire sévère et 3.430.029 (25,8%) en insécurité alimentaire modéré.
- en milieu urbain, 50,9% de la population sont insécurité alimentaire dont 20,8% de la population en insécurité alimentaire sévère (485.959 personnes), et 30,1%, en insécurité alimentaire modérée (704.407 personnes).

Suivant les régions, l'insécurité alimentaire sévère touche beaucoup plus les régions de Tahoua (8,6%), Tillabéri (8,5%), Maradi (6,7%) et la périphérie de Niamey (7,3%). Les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire (sévere + modéré) sont : Zinder (35,8%), Tillabéri (35,2%), Diffa (34,1%) et Tahoua (33,8%).

A l'échelle des départements, l'insécurité alimentaire sévère est plus observée à Illéla (15,5%), Bouza (13,6%), Ouallam (13,1%), Mayahi (11,5%), Keita (10,6%), Tahoua (9,9%), Filingué (9,6%), Loga (9,5%), Tessaoua (9,0%), Mainé-soroa (8,8%), Téra (8,7%), Kollo (8,3%), Tillabéri (8,3%), la périphérie de Niamey (7,3%), Gouré (7,2%) et Aguié (6,6%).

Les proportions de ménages en insécurité alimentaire (sévere + modérée) les plus élevées sont relevées à Tanout (57,0%), Bouza (47,3%), Loga (43,9%), Magaria (42,7%), Téra (41,1%), Filingué (40,8%), Ouallam (40,6%), Keita (40,6%), Kollo (40,5%), Mayahi (39,9%), Illéla (38,9%), Mainé-soroa (38,1%), Tahoua (36,8%), Tessaoua (36,6%), Abalak (35,0%), Diffa (34,6%) et Dosso (32,6%).

L'insécurité alimentaire sévère affecte plus les ménages dirigés par des femmes, des divorcés, de veufs/veuves ou qui dépendent des sources de revenu précaires telles que la vente de bois ou de paille, le travail journalier, l'artisanat.

Les disponibilités alimentaires des ménages sont très faibles. Elles sont estimées en moyenne à 2,7 mois. Environ 89,0% de ménages ne peuvent pas couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes de 2012. Les stocks des ménages en insécurité alimentaire sévère couvrent en moyenne 0,7 mois de consommation contre 1,5 mois pour les ménages en insécurité alimentaire modérée.

Aussi, 70 % des ménages ruraux ne disposent pas de stocks de semences pour la prochaine campagne agricole.

En moyenne 78,3% des revenus des ménages sont consacrés aux dépenses alimentaires dont 68,5% affectés aux céréales.

Notons que 21% des ménages ont une alimentation pauvre. Cette proportion est plus importante chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (60,5%) et modéré (41,5%). En outre, l'enquête révèle une alimentation non diversifiée chez les enfants surtout en milieu rural (92%).

Enfin, les crises sociopolitiques intervenues en Libye, en Côte d'Ivoire et au Nigeria ont occasionné des retours massifs des migrants au Niger. Selon les résultats de l'enquête, toutes les régions sont touchées à des degrés divers. Les proportions des ménages ayant enregistré un ou des migrants rapatriés sont plus importantes dans les départements de Tchintabaraden (23,7%), Tahoua (19,8%), Illéla (16,9%), Abalak (15,8%), Tanout (12,8%), Gouré (9,5%), Keita (7,9%), Filingué (6,5%), Madarounfa (6,1%), N'Guigmi (6,1%), Dosso (5,9%), Boboye (5,9%) et N'Konni (4,8%). Ceci constitue une pression supplémentaire sur les stocks alimentaires des ménages et une perte énorme sur le plan socio-économique.

Pour juguler les difficultés alimentaires, les populations ont déjà commencé à développer certaines stratégies de survie dont entre autres : l'emprunt des vivres auprès des parents, amis et voisins, demander de la nourriture pour les enfants, la diminution de la ration journalière pour les adultes au profit des enfants et la diminution du nombre de repas pris par jour. Ces stratégies sont développées par 57,6% des ménages.

Pour faire face à cette situation d'insécurité alimentaire, le Gouvernement et ses partenaires doivent mettre un accent particulier sur les départements à fortes proportions de ménages en insécurité alimentaire surtout sévère et modéré dans la mise en œuvre du plan de soutien et des programmes d'urgence.

Des dispositions doivent également être prises pour appuyer en semences améliorées d'urgence les ménages n'en disposant pas.

La cellule de Coordination du Système d'Alerte précoce a déjà démarré le suivi mensuel rapproché de la situation alimentaire afin de mettre à la disposition du Gouvernement et ses partenaires les informations sur l'évolution de la situation.

ANNEXES

Tableau 38: Dépenses par poste dans les dépenses globales selon la classe d'insécurité alimentaire en milieu rural

POSTES	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Alimentaire	80,7	79,8	78,7	76,8	78,3
Non alimentaire courantes	6,9	7,5	7,7	8,1	7,8
Santé	2,3	2,4	2,4	2,2	2,3
Education	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6
Cérémonies et festivités	4,9	5,3	5,8	6,0	5,7
Intrants agricoles	1,0	1,2	1,3	1,9	1,5
Transport	1,4	0,9	1,1	1,2	1,1
Logement	,9	1,0	1,0	1,5	1,2
Dettes et employés	1,2	1,3	1,2	1,6	1,4
Autres	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1

Tableau 39 : Part des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires en milieu rural

Alimentaire	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Céréales	76,0	72,7	69,9	63,8	68,5
Tubercules et racines	3,6	3,5	3,7	4,0	3,8
Légumineuses	5,7	6,1	6,2	6,8	6,4
Fruits et légumes	4,5	4,6	4,8	5,4	5,0
Protéine animale	2,6	3,7	5,0	7,7	5,6
Sucre, miel	3,4	3,7	3,8	3,8	3,8
Huile	2,8	3,6	3,7	4,0	3,8
Lait et produits laitiers	1,3	2,1	2,9	4,5	3,2

Tableau 40 : Dépenses mensuelles totales par ménages ruraux, par personne et par jour selon les régions en milieu rural

Région	Dépenses mensuelles totales	Dépenses mensuelle par tête (Fcfa)	Dépenses par personne et par jour
Diffa	75.867	11.124	371
Dosso	85.907	9.567	319
Maradi	69.499	8.376	279
Tahoua	75.384	10.002	333
Tillabéri	86.062	9.530	318
Zinder	67.605	9.784	326
Niamey périphérie	139.248	15.259	509
Total	76.273	9.499	317

Tableau 41 : Répartition des ménages selon la source de revenu en milieu rural

Région	Agriculture	Elevage	Transfert et emprunt	Commerce et emploi	Travaux précaires	Autres sources (taxi moto, autres formes de transfert etc.)
Diffa	40.9	24.6	1.5	20.0	9.8	3.1
Dosso	25.7	12.9	19.7	20.7	18.3	2.8
Maradi	36.5	10.2	3.5	24.7	20.4	4.6
Tahoua	40.0	7.8	16.7	16.4	15.4	2.0
Tillabéri	27.9	12.1	13.6	16.0	24.5	5.7
Zinder	41.3	11.6	3.8	18.8	17.8	6.3
Niamey périphérie	58.9	1.7	1.2	16.9	12.9	7.4
Total	35.1	11.4	10.5	19.4	18.9	4.3

Tableau 42 : Contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires en milieu urbain

Alimentaire	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Céréales	62,7	61,0	57,8	45,2	54,5
Protéine animale	5,7	8,9	10,6	15,9	11,3
Huile	9,2	7,5	8,0	7,7	8,0
Fruits & légumes	4,9	6,1	5,8	9,4	7,2
Lait	2,6	2,6	4,7	6,2	4,3
Légumineuses	4,1	4,0	3,3	2,5	3,3
Autres dépenses	3,2	2,8	1,5	3,8	3,2
Sucre	3,3	2,6	3,6	3,0	3,0
Alimentation extra ménage	1,7	2,4	1,7	2,4	2,2
Tubercules	2,1	1,5	2,2	2,3	2,0
Boissons	0,5	0,5	0,8	1,6	1,0

Tableau 43 : Montant annuel moyen du transfert monétaire reçu selon la classe de vulnérabilité en milieu rural

Classe d'insécurité alimentaire finale	Approximativement, quel a été le montant des transferts
Sévère	73 120
Modéré	69 996
A risque	90 747
En sécurité	111 383
Ensemble	91 085

Tableau 44 : Dépenses mensuelles totales par ménages urbains, par personne et par jour selon les strates des régions

Strate	Dépenses totales mensuelles	Dépenses totales mensuelles par tête	Dépenses totales par tête et par jour
Agadez	180.688	26.705	890
Diffa-Dosso-Maradi-Tahoua-Tillabéri-Zinder	125.413	16.628	554
Niamey	187.416	28.682	956
Total	165.082	24.267	809

Tableau 45 : Dépenses alimentaires mensuelles par ménages urbains, par personne et par jour selon les strates des régions

Strate	Dépenses alimentaires mensuelles	Dépenses alimentaires mensuelles par tête	Dépenses alimentaires par tête et par jour
Agadez	101.788	13.878	463
Diffa-Dosso-Maradi-Tahoua-Tillabéri-Zinder	66.416	8.379	279
Niamey	80.177	11.640	388
Total	77.731	10.747	358

Tableau 46 : Dépenses alimentaires mensuelles par ménages urbains, par personne et par jour selon le niveau de vulnérabilité

	Dépenses alimentaires mensuelle (Fcfa)	Dépenses alimentaires mensuelle par tête (Fcfa)	Dépenses alimentaires par tête et par jour (Fcfa)
Insécurité alimentaire (sévéres+modéré)	57.956	7.779	259
Sécurité alimentaire (A risque+en sécurité)	98.233	13.824	461
Total	77.731	10.747	358

Tableau 47: Dépenses alimentaires mensuelles et par personne selon les groupes des moyens d'existence

Groupe de moyens d'existence	Dépenses mensuelles alimentaires	Dépenses alimentaire par personne et par mois
Agriculteurs	55.045	6.996
Agro-pasteurs	66.727	7.639
Eleveurs	58.920	8.858
Migrants ou dépendant des transferts	63.356	6.979
Commerçants	67.039	8.592
Dépendants du travail non salarié	49.658	6.756
Total	58.654	7.362

Tableau 48 : Répartition des ménages selon la durée des stocks et selon la classe d'insécurité alimentaire en milieu rural

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
Diffa	Sévère	75,6%	24,4%					100%
	Modéré	63,9%	31,2%	4,9%				100%
	A risque	34,1%	16,7%	25,4%	10,2%	13,7%		100%
	En sécurité	13,6%	21,3%	17,4%	6,9%	4,6%	36,1%	100%
	Ensemble	36,2%	23,4%	14,6%	5,2%	5,0%	15,6%	100%
Mainé-soroca	Sévère	71,9%	28,1%					100%
	Modéré	81,4%	18,0%	0,7%				100%
	A risque	76,0%	16,8%	6,4%	0,9%			100%
	En sécurité	68,7%	21,2%	4,4%	1,0%	3,0%	1,7%	100%
	Ensemble	75,1%	19,4%	3,4%	0,6%	1,0%	0,5%	100%
Nguigmi	Sévère	100,0%						100%
	Modéré	59,1%	38,6%	2,3%				100%
	A risque	36,2%	20,2%	30,2%	11,8%	1,5%		100%
	En sécurité	32,4%	21,9%	10,8%	4,3%	5,8%	24,8%	100%
	Ensemble	41,6%	25,8%	11,9%	4,4%	3,3%	13,0%	100%
Dosso	Sévère	64,4%	35,6%					100%
	Modéré	43,0%	49,3%	7,7%				100%
	A risque	26,9%	36,4%	17,7%	17,5%	1,4%		100%
	En sécurité	3,6%	43,5%	31,3%	15,8%	1,0%	4,8%	100%
	Ensemble	25,5%	43,0%	18,4%	10,8%	0,8%	1,6%	100%
Boboye	Sévère	60,0%	40,0%					100%
	Modéré	34,0%	59,8%	6,2%				100%
	A risque	34,2%	32,0%	20,9%	10,6%	2,3%		100%
	En sécurité	0,7%	46,2%	36,4%	13,0%	0,7%	3,0%	100%

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
	Ensemble	15,8%	45,7%	26,3%	9,6%	0,9%	1,7%	100%
Doutchi	Sévère	100,0%						100%
	Modéré	38,2%	56,3%	5,5%				100%
	A risque	47,2%	29,8%	17,6%	5,4%			100%
	En sécurité	25,0%	46,2%	17,9%	6,5%	2,3%	2,0%	100%
	Ensemble	38,2%	41,2%	14,3%	4,5%	0,9%	0,8%	100%
Gaya	Sévère	60,5%	39,5%					100%
	Modéré	35,7%	54,0%	10,3%				100%
	A risque	16,7%	23,0%	38,1%	20,2%	1,9%		100%
	En sécurité	6,6%	25,0%	22,0%	13,0%	2,2%	31,2%	100%
	Ensemble	14,8%	30,1%	23,1%	12,0%	1,7%	18,2%	100%
Loga	Sévère	56,6%	43,4%					100%
	Modéré	51,3%	48,7%					100%
	A risque	28,6%	46,4%	13,9%	11,1%			100%
	En sécurité	6,9%	32,7%	26,0%	10,5%	5,2%	18,8%	100%
	Ensemble	33,6%	43,1%	10,8%	5,8%	1,5%	5,3%	100%
Madarounfa	Sévère	87,9%	12,1%					100%
	Modéré	35,4%	39,0%	25,6%				100%
	A risque	35,1%	42,6%	19,2%	3,1%			100%
	En sécurité	20,2%	44,9%	28,9%	3,3%	2,2%	0,5%	100%
	Ensemble	28,8%	41,9%	25,1%	2,6%	1,3%	0,3%	100%
Aguié	Sévère	84,0%	16,0%					100%
	Modéré	33,2%	53,1%	13,7%				100%
	A risque	16,5%	4,7%	35,3%	35,9%	7,6%		100%
	En sécurité	2,0%	10,1%	18,8%	15,2%	16,3%	37,5%	100%
	Ensemble	17,4%	16,4%	22,3%	18,5%	9,5%	15,9%	100%

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
Dakoro	Sévère	68,6%	31,4%					100%
	Modéré	34,9%	58,2%	6,9%				100%
	A risque	50,3%	30,3%	15,0%	3,0%	1,4%		100%
	En sécurité	7,8%	30,4%	31,2%	13,8%	12,4%	4,5%	100%
	Ensemble	22,8%	34,4%	23,1%	9,1%	7,9%	2,8%	100%
Guidan-roumdji	Sévère	63,7%	36,3%					100%
	Modéré	45,6%	44,9%	9,5%				100%
	A risque	23,7%	25,7%	26,6%	23,9%			100%
	En sécurité	6,5%	32,8%	33,4%	15,5%	5,8%	6,0%	100%
	Ensemble	22,8%	34,3%	24,4%	13,0%	2,7%	2,8%	100%
Mayahi	Sévère	69,5%	30,5%					100%
	Modéré	41,0%	48,3%	10,7%				100%
	A risque	56,2%	32,2%	4,5%	7,1%			100%
	En sécurité	13,2%	43,9%	24,2%	12,7%	4,2%	1,8%	100%
	Ensemble	40,7%	40,2%	11,6%	5,8%	1,2%	0,5%	100%
Tessaoua	Sévère	88,9%	11,1%					100%
	Modéré	60,8%	36,3%	3,0%				100%
	A risque	43,1%	16,7%	21,8%	18,3%			100%
	En sécurité	26,3%	24,5%	17,7%	10,2%	3,5%	17,9%	100%
	Ensemble	45,8%	24,4%	13,3%	8,8%	1,3%	6,4%	100%
Tahoua	Sévère	83,1%	16,9%					100%
	Modéré	60,2%	33,0%	6,8%				100%
	A risque	43,6%	19,6%	15,6%	17,9%	3,2%		100%
	En sécurité	27,2%	32,5%	24,8%	8,1%	3,4%	4,1%	100%
	Ensemble	47,0%	27,1%	14,6%	8,0%	2,1%	1,3%	100%
Abalak	Sévère	80,4%	19,6%					100%

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
	Modéré	60,6%	26,7%	12,7%				100%
	A risque	88,0%	12,0%					100%
	En sécurité	45,4%	22,7%	3,4%	6,1%	5,1%	17,4%	100%
	Ensemble	63,0%	20,9%	5,1%	2,4%	2,0%	6,8%	100%
Konni	Sévère	89,6%	10,4%					100%
	Modéré	84,0%	7,4%	8,6%				100%
	A risque	78,6%	21,4%					100%
	En sécurité	29,9%	44,5%	22,0%	1,5%	1,0%	1,2%	100%
	Ensemble	60,9%	27,4%	10,2%	0,6%	0,4%	0,5%	100%
Bouza	Sévère	87,0%	13,0%					100%
	Modéré	62,8%	36,0%	1,2%				100%
	A risque	46,6%	16,3%	15,9%	18,2%	2,9%		100%
	En sécurité	12,4%	30,8%	9,6%	4,5%	5,1%	37,6%	100%
	Ensemble	49,3%	26,4%	7,2%	6,1%	2,0%	9,0%	100%
Illéla	Sévère	93,3%	6,7%					100%
	Modéré	72,0%	24,5%	3,5%				100%
	A risque	71,6%	27,5%	0,8%				100%
	En sécurité	24,8%	45,4%	24,2%	4,3%		1,4%	100%
	Ensemble	62,9%	28,1%	7,5%	1,1%		0,4%	100%
Keita	Sévère	100,0%						100%
	Modéré	55,5%	44,5%					100%
	A risque	65,2%	30,3%	4,5%				100%
	En sécurité	43,3%	35,6%	14,2%	1,8%	1,9%	3,3%	100%
	Ensemble	61,2%	32,6%	4,8%	0,4%	0,4%	0,7%	100%
Madaoua	Sévère	49,6%	50,4%					100%
	Modéré	70,8%	24,8%	4,4%				100%

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
	A risque	43,6%	20,3%	17,9%	17,0%	1,1%		100%
	En sécurité	7,0%	8,2%	11,2%	21,8%	19,5%	32,3%	100%
	Ensemble	31,3%	15,1%	9,8%	14,3%	11,2%	18,3%	100%
	Sévère	91,4%	8,6%					100%
Tchintabaraden	Modéré	79,0%	21,0%					100%
	A risque	92,7%	5,7%		1,6%			100%
	En sécurité	55,2%	25,8%	3,1%	4,6%	4,6%	6,7%	100%
	Ensemble	70,7%	18,9%	1,6%	2,8%	2,4%	3,5%	100%
	Sévère	85,8%	14,2%					100%
Tillabéri	Modéré	85,9%	11,7%	2,4%				100%
	A risque	65,8%	27,0%	2,9%	4,3%			100%
	En sécurité	39,3%	22,2%	10,4%	2,2%	6,3%	19,6%	100%
	Ensemble	60,7%	21,0%	5,5%	2,2%	2,5%	7,9%	100%
	Sévère	87,2%	12,8%					100%
Filingué	Modéré	85,2%	14,8%					100%
	A risque	79,4%	17,1%	3,5%				100%
	En sécurité	42,8%	45,1%	3,8%	1,6%	1,0%	5,7%	100%
	Ensemble	73,4%	22,6%	2,1%	0,4%	0,2%	1,4%	100%
	Sévère	84,9%	15,1%					100%
Kollo	Modéré	53,8%	37,4%	8,7%				100%
	A risque	63,6%	21,1%	7,7%	7,6%			100%
	En sécurité	14,1%	38,8%	23,7%	12,4%	5,2%	5,8%	100%
	Ensemble	47,5%	31,4%	12,1%	5,8%	1,5%	1,7%	100%
	Sévère	74,2%	25,8%					100%
Ouallam	Modéré	41,6%	48,2%	10,1%				100%
	A risque	29,7%	24,5%	28,8%	13,6%	3,4%		100%
	Sévère							100%

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
	En sécurité	14,5%	25,9%	23,5%	2,2%	8,1%	25,9%	100%
	Ensemble	36,2%	31,8%	17,1%	4,2%	3,2%	7,5%	100%
Say	Sévère	35,5%	64,5%					100%
	Modéré	32,0%	41,6%	26,4%				100%
	A risque	7,4%	12,8%	34,1%	43,2%	2,5%		100%
	En sécurité	9,6%	13,8%	31,4%	30,1%	5,3%	9,9%	100%
	Ensemble	11,8%	17,1%	31,1%	29,2%	4,1%	6,7%	100%
Téra	Sévère	100,0%						100%
	Modéré	78,9%	19,6%	1,5%				100%
	A risque	75,2%	23,2%		1,6%			100%
	En sécurité	35,8%	25,2%	15,8%	15,0%	1,0%	7,3%	100%
	Ensemble	63,7%	20,8%	6,4%	6,0%	0,4%	2,7%	100%
Mirriah	Sévère	65,3%	34,7%					100%
	Modéré	53,3%	38,5%	8,3%				100%
	A risque	43,0%	31,2%	18,5%	7,3%			100%
	En sécurité	14,7%	42,5%	28,8%	9,9%	2,8%	1,4%	100%
	Ensemble	29,0%	39,2%	22,1%	7,3%	1,6%	0,8%	100%
Gouré	Sévère	29,9%	70,1%					100%
	Modéré	26,1%	56,9%	17,0%				100%
	A risque	34,0%	34,5%	16,7%	13,6%	1,2%		100%
	En sécurité	16,2%	41,9%	20,8%	9,3%	0,8%	11,1%	100%
	Ensemble	25,0%	45,1%	17,1%	7,8%	0,7%	4,3%	100%
Magaria	Sévère	62,4%	37,6%					100%
	Modéré	28,4%	70,9%	0,7%				100%
	A risque	17,5%	39,0%	35,0%	7,3%	1,3%		100%
	En sécurité	10,6%	68,5%	15,5%	1,9%		3,5%	100%

Département	Classe d'insécurité alimentaire	Tranche de durée de stock alimentaire des ménages						Total
		Entre 0 et 1 mois	Entre 2 et 3 mois	Entre 4 et 5 mois	Entre 6 et 7 mois	Entre 8 et 9 mois	Plus de 10 mois	
	Ensemble	21,6%	57,5%	16,6%	3,1%	0,5%	0,7%	100%
Matameye	Sévère	100,0%						100%
	Modéré	32,9%	58,0%	9,2%				100%
	A risque	41,8%	26,2%	23,8%	8,2%			100%
	En sécurité	11,6%	41,5%	38,0%	3,5%	2,1%	3,3%	100%
	Ensemble	23,4%	42,4%	27,7%	3,4%	1,2%	1,8%	100%
Tanout	Sévère	32,0%	68,0%					100%
	Modéré	42,1%	50,8%	7,1%				100%
	A risque	27,5%	34,6%	29,0%	8,9%			100%
	En sécurité	25,9%	36,6%	20,0%	11,5%	2,7%	3,3%	100%
	Ensemble	35,0%	44,7%	14,2%	4,6%	0,7%	0,8%	100%
Niamey périphérie	Sévère	82,1%	17,9%					100%
	Modéré	93,4%	5,1%	1,5%				100%
	A risque	88,4%	5,2%	0,4%	6,1%			100%
	En sécurité	57,8%	18,3%	13,0%	4,3%	0,9%	5,7%	100%
	Ensemble	74,6%	12,4%	6,5%	3,4%	0,4%	2,7%	100%
Milieu rural	Sévère	79,6%	20,4%					100%
	Modéré	52,2%	41,7%	6,0%				100%
	A risque	46,7%	26,0%	16,4%	9,7%	1,1%		100%
	En sécurité	17,9%	34,2%	22,8%	10,1%	4,8%	10,3%	100%
	Ensemble	38,7%	33,1%	15,1%	6,7%	2,2%	4,1%	100%

Tableau 49 : Durée moyenne des stocks par classe d'insécurité alimentaire et par département

Département	Classe d'insécurité alimentaire finale	Durée moyenne des stocks (en mois)
Diffa	Sévère	,56
	Modéré	1,26
	A risque	3,35
	En sécurité	6,28
	Ensemble	3,85
Mainé-soroa	Sévère	1,01
	Modéré	,61
	A risque	,83
	En sécurité	1,31
	Ensemble	,93
Nguigmi	Sévère	,34
	Modéré	1,27
	A risque	2,80
	En sécurité	4,71
	Ensemble	3,34
Dosso	Sévère	1,07
	Modéré	1,77
	A risque	3,12
	En sécurité	4,18
	Ensemble	2,97
Boboye	Sévère	,96
	Modéré	1,83
	A risque	2,57
	En sécurité	3,96
	Ensemble	3,17
Doutchi	Sévère	,36
	Modéré	1,83
	A risque	2,19
	En sécurité	3,05
	Ensemble	2,39
Gaya	Sévère	,79
	Modéré	1,93
	A risque	3,78
	En sécurité	6,34
	Ensemble	4,90
Loga	Sévère	1,41
	Modéré	1,64
	A risque	2,60
	En sécurité	5,42
	Ensemble	2,92

Département	Classe d'insécurité alimentaire finale	Durée moyenne des stocks (en mois)
Madarounfa	Sévère	,41
	Modéré	2,12
	A risque	2,17
	En sécurité	3,02
	Ensemble	2,59
Aguié	Sévère	,54
	Modéré	2,00
	A risque	4,65
	En sécurité	7,89
	Ensemble	5,30
Dakoro	Sévère	,80
	Modéré	1,83
	A risque	1,85
	En sécurité	4,62
	Ensemble	3,50
Guidan-roumdji	Sévère	1,18
	Modéré	1,81
	A risque	3,42
	En sécurité	4,49
	Ensemble	3,42
Mayahi	Sévère	,87
	Modéré	1,72
	A risque	1,62
	En sécurité	3,63
	Ensemble	2,15
Tessaoua	Sévère	,26
	Modéré	1,08
	A risque	2,57
	En sécurité	4,50
	Ensemble	2,66
Tahoua	Sévère	,50
	Modéré	1,25
	A risque	2,68
	En sécurité	3,22
	Ensemble	2,24
Abalak	Sévère	,71
	Modéré	1,54
	A risque	,66
	En sécurité	3,77
	Ensemble	2,13
Konni	Sévère	,31
	Modéré	,65

Département	Classe d'insécurité alimentaire finale	Durée moyenne des stocks (en mois)
	A risque	,63
	En sécurité	2,52
	Ensemble	1,36
Bouza	Sévère	,28
	Modéré	,98
	A risque	2,54
	En sécurité	6,33
	Ensemble	2,61
Illéla	Sévère	,20
	Modéré	1,20
	A risque	1,01
	En sécurité	2,76
	Ensemble	1,38
Keita	Sévère	,10
	Modéré	1,23
	A risque	1,17
	En sécurité	2,26
	Ensemble	1,31
Madaoua	Sévère	1,51
	Modéré	1,24
	A risque	2,49
	En sécurité	7,39
	Ensemble	4,88
Tchintabaraden	Sévère	,32
	Modéré	,87
	A risque	,59
	En sécurité	2,55
	Ensemble	1,65
Tillabéri	Sévère	,51
	Modéré	,67
	A risque	1,10
	En sécurité	4,79
	Ensemble	2,45
Filingué	Sévère	,46
	Modéré	,54
	A risque	,77
	En sécurité	2,38
	Ensemble	1,05
Kollo	Sévère	,57
	Modéré	1,46
	A risque	1,58
	En sécurité	3,92

Département	Classe d'insécurité alimentaire finale	Durée moyenne des stocks (en mois)
	Ensemble	2,14
Ouallam	Sévère	,84
	Modéré	1,84
	A risque	3,16
	En sécurité	5,51
	Ensemble	3,07
Say	Sévère	1,29
	Modéré	2,52
	A risque	4,73
	En sécurité	5,33
	Ensemble	4,86
Téra	Sévère	,16
	Modéré	,85
	A risque	,91
	En sécurité	3,39
	Ensemble	1,76
Mirriah	Sévère	1,36
	Modéré	1,66
	A risque	2,31
	En sécurité	3,46
	Ensemble	2,84
Gouré	Sévère	1,83
	Modéré	2,34
	A risque	2,71
	En sécurité	4,06
	Ensemble	3,08
Magaria	Sévère	,96
	Modéré	1,97
	A risque	3,20
	En sécurité	3,05
	Ensemble	2,63
Matameye	Sévère	,18
	Modéré	1,99
	A risque	2,41
	En sécurité	3,57
	Ensemble	2,92
Tanout	Sévère	1,70
	Modéré	1,82
	A risque	2,89
	En sécurité	3,29
	Ensemble	2,39
Niamey périphérie	Sévère	,68

Département	Classe d'insécurité alimentaire finale	Durée moyenne des stocks (en mois)
	Modéré	,44
	A risque	,74
	En sécurité	2,18
	Ensemble	1,34
Ensemble milieu rural	Sévère	,62
	Modéré	1,50
	A risque	2,23
	En sécurité	4,20
	Ensemble	2,73

Tableau 50 : Répartition des ménages selon le groupe de moyens d'existence, la Région et la classe d'insécurité alimentaire

Région		Groupe de moyens d'existence						Total
		Agriculteurs	Agro-pasteurs	Éleveurs	Migrants ou dépendants des transferts	Petit commerce/revendeurs	Dépendants du travail précaire	
Diffa	Insécurité alimentaire	44%	10%	6%	3%	20%	17%	100%
	Sécurité alimentaire	40%	14%	25%	1%	16%	5%	100%
	Ensemble	41%	13%	18%	1%	17%	9%	100%
Dosso	Insécurité alimentaire	26%	8%	1%	28%	17%	21%	100%
	Sécurité alimentaire	24%	15%	3%	22%	20%	16%	100%
	Ensemble	25%	13%	2%	24%	19%	17%	100%
Maradi	Insécurité alimentaire	45%	8%	1%	3%	23%	21%	100%
	Sécurité alimentaire	36%	13%	2%	5%	24%	20%	100%
	Ensemble	38%	12%	1%	4%	24%	20%	100%
Tahoua	Insécurité alimentaire	47%	3%	2%	24%	12%	13%	100%
	Sécurité alimentaire	42%	8%	3%	18%	15%	14%	100%

Région		Groupe de moyens d'existence						Total
		Agriculteurs	Agro-pasteurs	Eleveurs	Migrants ou dépendant des transferts	Petit commerce/ revendeurs	Dépendants du travail précaire	
	Ensemble	43%	6%	3%	20%	14%	14%	100%
Tillabéri	Insécurité alimentaire	33%	10%	1%	16%	14%	25%	100%
	Sécurité alimentaire	25%	17%	4%	17%	15%	22%	100%
	Ensemble	28%	15%	3%	17%	15%	23%	100%
Zinder	Insécurité alimentaire	54%	8%	3%	3%	12%	21%	100%
	Sécurité alimentaire	45%	15%	3%	4%	16%	16%	100%
	Ensemble	48%	12%	3%	4%	15%	18%	100%
Niamey périphérique	Insécurité alimentaire	58%	9%		5%	9%	19%	100%
	Sécurité alimentaire	59%	9%	1%	2%	21%	8%	100%
	Ensemble	59%	9%	0%	3%	18%	12%	100%
Niger rural	Insécurité alimentaire	42%	7%	2%	13%	16%	20%	100%
	Sécurité alimentaire	35%	14%	4%	12%	18%	17%	100%
	Ensemble	37%	12%	3%	12%	17%	18%	100%

Tableau 51 : Répartition des ménages selon la première source de revenu par région

Sources de revenu	Région administratif							
	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey
Vente de produits agricoles	3,50%	20,00%	5,00%	7,10%	5,00%	2,50%	7,50%	1,70%
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	3,00%	2,50%	0,00%	0,50%	0,00%	0,00%	0,40%	0,20%
Petit commerce	21,30%	20,00%	23,30%	30,80%	25,00%	37,50%	41,80%	16,70%
Travail journalier	10,30%	7,50%	23,30%	19,70%	13,00%	12,50%	12,10%	10,90%
Boutiquier	1,40%	0,00%	0,00%	1,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,80%
Vente de bois/paille	1,60%	0,00%	0,00%	1,50%	3,00%	0,00%	0,80%	0,20%
Artisanat	8,70%	0,00%	0,00%	2,00%	5,00%	5,00%	4,20%	4,70%
Salarié	28,10%	40,00%	18,30%	10,60%	12,00%	27,50%	18,40%	30,80%
Commerçant/entrepreneur	5,80%	0,00%	8,30%	6,60%	15,00%	5,00%	4,60%	11,60%
Transfert	3,80%	7,50%	6,70%	4,50%	10,00%	0,00%	2,90%	4,00%
Emprunt	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,40%	0,00%
Mendicité	0,20%	0,00%	1,70%	1,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,60%
Extraction/carrière	0,30%	0,00%	0,00%	0,50%	0,00%	0,00%	0,00%	0,60%
Salarié retraité	1,40%	2,50%	3,30%	3,00%	4,00%	2,50%	3,30%	6,90%
Maçon	3,70%	0,00%	1,70%	3,50%	5,00%	0,00%	1,30%	2,50%
Menuisier	1,00%	0,00%	1,70%	3,00%	0,00%	0,00%	0,80%	0,80%
Boucher	1,00%	0,00%	0,00%	1,00%	1,00%	0,00%	0,00%	0,80%
Autres	4,90%	0,00%	6,70%	3,50%	2,00%	7,50%	1,30%	6,40%
Total								